

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

HSBC FRANCE

Société Anonyme au capital de 337 189 135 €
Siège social : 103, avenue des Champs Elysées 75008 Paris
775 670 284 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 26 avril 2017

A. – Etats financiers sociaux

I. – Bilans sociaux comparés 2016-2015

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales, CCP		107	128
Effets publics et valeurs assimilées	4	22 806	29 743
Créances sur les établissements de crédit	2	32 069	27 309
Opérations avec la clientèle	3	50 430	50 628
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	8 897	12 843
Actions et autres titres à revenu variable	4	85	51
Participations et autres titres détenus à long terme	5	99	93
Parts dans les entreprises liées	5	1 361	1 573
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat	7	457	408
Immobilisations incorporelles	6	129	246
Immobilisations corporelles	7	200	200
Autres actifs	9	22 129	21 158
Comptes de régularisation	10	49 162	46 274
Total de l'actif		187 931	190 653

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Banque Centrale, CCP		19	21
Dettes envers les établissements de crédit	11	40 160	35 994
Opérations avec la clientèle	12	42 217	46 279
Dettes représentées par un titre	13	12 335	16 349
Autres passifs	15	39 656	42 140
Comptes de régularisation	16	47 857	44 181
Provisions	14	431	376
Dettes subordonnées	17	276	276
Capital souscrit	18	337	337
Primes d'émission	19	16	16
Réserves	19	1 043	1 043
Provisions réglementées	19	-	9
Report à nouveau (1)	19	3 602	3 601
Résultat de l'exercice	19	117	281
Acompte sur dividende	19	-135	-250
Total du passif		187 931	190 653

(1) Avant affectation proposée soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale de HSBC France.

Hors bilan	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement donnés	21	22 447	24 845
Engagements de garantie donnés	21	4 405	4 702
Engagements sur titres donnés		23 029	30 694
Engagements de financement reçus	21	1 796	1 853
Engagements de garantie reçus	21	13 522	12 797
Engagements sur titres reçus		23 484	26 861

La contrevaieur en euros de l'actif et du passif libellés en devises est de 22 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

La contrevaieur en euros de l'actif et du passif libellés en devises est de 26 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

II. — Comptes de résultats sociaux comparés 2016-2015

(En millions d'euros.)

	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Produits/(Charges)			
Intérêts et produits assimilés	23	1 462	1 805
Intérêts et charges assimilées	23	-769	-835
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés		137	111
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés		-137	-109
Revenus des titres à revenu variable	24	98	77
Commissions (produits)	25	775	771
Commissions (charges)	25	-204	-195
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	26	338	222
Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés	27	19	20
Autres produits d'exploitation bancaire		18	15
Autres charges d'exploitation bancaire		-4	-6
Produit net bancaire		1 732	1 876
Charges générales d'exploitation	28	-1 484	-1 410
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-179	-54
Résultat brut d'exploitation		69	412
Coût du risque	8	-76	-116
Résultat d'exploitation		-7	296
Gains et pertes sur actifs immobilisés	29	103	12
Résultat courant avant impôt		97	308
Résultats exceptionnels			
Impôts sur les bénéfices	30	12	-38
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		8	11
Résultat net		117	281

III. — Tableau des résultats comptables et des variations des capitaux propres

(Recommandation de la Commission des Opérations de Bourse – Bulletin n° 79 de février 1976)

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Résultats comptables		
Globaux	117	281
Par action (En euros.) (1), (2)	1,73	4,17
Variations des capitaux propres (hors résultat de l'exercice 2016) (après affectation du résultat pour 2015)		
Variation de l'écart de réévaluation	-	-
Variation des réserves et du report à nouveau	1	243
Affectation du résultat de l'exercice précédent	281	393

Répartition des bénéfices	-280	-150
Variation de réévaluation et provisions réglementées	-9	-11
Variation de la situation nette globale	-8	232
Par action (En euros.) (1), (2)	-	3
Dividende proposé		
Global	270	280
Par action (En euros.) (1), (2)	4	4,15

(1) Le nombre d'actions à la fin de l'exercice s'établit à 67 437 827 pour 2016 et 2015.

(2) Sur la base du nombre moyen pondéré d'actions, le dividende ressort à 4 € pour 2016 (67 437 827 actions) et à 4,15 € pour 2015 (67 437 827 actions).

IV. — Répartition et affectation des bénéfices

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Bénéfices disponibles		
Report à nouveau des exercices précédents	3 602	3 601
Bénéfice de l'exercice	117	281
Total (A)	3 719	3 882
Affectation des bénéfices		
Dividendes	270	280
Réserve légale	-	-
Réserve libre	-	-
Total (B)	270	280
Report à nouveau (A - B)	3 449	3 602

V. — Résultats financiers de la société au cours des cinq dernières années

(Articles R.225-81 et R.225-102 du Code de commerce)

(En millions d'euros.)	2016	2015	2014	2013	2012
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	337	337	337	337	337
Nombre d'actions émises	67 437 827	67 437 827	67 437 827	67 437 827	67 437 827
Valeur nominale des actions en euros	5	5	5	5	5
Résultats globaux des opérations effectives					
Chiffre d'affaires	2 847	3 020	2 903	3 063	3 264
Bénéfice avant impôts, amortissements, dépréciations et provisions	292	459	698	644	799
Bénéfice après impôts, amortissements, dépréciations et provisions	117	281	393	331	601
Résultats des opérations ramenés à une seule action (en euros)					
Bénéfice après impôts mais avant amortissements, dépréciations et provisions	4,5	6,0	8,6	7,9	8,6
Bénéfice après impôts, amortissements, dépréciations et provisions	1,7	4,2	5,8	4,9	8,9
Dividende versé par action ordinaire jouissance 1 ^{er} janvier	4,0	4,15	2,23	1,78	3,56
Personnel (France)					
Nombre de salariés (1)	8 382	8 979	9 144	9 198	9 424
Nombre de salariés moyen (hors salariés mis à disposition) (2)	8 652	9 056	9 158	9 207	9 645
Montant de la masse salariale	515	529	534	554	560
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	249	259	257	267	289
Taxe sur les salaires et taxes diverses	63	60	70	60	63

Montant de l'intéressement et/ou de la participation aux résultats de l'entreprise (3)	23	25	27	38	—
(1) Salariés à statut bancaire, inscrits au 31 décembre de chaque année.					
(2) Dont 5 991 cadres et 2 661 non-cadres en 2016, 6 165 cadres et 2 891 non-cadres en 2015, 6 194 cadres et 2 964 non-cadres en 2014, 6 202 cadres et 3 005 non-cadres en 2013, 6 402 cadres et 3 243 non-cadres en 2012.					
(3) Au titre des résultats de l'exercice précédent.					

VI. — Inventaire du portefeuille titres au 31 décembre 2016 (hors titres de transaction)

Titres d'investissement, titres de placement et titres de l'activité de portefeuille

(En millions d'euros.)	31/12/2016
A - Titre d'investissement	370
Valeurs à revenu fixe	370
Bons du trésor	-
Autres effets publics	-
Titres du marché interbancaire	-
Certificats de dépôt négociables	-
Bons à moyen terme négociables	-
Obligations et assimilés	370
Créances rattachées	-
B - Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	12 216
Valeurs à revenu fixe	12 130
Bons du trésor	-
Autres effets publics	7 377
Titres du marché interbancaire	-
Billets de trésorerie	-
Certificats de dépôt négociables	-
Bons à moyen terme négociables	-
Fonds Communs de créances	-
Obligations et assimilés	4 696
Bons à moyen terme négociables émis par des Etablissements de Crédit	-
Créances rattachées	58
Valeurs à revenu variable	85
Actions et assimilés	85
Parts ou actions d'OPCVM	-
Total des titres d'investissement de placement de l'activité de portefeuille	12 586

Titres d'investissement, titres de placement et titres de l'activité de portefeuille

(En millions d'euros.)	31/12/2016
A – Titres de participation et titres détenus à long terme	99
Valeurs cotées à la cote officielle	-
Valeurs françaises non cotées	99
Valeurs étrangères cotées à la cote officielle	-
Valeurs étrangères cotées à l'étranger	-
Valeurs étrangères non cotées	-
Total des créances rattachées	-
B – Parts dans les entreprises liées	1 361
Valeurs françaises cotées	-
Valeurs françaises non cotées	1 344
Valeurs étrangères cotées	-
Valeurs étrangères non cotées	17
Total des créances rattachées	-
Total des parts dans les entreprises liées et titres de participation et autres titres détenus à long terme	1 460

VII. — Renseignements concernant les filiales et participations au 31 décembre 2016

(En milliers d’euros, sauf indication contraire.)	Forme juridique	Activités	Capital	Réserves + report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
						Brute	Nette
A – Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de HSBC France							
1 – Filiales (+ 50 %)							
HSBC SFH (France) (ex - HSBC Covered Bonds) 15, rue Vernet – 75008 Paris (France)	SA	Société de financement de l’habitat	113 250	340	100,00	113 239	113 239
HSBC Factoring (France) 103, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	SA	Affacturage	9 240	77 381	100,00	39 236	39 236
Société Française et Suisse 64, rue Galilée – 75008 Paris (France)	SA	Société de portefeuille	599	7 847	100,00	60 384	10 488
SAPC UFIPRO Recouvrement 39, rue de Bassano – 75008 Paris (France)	SARL	Société commerciale	7 619	1 608	99,98	16 260	9 184
HSBC Epargne Entreprise (France) 15, rue Vernet – 75008 Paris (France)	SA	Epargne salariale	16 000	11 858	100,00	15 148	15 148
HSBC Global Asset Management (France) 4, place de la Pyramide – La Défense 9 92800 Puteaux (France)	SA	Gestion d’actifs	8 050	22 369	93,67	134 546	134 546
HSBC Services (France) (ex - HSBC Securities) 103, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	SA	Société commerciale	2 442	2 507	100,00	36 877	4 954
Valeurs Mobilières Elysées (ex - Nobel) 109, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	SA	Société de portefeuille	41 920	8 215	100,00	67 757	67 757
HSBC Leasing (France) 39, rue de Bassano – 75008 Paris (France)	SA	Crédit-bail	168 528	4 200	100,00	281 756	281 756
Société Financière et Mobilière 103, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	SA	Société de participation	40 000	36 657	100,00	84 052	76 758
Foncière Elysées SA 103, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	SAS	Société immobilière	14 043	14 639	100,00	44 478	38 763
Charterhouse Management Services Ltd 8 Canada Square – London E14 5HQ (Royaume-Uni)	Société à responsabilité limitée de droit anglais	Société de portefeuille	10 000 GBP	1 695 GBP	100,00	11 680	11 680
HSBC Real Estate Leasing (France) 15, rue Vernet – 75008 Paris (France)	SA	Crédit-bail immobilier	38 255	40 335	80,98	37 190	37 190
CCF & Partners Asset Management Ltd 8 Canada Square – London E14 5HQ (Royaume-Uni)	Société à responsabilité limitée de droit anglais	Holding d’investissement	5 000 GBP	848 GBP	100,00	4 947	4 947
HSBC Assurances Vie (France) 15, rue Vernet – 75008 Paris (France)	SA	Compagnie d’assurances	115 000	393 204	100,00	513 999	513 999
B – Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n’excède pas 1 % du capital de HSBC France							
1 – Filiales non reprises au paragraphe 1							
a) Filiales françaises (ensemble)	-		-	-	-	32	32
b) Filiales étrangères (ensemble)	-		-	-	-	1 819	1 360
2 – Participations non reprises au paragraphe 2							
a) Participations françaises (ensemble)	-		-	-	-	4	4
b) Participations étrangères (ensemble)	-		-	-	-	-	-

(En milliers d'euros, sauf indication contraire)	Prêts et avances consentis par HSBC France et non remboursés (1)	Montants des cautions et avals fournis par HSBC France (1)	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat (bénéfice net ou perte du dernier exercice)	Dividendes encaissés par HSBC France au cours de l'exercice
A – Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de HSBC France					
1 – Filiales (+ 50 %)					
HSBC SFH (France) (ex - HSBC Covered Bonds) 15, rue Vernet – 75008 Paris (France)	667 650	-	113 978	579	3 775
HSBC Factoring (France) 103, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	980 353	-	32 703	3 586	-
Société Française et Suisse 64, rue Galilée – 75008 Paris (France)	-	-	-	71	-
SAPC UFIPRO Recouvrement 39, rue de Bassano – 75008 Paris (France)	-	-	-	-6	-
HSBC Epargne Entreprise (France) 15, rue Vernet – 75008 Paris (France)	-	-	8 479	-1 751	-
HSBC Global Asset Management (France) 4, place de la Pyramide – La Défense 9 92800 Puteaux (France)	331	-	208 248	40 270	27 807

HSBC Services (France) (ex - HSBC Securities) 103, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	-	-	-	-25	-
Valeurs Mobilières Elysées (ex - Nobel) 109, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	3 618	-	-	8 298	4 978
HSBC Leasing (France) 39, rue de Bassano – 75008 Paris (France)	259 519	-	31 433	34 113	36 100
Société Financière et Mobilière 103, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	38 394	-	131	-1 731	-
Foncière Elysées SA 103, avenue des Champs-Élysées – 75008 Paris (France)	-	-	586	921	1 574
Charterhouse Management Services Ltd 8 Canada Square – London E14 5HQ (Royaume-Uni)	-	-	54	36	-
HSBC Real Estate Leasing (France) 15, rue Vernet – 75008 Paris (France)	-	-	129 105	9 273	4 066
CCF & Partners Asset Management Ltd 8 Canada Square – London E14 5HQ (Royaume-Uni)	-	-	15	1	-
HSBC Assurances Vie (France) 15, rue Vernet – 75008 Paris (France)	-	-	1 762 287	63 506	-
B – Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de HSBC France					
1 – Filiales non reprises au paragraphe 1					
a) Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	-	343
b) Filiales étrangères (ensemble)	-	-	-	-	-
2 – Participations non reprises au paragraphe 2					
a) Participations françaises (ensemble)	-	-	-	-	-
b) Participations étrangères (ensemble)	-	-	-	-	-
(1) Les prêts, avances et cautions sont ceux consentis en dehors du cadre des opérations bancaires habituelles.					

VIII. — Transactions avec les filiales et les autres entreprises liées

(En millions d'euros.)	31/12/2016	
	Filiales	Autres entreprises liées
Actif		
Effets publics et valeurs assimilées	-	2 043
Créances sur les établissements de crédit	3 508	5 092
Opérations avec la clientèle	379	662
Obligations et autres titres à revenu fixe	371	2 006
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	6 186	15 629
Opérations avec la clientèle	512	63
Dettes représentées par un titre	-	-
Autres passifs	-	3 326
Dettes subordonnées	-	260
Hors bilan		
Engagements de financement donnés	160	-
Engagements de garantie donnés	31	170
Engagements sur titres donnés	-	-

IX. — Notes annexes aux comptes sociaux

Faits significatifs de l'exercice 2016

Activité

Le produit net bancaire, à 1 732 millions d'euros, s'inscrit en baisse d'environ 8 % par rapport à l'année 2015. Il reflète principalement la baisse de la marge d'intermédiation de l'activité bancaire en France liée à la baisse continue des taux d'intérêts partiellement compensée par la performance de la Banque de financement, d'investissement et de marchés.

Les charges d'exploitation, d'un montant de 1 484 millions d'euros, en hausse de près de 5 % par rapport à l'exercice précédent sont affectées par les charges liées aux initiatives stratégiques, par le coût du Plan de départ volontaire annoncé en septembre 2016, et par l'augmentation de la cotisation au Fonds de résolution unique européen pour 19 millions d'euros.

Les dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles s'élèvent à 179 millions d'euros contre 54 millions d'euros en 2015. Cette variation est principalement liée à la dépréciation du mali de fusion sur les métiers de Banque de particuliers et de gestion de patrimoine et de Banque privée pour un montant de 127 millions d'euros.

Le coût du risque de crédit s'établit à 76 millions d'euros contre 116 millions d'euros l'année précédente. Le résultat courant avant impôt s'élève, en 2016, à 97 millions d'euros.

Les gains et pertes sur actifs immobilisés s'élèvent à 103 millions d'euros contre 12 millions d'euros en 2015. Cette variation s'explique principalement par la cession du titre Visa Europe à Visa Inc pour 108 millions d'euros sur l'exercice 2016.

Le résultat net s'affiche à 117 millions d'euros contre 281 millions d'euros en 2015. Au titre de l'exercice 2016 il est prévu de distribuer un dividende de 270 millions d'euros (dont 135 millions d'euros ont été versés en 2016 sous forme d'acompte).

Au 31 décembre 2016, le total du bilan de HSBC France s'élève à 188 milliards d'euros contre 191 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

Test de dépréciation des fonds de commerce

Dans le cadre de l'exercice annuel de dépréciation des fonds de commerce, une dépréciation de 127 millions d'euros a été comptabilisée sur les malis de fusion affectés au fonds de commerce de la Banque de particuliers (64 millions d'euros) et de Banque privée (63 millions d'euros). Cet élément est détaillé en Note 6 « Immobilisations incorporelles » du présent document.

Plan de départs volontaires

Un plan de modernisation et de restructuration incluant un plan de départs volontaires sur les fonctions Opérations, IT, Finance, GTRF (Global Trade and Receivable Finance) et Achats a été présenté aux partenaires sociaux lors du Comité Central d'Entreprise du 7 septembre 2016. Le coût du plan de départs volontaires a été provisionné dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2016. En janvier et février 2017, le plan de départs volontaires a été approuvé par les instances sociales de la banque et par la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi).

EURIBOR

La Commission européenne a condamné HSBC France à payer une amende de 33,6 millions d'euros dans le cadre du dossier Euribor. Cet élément est détaillé en Note 31 « Procédures judiciaires et affaires réglementaires relatives à l'ensemble du Groupe HSBC » du présent document.

Le Fonds de Résolution Unique (FRU) et le fonds de garantie de dépôt et de résolution (FGDR)

La contribution de HSBC France au FRU pour l'année 2016 s'élève à 67 millions d'euros et les dépôts de garantie enregistrés au bilan s'élèvent à 26 millions d'euros à fin décembre 2016.

Au titre du FGDR, le montant des certificats d'associé et d'association s'élève à fin décembre 2016 à 10,8 millions d'euros après restitution de 3 millions d'euros sur l'exercice 2016, le montant des dépôts de garantie s'élève à 15,8 millions d'euros après restitution de 12 millions d'euros en engagement de paiement sur l'exercice 2016 et enfin la restitution de 6 millions d'euros de cotisation comptabilisée en résultat sur l'exercice 2016.

VISA

Le titre Visa Europe a été cédé le 21 juin 2016 à Visa Inc conformément aux termes du protocole de rachat. L'impact avant impôt sur le compte de résultat s'élève à 108 millions d'euros.

1. – Principes, règles et méthodes comptables

HSBC Holding Plc, dont le siège social se situe à Londres, établit des états financiers consolidés dont la filiale HSBC France fait partie. HSBC France établit elle-même des comptes consolidés sur le périmètre France dont le siège social est à Paris. Ces états financiers sont disponibles sur le site Internet www.hsbc.fr ou www.hsbc.com.

Les comptes de HSBC France sont établis conformément aux règlements 2014-03 et 2014-07 de l'ANC modifiés par le règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général et le règlement de l'ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015 et aux principes comptables généralement admis en France et applicables aux établissements de crédit.

a. – Comptabilisation et amortissement des immobilisations

HSBC France applique les dispositions des articles 214-1 à 214-27. Evaluation des actifs postérieurement à leur date d'entrée du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

HSBC France applique l'approche par composants pour l'enregistrement et l'amortissement des immobilisations.

Immeubles d'exploitation et de placement

Pour les immeubles d'exploitation et de placement, HSBC France a appliqué cette approche par composants en retenant a minima les composants et les modes et durées d'amortissements suivants :

Composants	Modes et durées d'amortissements
Infrastructures	
Construction	25 et 50 ans linéaire
Gros œuvre	25 ans linéaire
Installations techniques	
Climatisation Ventilation Chauffage	10 ans linéaire
Installation électrique lourde	10 ans linéaire
Installation téléphonique et électricité légère	10 ans linéaire
Installation sécurité	10 ans linéaire
Agencements	
Travaux et agencements de second œuvre	10 ans linéaire

Fonds de commerce

Les fonds de commerce acquis sont susceptibles de faire l'objet d'une dépréciation en cas d'indices objectifs de perte de valeur.

Mali de fusion

Conformément aux principes posés par le règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général applicable de façon prospective depuis le 1^{er} janvier 2016, HSBC France a procédé, dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2016, à l'affectation du mali technique calculé selon les modalités prévues à l'article 745-6, aux différents actifs apportés concernés et inscrit dans les comptes conformément aux règles précisées à l'article 745-7.

Le mali technique est amorti ou rapporté au résultat selon les mêmes règles et dans les mêmes conditions que les actifs sous-jacents auquel il est affecté. (Voir Note 6 pages 309 et suivantes).

Autres immobilisations

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés :

Composants	Modes et durées d'amortissements
Matériel de bureau	5 ans, dégressif ou linéaire
Mobilier	5 à 10 ans, dégressif ou linéaire
Matériel informatique	3 à 7 ans, dégressif ou linéaire
Logiciels	3 à 5 ans, linéaire

Immobilisations données en location – crédit-bail mobilier

Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail mobilier sont enregistrées conformément aux principes comptables définis par l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 du Comité d'Urgence afférents à l'interprétation des dispositions de l'avis n° 2004-15 du 23 juin 2004 du CNC relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs excluant dans les comptes individuels les contrats de location au sens d'IAS 17 du champ d'application des articles 211-1 à 224-4 du règlement n° 2014-03 de l'ANC.

Les immobilisations données en location dans le cadre de l'activité de crédit-bail mobilier sont amorties, en utilisant la méthode linéaire, sur la durée de vie probable d'utilisation des biens.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- mobilier et matériel de bureau : 5 ans ;
- matériel informatique : 3 ans ;
- matériel et outillage : 5 à 7 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat ou de location simple.

Dans la comptabilité financière, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable des immobilisations est représentée par la réserve latente brute.

b. – Portefeuille titres

Les opérations sur titre sont enregistrées conformément aux principes comptables définis aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes :

- les titres de transaction ;
- les titres de placement ;
- les titres d'investissement ;
- les titres de l'activité du portefeuille ;
- les autres titres détenus à long terme ;
- les titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Les titres sont enregistrés au bilan en date de règlement.

Titres de transaction

Les titres de transaction sont à l'origine des titres négociables sur un marché actif, acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et détenus dans le cadre de l'activité de mainteneur de marché ou gérés dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction.

Les titres de transaction sont enregistrés à leur prix de revient (coupon couru inclus s'il s'agit de titres à revenu fixe). A la date de clôture, ces titres sont évalués au prix du marché et les variations de valeur sont portées dans le compte de résultat.

Les titres de transaction sont, pour l'essentiel, évalués sur la base de cotations de marché accessibles. Par contre, dans un marché devenu inactif, la banque a recours à des techniques d'évaluation utilisant des données de marché observables. La juste valeur ainsi déterminée contient donc une part de jugement.

Titres de placement

Les titres de placement sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés aux articles 2351-1, 2351-2 et 2351-3 du règlement n° 2014-07 de l'ANC acquis dans une optique de rendement et pouvant faire l'objet d'une revente à plus ou moins brève échéance.

A la date d'acquisition, ils sont enregistrés au bilan à leur prix de revient (hors coupon couru à l'achat pour les titres à revenu fixe).

A la clôture de la période, les titres de placement sont évalués individuellement au plus bas du prix de revient ou du prix de marché. Le prix de marché des titres à revenu variable est représenté par le cours du 31 décembre pour les titres cotés et par la valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Le prix de marché des titres à revenu fixe est le cours du dernier jour ouvré de la période.

Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

Les résultats réalisés ou latents sur instruments de couverture sont pris en compte par ligne de titres pour le calcul d'éventuelles dépréciations.

Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe qui ont été acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition au prix d'acquisition.

Les titres d'investissement sont maintenus à leur coût historique.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenus fixes est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres.

En cas de risque de contrepartie, les titres font l'objet d'une dépréciation.

Titres de l'activité de portefeuille

Cette rubrique regroupe les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. C'est notamment le cas des titres détenus dans le cadre d'une activité de capital risque.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention.

Les modalités d'évaluation de la valeur d'utilité sont précisées ci-après.

Autres titres détenus à long terme

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des actions et valeurs assimilées que HSBC France entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice. Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les modalités d'évaluation de la valeur d'utilité sont précisées ci-après.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

La rubrique « Titres de participation et parts dans les entreprises liées » regroupe les titres détenus de façon durable (titres de participation) et les titres de filiales (parts dans les entreprises liées).

Les titres de participation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité déterminée ci-après.

L'appréciation de la valeur d'utilité des titres de l'activité de portefeuille, des autres titres détenus à long terme et des titres de participation est effectuée selon une approche globale reposant sur la combinaison de différents critères :

- l'appréciation économique et financière de la société fondée essentiellement sur la valeur de son actif net réévalué ;
- l'appréciation du marché fondée sur des études d'analystes financiers ;
- l'évolution des cours de Bourse pour les sociétés cotées, et pour les titres de participation, la prise en compte des relations spécifiques pouvant exister entre HSBC France et chacune des sociétés concernées.

Enregistrement des résultats

Les plus ou moins-values sur titres de transaction sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dépréciations sur titres de placement sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés ».

Concernant les autres titres, les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dépréciations sont enregistrés dans la rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat, à l'exception des plus-values réalisées dans le cadre de restructuration comptabilisées en résultat exceptionnel.

Opérations de pension livrée

Les opérations de cession ou d'acquisition temporaires de titres qui s'inscrivent juridiquement dans le cadre de la loi n° 93-1444 du 31 décembre 1993 modifiée par la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003, dites de pension livrée sur titres, sont sans incidence sur la composition et la valorisation du portefeuille titres. Au plan comptable, conformément à l'article 5 du règlement 89-07 modifié par le règlement 94-05 du CRBF, elles sont traitées comme des opérations de financement, la contrepartie des mouvements de trésorerie étant, suivant le sens de l'opération, une créance ou une dette. Les produits et charges perçus ou supportés par le cessionnaire ou le cédant sont comptabilisés en intérêts.

Valeurs reçues ou données en pension

Les opérations de pension qui ne sont pas effectuées dans le cadre de la loi n° 93-1444 sont classées sous cette rubrique dans le bilan. Leur traitement comptable est identique à celui décrit ci-dessus pour les pensions livrées.

Un traitement similaire est appliqué aux opérations de « Buy and sell back » et « sell and buy back ».

Prêts emprunts de titres

Les opérations de prêts emprunts de titres sont enregistrées conformément à l'article 2361-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Hors bilan des pensions au coût

Conformément à l'article 2371-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, les opérations de pension sont enregistrées en hors bilan sur les lignes « Engagements sur titres » entre la date de négociation et la date de règlement/livraison.

c. – Créances et dettes

Prêts évalués individuellement

Créances douteuses et douteuses compromises

Les créances douteuses et douteuses compromises sont comptabilisées conformément à l'article 2222-1 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Sont classées en créances douteuses les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel.

La segmentation des encours chez HSBC France se reflète dans le système de notation interne des crédits en vigueur dans notre établissement : aux clients sains correspond une note allant de 1 à 8 ; les clients douteux non compromis se voient attribuer la note 9 ; la note 10 est réservée aux douteux compromis, y compris les créances irrécouvrables avant leur passage en pertes. Les notations externes n'influencent pas directement la segmentation des encours, si ce n'est qu'une créance dont la note externe traduit une situation de défaut se verra classer dans une catégorie « douteux », sauf circonstances exceptionnelles.

Sont ainsi classées en créances douteuses :

- les créances impayées depuis plus de trois mois pour tous les types de crédit et le crédit-bail mobilier, ce délai étant porté à plus de six mois en matière de crédit immobilier ou de crédit-bail immobilier et à plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales ;
- les créances présentant des critères de risque avéré ;
- les créances qui, avant même l'expiration de ces délais, présentent un caractère contentieux (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, etc.) ;
- les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut.

HSBC France applique les dispositions de l'article 2221-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au caractère douteux des découverts. Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que :

- le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par HSBC France ; ou ;
- le débiteur a été averti que son encours dépasse une limite fixée par HSBC France dans le cadre de son dispositif de contrôle interne ; ou ;
- le débiteur a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Le déclassement en douteux d'une créance entraîne immédiatement celui de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie, selon le principe de contagion, et le cas échéant, le déclassement en douteux des contreparties du même groupe, selon une analyse au cas par cas.

En application de l'article 2221-8 du règlement 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, HSBC France a mis en œuvre les dispositions spécifiques portant sur les créances restructurées et les créances douteuses compromises.

En application de l'article 2221-8 du règlement 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses compromises les créances dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Il s'agit des créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée ou pour lesquelles le contrat a été résilié en cas de crédit-bail, ainsi que des créances classées en douteux depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé compte tenu des informations sur les perspectives de recouvrement disponibles à ce stade. Les intérêts sur créances douteuses compromises ne sont enregistrés en compte de résultat qu'au moment de leur paiement effectif.

Retour en encours sain

Un encours devenu douteux peut être à nouveau classé dans la catégorie des encours sains lorsque le paiement des échéances initiales de cet encours a repris de manière régulière, sans incident de paiement conformément à l'article 2221-5 du règlement 2014-07 de l'ANC.

Concernant les crédits restructurés, le classement en encours douteux peut être abandonné si, d'une part, l'encours respecte la condition précédente et, d'autre part, le risque sur la contrepartie est levé.

Instruments de réduction des risques

La banque a recours aux différents instruments usuels de réduction des risques : cautionnement, garanties réelles (réévaluées au moins annuellement, selon leur nature) et, de façon marginale, achat de dérivés de crédit (CDS). Dans ce dernier cas, la réduction des risques n'est prise en compte que dans la mesure où le dérivé répond aux critères réglementaires le permettant (durée, devise, etc.).

Enregistrement en résultat

Les dotations sur dépréciations des créances douteuses et douteuses compromises, prises en charge pour la détermination du résultat de l'activité bancaire, sont déterminées chaque année en fonction des risques de non-recouvrement évalués après analyse individuelle de chacun des dossiers concernés. Conformément à l'article 2231-1 du règlement 2014-07 de l'ANC, les dépréciations sur créances douteuses et douteuses compromises sont égales à la différence entre la valeur actualisée des flux de récupération futurs attendus et la valeur brute comptable de l'actif. Ces dépréciations ne peuvent pas être inférieures aux intérêts enregistrés sur les encours douteux non encaissés.

Les flux prévisionnels sont déterminés à dire d'expert en fonction de l'examen individuel de la situation du client, notamment de l'existence ou de la probabilité d'une procédure collective à son encontre ainsi que de la valeur et de la liquidité des garanties détenues. Quant au taux d'actualisation utilisé, il s'agit du taux d'intérêt effectif d'origine des créances pour les crédits à taux fixe et du dernier taux contractuel connu pour les crédits à taux variables.

Au compte de résultat, les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont comptabilisées sur la ligne « Coût du risque ».

Prêts évalués sur base de portefeuille

Les créances douteuses ne sont pas évaluées sur base de portefeuille ; les dépréciations sont, quant à elles, évaluées sur base individuelle.

Décotes sur créances restructurées

En application des articles 2221-5 et 2231-3 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, HSBC France met en œuvre les dispositions spécifiques portant sur les créances restructurées dès lors qu'elles ont une incidence significative.

Lors de la restructuration, tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte.

Par ailleurs, au moment de la restructuration, le prêt restructuré fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe, ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

Cette décote est enregistrée en coût net du risque lors de la restructuration puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restant à courir de la créance.

Application du taux d'intérêt effectif

En application des articles 2111-1 à 2171 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, HSBC France a mis en œuvre la comptabilisation de l'étalement des commissions et des coûts liés à l'octroi d'un prêt avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010.

d. – Dettes envers les établissements de crédit et opérations avec la clientèle

L'ensemble des dettes est enregistré au coût amorti. Sont incluses dans ces rubriques les opérations de pension. Quant aux intérêts courus sur ces dettes, ils sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

e. – Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont classées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés enregistrés au sein des dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt, les frais afférents à leur émission étant répartis linéairement sur cette même durée.

f. – Provisions

Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC article 3222, les provisions sont constatées lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente attendue du bénéficiaire (qu'il soit connu ou pas), sera nécessaire pour éteindre une obligation juridique ou implicite du fait d'événements passés et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Provisions pour retraites et autres avantages

HSBC France a choisi d'adopter la recommandation 2013-02 de l'ANC relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

HSBC France fait bénéficier certains salariés d'avantages à long terme et d'avantages postérieurs à l'emploi à savoir régimes de retraite, indemnités de fin de carrière et médaille du travail.

Les coûts comptabilisés pour le financement des régimes à prestations définies sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées, chaque régime faisant l'objet d'évaluations actuarielles annuelles.

Les profits et pertes actuariels sont comptabilisés en résultat.

Le coût des services de l'année, le rendement attendu des actifs du régime, le coût des services passés, ainsi que l'effet de désactualisation des passifs du régime sont comptabilisés en charges d'exploitation.

L'engagement net au titre des prestations définies comptabilisé au bilan représente la valeur actuelle des obligations de prestations définies corrigée des coûts de services passés non comptabilisés et diminuée de la juste valeur des actifs du régime. Tout actif résultant de ce calcul est limité au coût des services passés non comptabilisés, augmenté de la valeur actuelle des remboursements disponibles des futures cotisations au régime. Les versements aux régimes à cotisations définies et aux régimes de retraite publiques sont comptabilisés en charge à la date à laquelle ils sont dus lorsque les obligations de HSBC France au titre des régimes sont équivalentes à celles d'un régime à cotisations définies.

Provision sur PEL et CEL

Les Comptes Epargne Logement (CEL) et les Plans d'Epargne Logement (PEL) sont des instruments financiers spécifiques institués par la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Conformément aux articles 2621-1 à 2624-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatifs à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne logement dans les établissements habilités à recevoir des dépôts d'épargne logement et à consentir des prêts d'épargne logement, HSBC France provisionne les conséquences défavorables des engagements sur PEL/CEL dans ses comptes sociaux.

Les engagements PEL sont évalués par génération, sans compensation entre les générations. Les engagements CEL sont considérés comme une seule et même génération, distincte de celles des PEL.

Les provisions liées aux conséquences défavorables de ces engagements sont calculées sur la base d'un modèle qui tient compte :

- d'une estimation du comportement futur d'épargne et de crédit de la clientèle, résultant de données historiques ;
- de la valeur des différents paramètres de marché, notamment taux et volatilité, déterminés à partir de données observables à la date d'évaluation.

Provision au titre des paiements à base d'actions

Plan d'actions gratuites du Groupe HSBC

Le plan d'actions gratuites du Groupe HSBC est un plan de rétribution de la performance et de rétention des salariés les plus performants.

HSBC France n'a pas conclu d'arrangements spécifiques pour des paiements à base d'actions. Il bénéficie des plans de souscription d'actions de HSBC Holdings plc (ci-après « action HSBC ») qui prévoient des attributions d'options et des attributions d'actions.

En 2005, le Groupe HSBC a profondément revu sa politique d'attribution d'options et d'actions gratuites à ses salariés. Le nouveau règlement des plans d'options et actions gratuites a été soumis à l'approbation de son Assemblée Générale en mai 2005. Ce règlement prévoit la mise en place d'un sous-plan français (Schedule 3 de la règle générale) qui respecte les règles légales et fiscales en vigueur en France. Ce règlement a été revu en 2011 afin, d'une part, de prendre en compte les modifications réglementaires impactant le plan et, d'autre part, de formaliser les règles du « Group Performance Share Plan » qui s'adresse aux cadres supérieurs du Groupe. Dans ce contexte, le sous-plan français (Schedule 5 du nouveau règlement) a également fait l'objet d'une revue pour se conformer aux règles sociales et fiscales locales.

Depuis 2006, le Groupe a mis en place des plans d'attribution d'actions gratuites à certains de ses salariés, qui prévoient l'attribution d'un nombre fixe de titres HSBC Holdings plc. L'acquisition des titres est définitive pour le salarié deux ou trois ans après leur attribution, sous réserve de présence du salarié dans le Groupe HSBC.

Les plans octroyés à compter de 2009 par HSBC France n'ont pas fait l'objet d'une couverture par HSBC Holdings plc. La livraison des titres est donc réalisée par l'achat des titres sur le marché, au plus tard à la date d'échéance du plan.

Conformément à l'article 624-1 du règlement 2014-03 de l'ANC :

- la charge est constatée linéairement sur la période d'acquisition des droits par contrepartie d'un compte de provision qui est soldé lors de l'acquisition définitive par les salariés. La valorisation de la charge tient compte d'hypothèses relatives au départ des bénéficiaires et aux conditions de performance ;
- la provision constatée est basée sur le cours de clôture de l'action HSBC Holdings plc.

Plan d'options de souscription d'actions du Groupe HSBC

Le plan d'options de souscription d'actions du Groupe HSBC est un plan d'incitation à long terme qui a été ouvert à certains salariés du Groupe HSBC entre 2000 et 2005. Son objectif était de sensibiliser les salariés les plus performants aux objectifs de création de valeur pour les actionnaires. Les options ont été attribuées à la valeur de marché et peuvent normalement être exercées à compter de la troisième année et jusqu'au dixième anniversaire de leur attribution, sous réserve des conditions d'acquisition des droits.

Par ailleurs, des options de souscription d'actions du Groupe HSBC sans condition de performance ont été attribuées entre 2001 et 2005 à certains salariés du Groupe HSBC.

Enfin, des options de souscription d'actions avec conditions de performance ont été attribuées en 2005 dans le cadre du Plan d'actionnariat HSBC aux membres de la Direction Générale en France. L'attribution de ces options est assortie d'un bonus qui sera versé à la date d'exercice des options et d'un montant égal au prix d'exercice des options attribuées. Ces options de souscription d'actions sont soumises à une double condition de performance du Groupe HSBC, à savoir, un niveau absolu de bénéfice par action et un niveau de rendement total des fonds propres, sur la base du classement du Groupe HSBC par rapport à un échantillon de valeurs comparables composé de 28 grandes banques. Les options sont acquises à l'issue d'un délai de trois ans et peuvent être exercées jusqu'au quatrième anniversaire de la date de leur attribution, après quoi elles deviennent caduques.

g. – Position de change

A l'exception des positions de change structurelles valorisées au cours historique, les positions de change actives et passives en devises sont réévaluées au cours en vigueur à la clôture de la période et les profits ou pertes ainsi dégagés sont inclus dans les produits ou charges d'exploitation bancaire.

h. – Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme non dénoués à la date de clôture et couverts par des opérations au comptant sont réévalués au cours du comptant de fin de la période. Les reports ou déports calculés lors de leur conclusion sont enregistrés prorata temporis au compte de résultat. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir.

i. – Instruments financiers à terme

Le groupe HSBC France est actif sur l'ensemble des marchés des instruments financiers, soit pour le compte de sa clientèle, soit dans une optique de couverture d'éléments de bilan ou d'arbitrage.

Options de taux et de change

Les options sont des contrats passés entre deux parties qui confèrent à l'une d'elles, l'acheteur, le droit d'acheter ou de vendre un actif réel ou un autre instrument financier appelé « actif sous-jacent » au terme d'une certaine période, à un prix convenu au moment de la conclusion du contrat.

Les contrats d'options se traduisent par le versement d'une prime par l'acheteur au vendeur.

HSBC France traite des options de taux et des options de change.

Les principes de base du traitement comptable de ces différents produits sont identiques.

A la conclusion du contrat, le montant notionnel de « l'actif sous-jacent » sur lequel porte l'option est enregistré en hors bilan.

En matière de produits et de charges, on distingue les contrats de couverture, des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché ou d'arbitrage :

- les produits et charges relatifs aux opérations de couverture sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert ;

- dans le cas des opérations de marché, les positions sont revalorisées en date de situation. Pour les opérations cotées sur un marché organisé ou assimilé au sens du règlement 88-02 modifié du CRBF, les variations de valeur de la position sont inscrites au compte de résultat, soit par le biais des appels de marge, soit directement à la suite d'un calcul mathématique lorsque les options ne sont pas cotées.

Contrats à terme de taux d'intérêts (Matif, futures, etc.)

Le mode de comptabilisation est identique à celui décrit ci-dessus pour les options.

Contrats d'échange de devises et/ou de conditions d'intérêts (swaps, FRA)

Les contrats d'échange de devises et/ou de conditions d'intérêts sont enregistrés conformément aux articles 2521-1 et 2529-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

Les contrats sont comptabilisés distinctement selon qu'ils ont pour objet :

- de maintenir des positions ouvertes isolées afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt ;
- de couvrir, de manière identifiée dès l'origine, conformément à l'article 4 du règlement n° 88-02 du CRBF modifié susvisé, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes, ou le risque de crédit dans le cas des Credit Default Swaps (CDS) ;
- de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement sur l'actif, le passif et le hors bilan ;
- de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (activité de trading).

Sur le plan comptable, les méthodes utilisées diffèrent selon qu'il s'agit d'opérations de couverture ou d'opérations réalisées dans le cadre de l'activité de trading.

Les résultats des opérations de couverture d'actifs ou de passifs sont enregistrés prorata temporis. Il en est ainsi notamment pour les swaps négociés dans le cadre de la gestion actif/passif du risque global de taux.

Les résultats sur les positions gérées dans le cadre d'un portefeuille de swaps de transaction sont évalués en valeur actuelle après prise en compte d'une réfaction effectuée pour tenir compte des risques de contrepartie et des coûts futurs de gestion du portefeuille.

Dans les activités de marchés, les contrats négociés par HSBC France sont réévalués aux conditions du marché dès la date de négociation.

Les montants des notionnels sont inscrits en hors bilan.

Risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme

La correction de valeur au titre du risque de contrepartie est au moins égale au coût en fonds propres déterminé dans les conditions précisées à l'article 2525-3 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

j. – Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur la base des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs au bilan et la valeur fiscale attribuée à ces actifs et passifs. En règle générale, tous les écarts temporaires imposables donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôt différé tandis que les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il existe une probabilité de bénéfices imposables futurs sur lesquels affecter ces écarts temporaires déductibles.

Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'imposition applicables prévisionnels sur les périodes auxquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés.

k. – Information sectorielle

L'information n'est pas disponible sur la base des comptes sociaux mais est détaillée sur une base consolidée dans le rapport de gestion en pages 10 et suivantes.

2. – Créances sur les établissements de crédit

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A vue (1)	11 875	12 540
A terme	20 170	14 754
≤ 3 mois	16 049	9 258
> 3 mois et ≤ 1 an	2 254	1 391
> 1 an et ≤ 5 ans	1 604	3 799
> 5 ans	262	307
Créances rattachées	25	15
Total général	32 069	27 309
Dont titres reçus en pension livrée	20 857	19 644
Dont prêts subordonnés	62	62
(1) Y compris les pensions au jour le jour.		

3. – Crédits à la clientèle

Encours fin de période

Ventilation des encours par nature

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Créances commerciales	1 498	1 058
Comptes ordinaires débiteurs	1 101	1 512
Autres concours à la clientèle	47 832	48 058
Total	50 430	50 628
Dont crédits éligibles au refinancement de la Banque centrale européenne ou Banque de France	14 537	14 119

Ventilation des encours par qualité

(En millions d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015
	Encours sains	Encours douteux	Dépréciation sur encours douteux	Total	Total
Crédits aux particuliers	13 192	238	-68	13 362	12 864
Crédits à la clientèle financière	1 523	20	-15	1 527	675
Crédits à la clientèle non financière	21 766	887	-455	22 197	20 603
Titres reçus en pension livrée	13 269	-	-	13 269	16 411
Créances rattachées	75	-	-	75	74
Total	49 825	1 144	-539	50 430	50 628
Dont prêts subordonnés				1	1
Dont créances douteuses non compromises brutes				506	580
Dont créances douteuses compromises brutes				638	700
Dont dépréciations sur créances douteuses non compromises brutes				-131	-148
Dont dépréciations sur créances douteuses compromises brutes				-408	-449
Dont crédits restructurés				157	244

Ventilation des encours selon la durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A vue (1)	5 367	2 193
A terme	44 988	48 361
≤ 3 mois	9 742	16 653
> 3 mois et ≤ 1 an	5 605	4 744
> 1 an et ≤ 5 ans	17 499	14 927
> 5 ans	12 142	12 038
Créances rattachées (intérêts à recevoir)	75	74
Total	50 430	50 628
<i>(1) Y compris les pensions au jour le jour.</i>		

Ventilation par secteurs d'activité économique

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Particuliers	13 530	13 282
Industries	1 807	1 814
Commerce et Services	9 918	8 955
Immobilier	4 328	5 990
Finance	14 912	17 872
Autres	5 936	2 716
Total	50 430	50 628

4. – Portefeuille de titres de transaction, de placement et d'investissement

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Effets publics et valeurs assimilées	22 806	29 743
Titres de transaction	15 399	21 082
Titres de placement	7 377	8 616
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées	31	46
Obligations et autres titres à revenu fixe	8 897	12 843

Titres de transaction	3 804	7 985
Obligations et autres titres cotés	3 804	7 985
Obligations non cotées titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-
Titres de placement	4 696	4 558
Obligations cotées	4 696	4 558
Obligations non cotées titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-
Titres d'investissement	370	270
Obligations cotées	370	270
Obligations non cotées titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-
Créances rattachées	27	30
Dont titres subordonnés	270	270
Actions et autres titres à revenus variable et TAP	85	51
Titres de transaction	-	-
Actions cotées	-	-
Actions et autres titres non cotés	-	-
Titres de placement	8	8
Actions cotées	-	-
Actions et autres titres non cotés	8	8
Titres de l'activité de portefeuille (TAP)	78	43
TAP cotées	-	-
TAP non cotés	78	43
Total	31 788	42 637

Ventilation des effets publics et obligations par durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Effets publics et valeurs assimilées		
≤ 3 mois	2 374	6 925
> 3 mois et ≤ 1 an	1 092	2 996
> 1 an et ≤ 5 ans	10 469	10 345
> 5 ans	8 840	9 431
Créances rattachées	31	46
Total	22 806	29 743
Obligations et autres titres à revenu fixe		
≤ 3 mois	2 358	5 062
> 3 mois et ≤ 1 an	509	266
> 1 an et ≤ 5 ans	4 714	5 421
> 5 ans	1 289	2 064
Créances rattachées	27	30
Total	8 897	12 843

Valeur estimée du portefeuille de titres de placement et des titres de l'activité de portefeuille (TAP)

(En millions d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur nette comptable	Valeur estimée	Valeur nette comptable	Valeur estimée
Effets publics et valeurs assimilées	7 376	7 733	8 616	9 032
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 696	4 799	4 558	4 663
Actions et autres titres à revenu variable et TAP	85	110	51	62
Total titres de placement et tap (hors créances rattachées)	12 158	12 642	13 225	13 757

Le portefeuille de titres de placement est constitué essentiellement de titres à revenu fixe dont le risque de taux est généralement couvert. Les règles d'évaluation de ce portefeuille sont indiquées dans la Note 1 b en page 295 et suivantes.

Plus et moins-values latentes sur titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (TAP)

(En millions d'euros.)	31/12/2016
------------------------	------------

	Avant provisions	Provisions	Plus-values/moins-values nettes
Plus-values latentes sur titres de placement et TAP (1)	490	2	492
Effets publics et valeurs assimilées	360	2	362
Obligations et autres titres à revenu fixe	105	-	105
Actions et autres titres à revenus variable et TAP	25	-	25
Moins-values latentes sur titres de placement et TAP (1)	15	7	8
Effets publics et valeurs assimilées	5	-	5
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	2	2
Actions et autres titres à revenus variable et TAP	5	5	-
<i>(1) Dont latent des instruments dérivés de couverture associés : -358 millions d'euros</i>			

Informations complémentaires sur les titres données en application du règlement 2014-07 de l'ANC en date du 26 novembre 2014.

Montant des titres d'investissement cédés durant l'exercice

Aucun titre d'investissement n'a été cédé.

Différence non amortie entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres

La surcote nette des titres de placement et d'investissement s'élève à 91 millions d'euros pour 2016 et à 134 millions d'euros pour 2015.

Montant des titres ayant fait l'objet d'un transfert d'un portefeuille à un autre

Aucun titre n'a fait l'objet d'un transfert d'un portefeuille à un autre en 2016 ou en 2015.

5. – Titres de participation, titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres de participation	88	79
Titres cotés	-	-
Établissements de crédit	-	-
Autres	-	-
Titres non cotés	88	79
Établissements de crédit	45	45
Autres	43	34
Autres titres détenus à long terme	11	14
Titres cotés	-	-
établissements de crédit	-	-
autres	-	-
Titres non cotés	11	14
Établissements de crédit	-	-
Autres	11	14
Parts dans les entreprises liées	1 361	1 573
Titres cotés	-	-
Établissements de crédit	-	-
Autres	-	-
Titres non cotés	1 361	1 573
Établissements de crédit	565	572
Autres	796	1 001
Créances rattachées	-	-
Total (y inclus réévaluation légale de 1976)	1 460	1 666

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Valeurs brutes au 1 ^{er} janvier (hors avances et créances rattachées)	1 791	1 892
Variations de l'année		
Acquisitions de titres/augmentations de capital	8	3
Cessions/réductions de capital (1)	-223	-105
Incidence des différences de conversion	-3	1
Autres mouvements/fusions	-	-
Valeurs brutes au 31 décembre (hors avances et créances rattachées)	1 572	1 791

Dépréciations au 1 ^{er} janvier	-125	-160
Variations de l'année		
Dotations de l'exercice	-7	-3
Reprises de dépréciations (2)	19	39
Autres mouvements	-	-
Incidence des différences de conversion	-	-
Dépréciations au 31 décembre	-113	-125
Créances rattachées	-	-
Valeurs nettes au bilan y compris créances rattachées	1 460	1 666

(1) Concernent principalement la Fusion rétroactive au 01/01/2016 de Société Immobilière Malesherbes Anjou pour 49 millions d'euros, la Transmission Universelle de Patrimoine de FDM6 vers HBFR pour 129 millions d'euros, la Transmission Universelle de Patrimoine de SAF Palissandre vers HBFR pour 42 millions d'euros et la restitution du Fonds de Garantie de dépôts et de résolution pour 3 millions d'euros.

(2) Concernent principalement la reprise de provision de 18 millions d'euros suite à la fusion rétroactive de Société Immobilière Malesherbes Anjou.

6. – Immobilisations incorporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Valeurs brutes au 1 ^{er} janvier	511	504
Variations de l'année		
Transferts et autres mouvements	-7	-
Acquisitions d'immobilisations (1)	26	8
Cessions d'immobilisations et autres mouvements	-4	-
Valeurs brutes au 31 décembre	526	511
Amortissements au 1 ^{er} janvier	265	259
Variations de l'année		
Dotations de l'exercice aux amortissements et aux dépréciations (2)	132	7
Transferts et autres mouvements	-	-
Cessions, retraits d'immobilisations et autres mouvements	-	-
Amortissements au 31 décembre	397	265
Valeurs nettes des immobilisations au 31 décembre	129	246

(1) Concernent principalement les coûts internes de développement sur les projets liés aux initiatives stratégiques.

(2) Concernent principalement la dépréciation du mali de fusion de HSBC Hervet et HSBC Private Bank France pour 127 millions d'euros.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 et conformément au nouveau règlement de l'ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015 modifiant le règlement n° 2014-03 de l'ANC, le mali technique est comptabilisé dans un compte spécifique par catégorie d'actif concerné après son affectation (art 745-6). Il est amorti selon les mêmes règles et dans les mêmes conditions que les actifs sous-jacents auquel il est affecté (art 745-7).

Conformément à l'article 745-3, un mali technique, correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable des titres de la société absorbée et l'actif net comptable apporté, a été comptabilisé lors de la fusion de HSBC Hervet avec HSBC France en 2008, lors de la fusion de HSBC Private Bank France avec HSBC France en 2011 et lors de la fusion de SI Malesherbes Anjou avec HSBC France en 2016.

Le mali technique est repris par le compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation des actifs affectés selon l'article 745-7.

Le mali subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un ou plusieurs actifs sous-jacents auxquels la quote-part de mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable du ou des actifs majorée de la quote-part de mali affectée. La valeur actuelle correspond à la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage (cf. article 214-1 à 214-27 du règlement n° 2015-06 de l'ANC).

Mali de fusion	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	161,4	-	134,1	27,3
Immobilisations corporelles	-	10,4	3,8	6,6
Immobilisations financières	-	0,2	-	0,2
Total	161,4	10,6	137,8	34,1

Concernant HSBC Hervet

Le mali technique, d'un montant initial de 140 millions d'euros, a été affecté extra-comptablement au prorata des plus-values latentes (et net d'impôt) sur les éléments suivants :

(En millions d'euros.)	
Plus-value latente sur titres HSBC de Baecque Beau	48
Plus-values latentes sur immobilisations	10
Plus-values latentes sur titres	-

Fonds de commerce (non affecté)	82
Total	140

A fin 2016, suite aux réalisations d'actifs (essentiellement la fusion de HSBC de Baecque Beau avec HSBC France en 2008), à l'amortissement du mali affecté aux constructions et à la dépréciation du mali affecté aux fonds de commerce pour 64 millions d'euros, le montant du mali s'élève à 23,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Concernant HSBC Private Bank France

A fin 2016, suite à la dépréciation du mali affecté aux fonds de commerce pour un montant de 63 millions d'euros, le mali s'élève à 8,8 millions d'euros.

Concernant SI Malesherbes Anjou

SI Malesherbes Anjou a fusionné dans HSBC France en septembre 2016. Le mali, lors de la fusion s'élève à 3,5 millions d'euros en brut et à 1,7 million d'euros après amortissement des constructions.

7. – Immobilisations corporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Valeurs brutes au 1 ^{er} janvier	824	805
Variations de l'année		
Transferts et autres mouvements	7	
Acquisitions d'immobilisations	37	32
Cessions d'immobilisations et autres mouvements	-29	-13
Valeurs brutes au 31 décembre	839	824
Amortissements au 1 ^{er} janvier	623	589
Variations de l'année		
Dotations de l'exercice aux amortissements et aux dépréciations	44	47
Transferts et autres mouvements	-	-0,1
Cessions, retraits d'immobilisations et autres mouvements	-28	-13
Amortissements au 31 décembre	639	623
Valeurs nettes au bilan au 31 décembre	200	200

Ventilation des immobilisations corporelles par nature

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Terrains et constructions d'exploitation	38	31
Terrains et constructions hors exploitation	1	3
Autres immobilisations corporelles	161	167
Valeurs nettes au bilan au 31 décembre	200	200

Crédit-bail et Location avec Option d'Achat

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisation en cours	29	3
Valeurs brutes (1)	706	603
Amortissements	-279	-198
Créances rattachées	-	-
Total	457	408

(1) Principaux biens financés en 2016 : routier pour 322 millions d'euros, BTP pour 83 millions d'euros et machines-outils pour 57 millions d'euros.

Au 31 décembre 2016, l'encours financier des contrats de crédit-bail mobilier s'élève à 418 millions d'euros (369 millions d'euros en 2015) et la réserve latente négative avant impôts différés est de 57 millions d'euros (49 millions d'euros en 2015).

8. – Dépréciations et provisions enregistrées en coût du risque

(En millions d'euros.)	Encours au 31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres variations	Encours au 31/12/2016
Dépréciations sur créances douteuses interbancaires et clientèle (hors intérêts douteux)	597	186	-104	-134	(1) -7	539
Dépréciations sur titres	1	-	-	-	-	1

Provisions pour engagements par signature	5	4	-	-3	-	5
Total des dépréciations et des provisions enregistrées en coût du risque	603	190	-104	-137	-7	544
(1) Dont effet de désactualisation sur douteux compromis en produit net bancaire					-7	
Dont effet de variation du taux de change					0	

Coût du risque

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations nettes aux dépréciations de l'exercice		
Créances douteuses, douteux compromis, clientèle et bancaires (hors intérêts douteux) (1)	-79	-117
Risques de contrepartie sur titres	-	1
Engagements par signature (2)	-	-2
Récupération sur créances amorties	3	2
Total coût du risque (3)	-76	-116
(1) Dont pertes non couvertes sur créances douteuses	-17	-17
(2) Dont pertes non couvertes	-	-
(3) Dont pertes couvertes par des provisions	-113	-118

9. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	487	24
Débiteurs divers et autres comptes d'actif	21 642	21 134
Total	22 129	21 158

10. – Comptes de régularisation actif

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'encaissement	400	282
Autres comptes de régularisation (1)	48 762	45 992
Total	49 162	46 274

(1) Dont valeur de marché des dérivés : 48 287 millions d'euros en 2016, contre 45 417 millions d'euros en 2015.

11. – Opérations de trésorerie et interbancaires**Dettes envers les établissements de crédit**

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A vue	2 476	2 832
A terme	37 599	33 081
≤ 3 mois	26 932	24 692
> 3 mois et ≤ 1 an	515	799
> 1 an et ≤ 5 ans	5 903	5 384
> 5 ans	4 250	2 207
Dettes rattachées	86	81
Total	40 160	35 994
Dont titres donnés en pension livrée	22 212	23 778

12. – Dépôts de la clientèle

Encours fin de période
Nature des opérations

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts à vue	22 104	20 846
Comptes à régime spécial à vue	7 022	6 909
Comptes à régime spécial à terme	696	668
Comptes à terme	4 837	5 209
Total des dépôts de la clientèle (hors pensions livrées)	34 659	33 632
Titres donnés en pension livrée	7 545	12 632
Dettes rattachées	13	15
Total des comptes créditeurs de la clientèle	42 217	46 279

Ventilation des comptes créditeurs de la clientèle par durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A vue	29 126	27 755
A terme	13 077	18 509
≤ 3 mois	10 970	14 789
> 3 mois et ≤ 1 an	1 589	3 232
> 1 an et ≤ 5 ans	342	282
> 5 ans	177	206
Dettes rattachées	13	15
Total	42 217	46 279

13. – Dettes représentées par un titre

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Bons de caisse (y compris dettes rattachées)	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	5 182	7 023
Emprunts obligataires	7 130	9 303
Dettes rattachées	23	23
Total	12 335	16 349

Ventilation des dettes représentées par un titre par durée restant à courir

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes représentées par un titre	12 312	16 326
≤ 3 mois	1 020	3 765
> 3 mois et ≤ 1 an	4 645	4 677
> 1 an et ≤ 5 ans	4 772	5 857
> 5 ans	1 875	2 027
Dettes rattachées	23	23
Total	12 335	16 349

Les primes d'émission restant à amortir s'élèvent à 6 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre 9 millions d'euros au 31 décembre 2015.

14. – Provisions

(En millions d'euros.)	Encours au 31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres variations	Encours au 31/12/2016
Provisions pour engagements par signature et litiges	80	41	-2	-27	2	94
Autres provisions (1)	296	141	-73	-25	-1	337
Total	376	182	-75	-53	1	431

(1) Notamment provision pour engagements sociaux (cf. Note 20 « Pensions, plan de retraite »), provision pour actions gratuites (cf. commentaires de la Note 28 « Ventilation des charges générales d'exploitation ») et provision pour restructuration.

Provision sur PEL/CEL

(En millions d'euros.)	31/12/2016
------------------------	------------

	PEL				CEL
	≤ 4 ans	> 4 ans et ≤ 10 ans	> 10 ans	Total	
Encours collectés	203	117	360	680	96
Encours de crédit	-	-3	-	-4	-
Provisions	-6	-	-1	-7	-
Dotations/reprises nettes aux provisions	-1	-	-	-	-

15. – Autres passifs

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	168	9
Créditeurs divers et autres (1)	7 959	8 799
Titres de transaction vendus à découvert et titres reçus en pension livrée revendus fermes	31 528	33 332
Total	39 656	42 140

(1) Dont dépôts de garantie sur instruments financiers reçus en 2016 : 7 891 millions d'euros, contre 8 627 millions d'euros en 2015.

16. – Comptes de régularisation passif

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'encaissement	338	259
Autres comptes de régularisation (1)	47 519	43 922
Total	47 857	44 181

(1) Dont valeur de marché des dérivés : 46 936 millions d'euros en 2016 et 42 768 millions d'euros en 2015.

17. – Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Titres subordonnés remboursables	-	-
Titres participatifs et subordonnés à durée indéterminée	16	16
Emprunts subordonnés	260	260
Dettes rattachées	0,2	0,2
Total	276	276

Emissions de HSBC France

Les titres subordonnés émis par HSBC France, en euros comme en devises, sont des dettes dont le remboursement, en cas de liquidation, n'est possible qu'après le désintéressement des autres créanciers mais avant celui des porteurs de titres participatifs ou de parts de capital.

Titres participatifs : titres et emprunts subordonnés à durée indéterminée

(En millions d'euros.)	Date d'émission	Date d'échéance	Taux de référence	Devise d'émission	31/12/2016	31/12/2015
Titres subordonnés à durée indéterminée	22/07/1985	Perpétuelle	TMO – 0,25	FRF	16,2	16,2
Dettes rattachées					0,1	0,1
Total (y compris les dettes rattachées)					16,3	16,3

Les titres participatifs ne sont remboursables qu'en cas de liquidation de la société à un prix égal au pair. Pour autant, l'amortissement par rachat de titres subordonnés est possible par rachat en Bourse.

La conversion du passif subordonné en capital ou en dette n'est pas possible.

Emprunts subordonnés

(En millions d'euros.)	Date d'émission	Date d'échéance	Type de taux	Devise d'émission	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts subordonnés	22/12/2014	22/12/2029	Taux variable	EUR	260	260

Dettes rattachées					0,2	0,2
Total (y compris dettes rattachées)					260,2	260,2

Le remboursement total ou partiel de ces titres est possible à partir de décembre 2024.
La conversion du passif subordonné en capital ou en dette n'est pas possible.

18. – Capital social

(Actions de 5 €)	31/12/2016		31/12/2015	
	Nombre d'actions	Montant (En milliers d'euros.)	Nombre d'actions	Montant (En milliers d'euros.)
Au 1 ^{er} janvier	67 437 827	337 189	67 437 827	337 189
Exercice d'options de souscription	-	-	-	-
Augmentation de capital - fusion	-	-	-	-
Réduction du capital	-	-	-	-
Au 31 décembre	67 437 827	337 189	67 437 827	337 189

Droit de vote

Au 31 décembre 2016, le total des droits de vote s'établit à 67 437 827.

19. – Capitaux propres

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit	337	337
Prime d'émission, fusion, etc.	16	16
Réserves	1 043	1 043
Réserve légale	38	38
Réserve des plus-values à long terme	406	406
Réserve de réévaluation	5	5
Réserve extraordinaire et autres	305	305
Réserve libre	294	294
Écart de réévaluation sur coût des services passés	-5	-5
Report à nouveau (1)	3 602	3 601
Acomptes sur dividende	-135	-250
Provisions réglementées	-	9
Résultat de la période	117	281
Capitaux propres	4 980	5 036

(1) Avant affectation proposée soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale de HSBC France.

Variation des capitaux propres en 2016

(En millions d'euros.)	2016
Solde au 1 ^{er} janvier	5 036
Résultat de la période	117
Emission liée aux options de souscription d'actions	-
Réduction de capital	-
Acompte sur dividendes	-135
Autres	-38
Solde au 31 décembre	4 980

Réserve légale

Cette réserve est constituée par un prélèvement d'un vingtième au moins des bénéfices de l'année. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Elle n'est pas distribuable.

Réserve des plus-values nettes à long terme

La distribution de cette réserve entraînerait une imposition complémentaire égale à la différence entre l'imposition à taux normal et l'imposition à taux réduit.

Réserve de réévaluation (réévaluation de 1976)

Cette réserve peut être incorporée au capital mais elle ne peut être distribuée ou utilisée pour compenser des pertes.

Autres réserves

Les sommes mises en réserves depuis plus de cinq ans feraient l'objet d'un précompte si elles étaient distribuées.

Pour les distributions mises en paiement à compter du 1^{er} janvier 2000, HSBC France pourra, désormais, prélever les dividendes sur les bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés au titre d'exercices clos depuis cinq ans au plus, en commençant par le plus ancien, en application du décret du 21 décembre 1999.

20. – Pensions, plan de retraite

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Provision pour engagements sociaux (1)	160	161
<i>(1) Dont 3 millions d'euros en 2016 d'engagements contractés pour pensions de retraite à leur profit pour les membres du Conseil d'Administration contre 2 millions d'euros en 2015.</i>		

Principales hypothèses actuarielles retenues pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements des régimes de retraite et de complémentaire santé à prestations définies, servant de base au calcul des charges des exercices correspondants sont les suivantes :

(En %.)	Taux d'actualisation	Taux de rendement attendu des actifs	Hypothèse d'inflation	Taux de revalorisation des retraites versées et différées	Taux de revalorisation des salaires	Table de mortalité (2)
Au 31/12/2016	1,65	1,65	1,50	1,50	2,65	-
Au 31/12/2015	1,80	(1) 1,80	1,50	1,50	2,70	-
<i>(1) Taux de rendement attendu des fonds.</i>						
<i>(2) HSBC France utilise les tables TGH et TGF2005 pour les engagements de retraite et la TV 88/90 pour les indemnités de fin de carrière.</i>						

HSBC France détermine les taux d'actualisation en liaison avec ses actuaires sur la base du rendement actuel moyen d'emprunts de qualité (notés AA), dont les échéances correspondent à celles de ses engagements de retraite. Le taux de rendement attendu des actifs des régimes est calculé en liaison avec les actuaires de HSBC France, sur la base des taux de rendement de marché historiques ajustés afin de tenir compte de facteurs tels que les taux actuels d'inflation et d'intérêt.

Provision comptabilisée

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuarielle des engagements à prestations définies	169	171
Juste valeur des actifs des régimes	-9	-10
Passif net comptabilisé	160	161

21. – Hors-bilan

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A - Engagements de financement		
Engagements donnés	22 447	24 845
Accords de refinancement et autres engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	769	2 025
En faveur de la clientèle	21 678	22 820
Ouvertures de crédits confirmés	21 634	22 739
Acceptations à payer et divers	44	81
Engagements reçus	1 796	1 853
Accords de refinancement et autres engagements de financement reçus d'établissements de crédit	1 796	1 853
B - Engagements de garantie		
Engagements donnés	4 405	4 702
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	692	854
Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle	3 712	3 848
Engagements reçus	13 522	12 797
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	13 522	12 797

Autres valeurs données en garantie

(En millions d'euros.)	31/12/2016
Créances données en garantie de covered bonds	7 007
Créances données en garantie 3G et TRICP	2 933
Créances données en garantie CCBM	5 170
Titres donnés en garantie	2 974
Total	18 084

22. – Opérations sur instruments financiers à terme

Opérations de change à terme

(En milliards d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015			
	Juste valeur nette au 31/12/2016	Opérations de couverture (1)	Opérations de marché (1)	Total (1)	Juste valeur nette au 31/12/2015	Opérations de couverture (1)	Opérations de marché (1)	Total (1)
Opérations fermes	1,4	57	1 713	1 770	2,2	53	1 855	1 908
Opérations sur marchés organisés	-	-	61	61	-	-	83	83
Contrats de taux	-	-	61	61	-	-	83	83
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Indices et actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations de gré à gré	1,4	57	1 652	1 709	2,2	53	1 772	1 825
Futures de taux	-	-	55	55	-	-	64	64
Swaps de taux	1,3	(2), (3) 56	1 480	1 536	2,1	52	1 535	1 587
Swaps de devises et swaps cambistes	-0,1	1	39	40	-	1	41	41
Autres contrats à terme	0,2	-	77	77	0,1	-	132	132
Opérations conditionnelles	-0,2	-	634	634	-0,7	-	591	591
Opérations sur marchés organisés	-	-	25	25	-	-	30	30
Options de taux	-	-	-	-	-	-	2	2
Options de change	-	-	25	25	-	-	28	28
Autres options	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations de gré à gré	-0,2	-	609	609	-0,7	-	561	561
Caps et floors	-0,5	-	212	212	-0,6	-	172	172
Swaptions et options	0,4	-	-	-	-0,1	-	-	-
Achetés	-	-	48	48	-	-	49	49
Vendus	-	-	349	349	-	-	341	341
Total des opérations sur instruments financiers à terme	-	58	2 346	2 404	-	53	2 446	2 499

(1) Montants des notionnels.

(2) Les swaps comptabilisés dans la catégorie « Contrats de couverture individualisée » ont pour objectif de couvrir le risque de taux et de change d'un actif et d'un passif identifié dès l'origine.

(3) Les swaps comptabilisés dans la catégorie de « Gestion globale du risque de taux » ont pour objectif de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement sur les actifs et les passifs.

Informations complémentaires sur les contrats de taux d'intérêt en cours

(En milliards d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Contrats de couverture individualisée	(1) 23	23
Contrats de couverture globale	(2) 33	30
Contrats permettant une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction	1 480	1 535
Opérations de marché en position isolée	-	-

(1) Cf. note 2 bas de tableau page 319.

(2) Cf. note 3 bas de tableau page 319.

Instruments financiers : durée restant à courir

(En milliards d'euros.)	31/12/2016			
	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Instruments financiers de				
Devises	5	18	17	40
Taux	728	880	680	2 288
Autres	64	11	1	75
Total	797	909	698	2 404

Montants de l'équivalent risque de crédit sur produits dérivés

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A – Contrats négociés à l'intérieur de conventions-cadre et bénéficiant des effets de compensation	9 845	7 857
1. Transactions réalisées avec des établissements de crédit appartenant à un pays du groupe OCDE	9 718	7 775
2. Transactions réalisées avec la clientèle, et avec des établissements de crédit n'appartenant pas à un pays du groupe OCDE	126	82
B – Autres contrats	634	594
1. Transactions réalisées avec des établissements de crédit appartenant à un pays du groupe OCDE	575	537
Contrats sur taux d'intérêts	552	517
Contrats sur devises	22	16
Contrats sur actions	-	-
Contrats de dérivés de crédit	-	4
Contrats sur produits de base	-	-
2. Transactions réalisées avec la clientèle, et avec des établissements de crédit n'appartenant pas à un pays du groupe OCDE	59	56
Contrats sur taux d'intérêts	17	16
Contrats sur devises	43	41
Contrats sur actions	-	-
Total des équivalents risques de crédit	10 479	8 450
Soit un montant équivalent risque de crédit après pondération de	2 333	2 277

Effets des compensations sur les équivalents risques de crédits

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Equivalents risques avant compensation	73 013	70 519
Bénéfices résultant de la liquidation des positions	-55 132	-53 712
Bénéfice résultant des garanties reçues	-7 403	-8 357
Equivalents risques après compensation	10 479	8 450

23. – Marge d'intérêts

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés		
Etablissements de crédits et assimilés	285	189
Clientèle	861	930
Obligations et autres titres à revenu fixe	316	687
Total	1 462	1 805
Intérêts et charges assimilés		
Etablissements de crédits et assimilés	399	222
Clientèle	102	101
Dettes subordonnées	5	6
Obligations et autres titres à revenu fixe	263	506
Total	769	835

24. – Ventilation des revenus des titres à revenu variable

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Revenus		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	98	77
Total	98	77

25. – Ventilation des commissions

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Commissions		
Produits	775	771
Sur opérations avec les établissements de crédit	4	4
Sur opérations avec la clientèle	89	91
Sur opérations de change	2	2
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	55	78
Sur prestations de services pour compte de tiers	482	442
Sur engagements	102	112
Autres commissions	43	43
Charges	-204	-195
Sur opérations avec les établissements de crédit	-8	-8
Relatives aux opérations sur titres	-24	-26
Relatives aux opérations sur instruments financiers à terme	-9	-12
Sur prestations de service pour compte de tiers	-155	-133
Sur engagements	-4	-5
Autres commissions	-4	-10
Total des commissions	571	576

26. – Gains et pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Résultats		
Titres de transaction	258	-107
Opérations de change	43	96
Instruments financiers à terme	37	234
Total	338	222

27. – Gains et pertes sur opérations de placement et assimilés

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Résultats sur titres de placement		
Plus et moins-values	19	20
Dépréciation	3	-2
Dotations	-4	-4
Reprises	6	3
Résultats sur titres de l'activité de portefeuille		
Plus et moins-values	-	-
Dépréciation	-2	1
Dotations	-3	-
Reprises	-	1
Total	19	20

28. – Ventilation des charges générales d'exploitation

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Frais de personnel		
Salaires et traitements, charges sociales, impôts et taxes sur rémunération (1)	-733	-752
Charges de retraite	-95	-95
Participation	-3	-2
Intéressement	-19	-20
Sous-total frais de personnel	-850	-869

Autres frais administratifs (2)	-635	-541
Total des charges générales d'exploitation	-1 485	-1 410
<i>(1) Dont 16,4 millions d'euros au titre de la rémunération du Comité Exécutif pour 2016 et 18,0 millions d'euros au titre de la rémunération du Comité Exécutif pour 2015.</i>		
<i>(2) Dont 57 millions d'euros au titre de la contribution 2016 au Fonds de résolution unique (FRU) contre 37 millions d'euros en 2015.</i>		

Plan d'actions gratuites

La provision a été reprise à hauteur de 34 % pour le plan français 2012, 66 % pour le plan français 2013 et 34 % pour le sous-plan anglais 2012, 33 % pour le sous-plan anglais 2013, 33 % pour le sous-plan anglais 2014, en contrepartie de la remise des actions pour 8,7 millions d'euros.

Concernant les plans toujours en cours, la charge finale pour HSBC France n'est pas connue puisque les actions attribuées n'ont pas été acquises par le trust.

La provision constituée sur ces plans est donc constatée linéairement sur la période d'acquisition des droits par le salarié, sur la base du prix de marché au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, la provision s'élève à 0,1 million d'euros sur le plan 2012, à 4 millions d'euros sur le plan 2013, à 4,9 millions d'euros sur le plan 2014 et à 4,9 millions d'euros sur le plan 2015.

Plans d'actions gratuites 2016

La provision constituée sur ces plans est constatée par avance linéairement sur la période d'acquisition des droits par le salarié, sur la base d'hypothèses d'attributions.

Au 31 décembre 2016, la provision s'élève à 1,6 million d'euros.

29. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Gains ou pertes sur titres d'investissement	-	-
Gains ou pertes sur immobilisations incorporelles ou corporelles (1)	-1	8
Gains ou pertes sur titres de participation et titres détenus à long terme et entreprises liées (2)	104	4
Total	103	12

(1) En 2016, aucune plus-value ou moins-value significative. En 2015, plus-value de cession de l'agence de Paris Saint Germain pour 7,7 millions d'euros et l'agence Avron pour 0,6 million d'euros.

(2) En 2016, plus-value de cession d'actions ROBERTET pour 0,9 million d'euros, plus-value de cession d'actions VISA pour 108,4 millions d'euros, dotation de provision sur SFM pour 7,3 millions d'euros, reprise de provisions sur MTS AM et Italy pour 1,2 million d'euros, reprise de provision sur Foncière Elysées et HSBC Securities pour 0,4 million d'euros. En 2015, plus-value de cession d'actions ROBERTET pour 0,6 million d'euros, plus-value de cession d'actions UGT pour 0,1 million d'euros, plus-value de cession d'actions VME pour 1,4 million d'euros, plus-value de cession d'actions HSBC Services pour 1,8 million d'euros, dotation de provision sur HSBC Services pour 1,8 million d'euros, diverses plus-values sur cessions de titres pour 0,1 million d'euros, reprise de provision sur SFS pour 1,1 million d'euros, reprise de provision sur Foncière Elysées pour 0,8 million d'euros.

30. – Impôt sur les bénéfices

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Impôts courants		
A taux normal	-2	-30
A taux réduit	-	-
Impôts différés	15	-9
Total	12	-38

Les impôts différés sont calculés selon les principes définis à la Note 1 j page 303.

Les taux retenus pour le calcul de ces impôts sont :

(En %.)	Echéance 2017	Echéance 2016	Echéance 2015
Impôts courants	33,33	33,33	33,33
Taux réduit (imposition PVLt)	4,0	4,0	4,0
Taux réduit (Plus-value de cession immeubles SIIC)	19,0	19,0	19,0
Taux réduit (Fonds communs de placement à risque)	15,0	15,0	15,0
Contributions sur l'impôt			
CSB	3,3	3,3	3,3
Contribution exceptionnelle		10,7	5,0
Impôts différés			
ID taux normal avant 01/01/2020	33,3	33,33	33,33
ID taux normal après 01/01/2020	28,0	-	-
ID taux réduit	4,0	4,0	4,0

ID taux réduit après 01/01/2020	3,4	-	-
Plus contributions sur l'impôt applicables sur les périodes auxquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés			

Au 31 décembre 2016, les impôts différés sont comptabilisés sur les écarts d'imposition générés par des différences temporaires.

Intégration fiscale

Depuis 2001, la société mère de l'intégration fiscale est HSBC Bank plc Paris branch.

Au titre de 2016, les subventions accordées par HSBC Bank plc au groupe HSBC France représentaient 75 millions d'euros. La fraction de ces subventions rétrocédée à HSBC France s'est élevée à 34 millions d'euros.

Au titre de 2015, les subventions accordées par HSBC Bank plc au groupe HSBC France représentaient 99 millions d'euros. La fraction de ces subventions rétrocédée à HSBC France s'est élevée à 54 millions d'euros.

Ces subventions sont comptabilisées en totalité sur la ligne « Impôts ».

Impôts différés au bilan

La créance nette d'impôt différée comptabilisée au bilan s'élève au 31 décembre 2016 à 99 millions d'euros contre 86 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette créance se décompose au 31 décembre 2016 en un impôt différé actif de 130 millions d'euros contre 120,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 et en un impôt différé passif de 31 millions d'euros contre 35 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Remploi du CICE

Le 1^{er} janvier 2013 est entré en vigueur le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Accessible à toutes les entreprises françaises, le CICE permet de réaliser une économie d'impôt. Pour 2016, elle équivaut à 6 % de la masse salariale, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC.

Le CICE équivaut à une baisse des charges sociales de l'entreprise. A ce titre, HSBC France le comptabilise en réduction des charges de personnel.

HSBC France a bénéficié d'un crédit d'impôt de 6 millions d'euros (7 millions d'euros au niveau du groupe HSBC France) au titre du dispositif CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) au cours de l'exercice 2016.

Dans le cadre de l'utilisation du CICE, HSBC France a imputé le bénéfice du crédit d'impôt à diverses dépenses et investissements destinés à améliorer la qualité des produits et services proposés à la clientèle ainsi qu'à l'amélioration de la productivité de l'entreprise. Ces dépenses se répartissent selon les domaines suivants :

- innovations technologiques et informatiques : des dépenses significatives ont été engagées au cours de l'exercice 2016 afin de financer le développement d'applications commerciales plus performantes, et mieux intégrées notamment la refonte du poste de travail des agences, l'accélération de la digitalisation des services proposés à la clientèle ainsi que l'amélioration continue de nos processus de lutte contre la criminalité financière et la réponse à des besoins réglementaires ;
- immobilier : investissements dans le développement et la rénovation du réseau d'agence, les travaux d'amélioration énergétique, la rénovation des locaux administratifs ;
- formation : les collaborateurs ont bénéficié de très nombreuses actions de formation durant l'année 2016 au travers de parcours diplômants, de développement des compétences linguistiques, de conformité et de gestion des risques.

31. – Procédures judiciaires et affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du groupe HSBC

Des entités du Groupe HSBC, dont HSBC France, font l'objet d'actions en justice et autres procédures significatives menées par les autorités de régulation, découlant de l'exercice de leurs activités ordinaires. En dehors des dossiers décrits ci-dessous et de ceux décrits en pages 166 et suivantes du Document de référence 2016, HSBC France considère qu'aucune de ces questions ne revêt d'importance majeure. HSBC France a procédé, en lien avec ces affaires, à des provisions dans tous les cas où, une fois sa responsabilité établie, un paiement sera probablement demandé en règlement des obligations découlant d'événements antérieurs et où une estimation fiable du montant desdites obligations peut être faite. Aucune provision comptabilisée ne constitue une reconnaissance de la part de HSBC France d'un manquement ou d'une responsabilité juridique. Bien que l'issue de ces affaires et actions en justice soit par définition incertaine, la direction estime que, sur la base des informations disponibles, HSBC France a passé des dotations aux provisions appropriées, lorsque nécessaire, au titre des actions en justice à la date du 31 décembre 2016.

Enquêtes dans le cadre de la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et de la législation relative aux sanctions financières internationales

En décembre 2012, HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings » ou « HSBC »), la société tête du Groupe auquel appartient la banque, HSBC North America Holdings (« HNAH ») et HSBC Bank USA, NA (« HBUS ») ont conclu des accords avec les autorités américaines et britanniques concernant les violations passées du BSA (US Bank Secrecy Act) et des législations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales. Parmi ces accords, HSBC Holdings et HSBC Bank USA ont conclu un Deferred Prosecution Agreement de cinq ans avec entre autres le Département américain de la Justice (« DoJ » - US Department of Justice), (le « US DPA »). HSBC Holdings a conclu un accord homologué par une ordonnance de désistement et HSBC Holdings et HNAH ont conclu un accord de sanction pécuniaire homologué par une ordonnance avec la Réserve fédérale américaine (FRB – Federal Reserve Board).

HSBC Holdings a également conclu un accord avec le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (« OFAC » – Office of Foreign Assets Control) du Ministère du Trésor américain, concernant des transactions passées, impliquant des parties soumises à des sanctions de l'OFAC, ainsi qu'un engagement avec l'Autorité des services financiers britannique, la Financial Conduct Authority (« FCA »), de se conformer à certaines obligations pour l'avenir liées à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales. En outre, HSBC Bank USA a conclu un accord sur le versement d'une amende avec un bureau du Département américain du Trésor, le Financial Crimes Enforcement Network (« FinCEN »), et un accord séparé de pénalité financière avec l'Office of the Comptroller of the Currency (« OCC »).

En vertu de ces accords, HSBC Holdings et HSBC Bank USA ont versé un total de 1,9 milliard USD aux autorités américaines, et se sont engagées, entre autres, à continuer de coopérer pleinement avec le DoJ dans toute enquête, à ne pas commettre un crime en vertu du droit fédéral américain après la signature de ces accords, et à désigner un contrôleur indépendant (le « Monitor »). Aux termes desdits accords, HSBC Holdings doit également s'assurer que les entités du Groupe HSBC, dont HSBC Bank plc et ses filiales (y compris HSBC France), se conforment à certaines exigences. En février 2017, le Monitor a remis son troisième rapport annuel de suivi. Au travers de son suivi au niveau des pays, le Monitor a pu identifier des problématiques potentielles en matière de lutte contre le blanchiment et de sanctions financières internationales, qui font l'objet de revue entre le DoJ et HSBC.

HSBC Bank USA a également conclu avec l'OCC un accord homologué par une ordonnance, qui lui impose des mesures correctrices telles que relevées dans le dernier rapport d'analyse de l'OCC précédant l'accord, et restreignant dans une certaine mesure la possibilité pour HSBC Bank USA d'acquiescer directement ou indirectement le contrôle ou de détenir une participation dans toute nouvelle filiale financière, ou de commencer toute nouvelle activité dans sa filiale financière existante, sauf accord préalable de l'OCC. HSBC Bank USA a également conclu un accord séparé avec l'OCC, par lequel HSBC Bank USA s'oblige à adopter un programme de conformité à l'échelle de l'entreprise.

Les accords conclus avec les autorités américaines et britanniques ont donné lieu à une procédure contentieuse de droit privé et n'empêchent pas que d'autres procédures contentieuses de droit privé puissent être initiées au titre de la conformité de HSBC avec la législation relative au BSA, à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et à la législation relative aux sanctions financières internationales ou d'autres mesures d'application

réglementaires ou légales en matière de BSA, de lutte contre le blanchiment de capitaux, de sanctions financières internationales ou tout autre sujet non couvert par les différents accords.

Enquêtes et procédures concernant la fixation de l'Euribor

Plusieurs autorités du monde entier, en charge de la régulation, de la concurrence et du contrôle, dont celles du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union européenne, d'Italie, de Suisse et d'ailleurs, mènent des enquêtes et procédures d'examen sur la fourniture de taux par le panel de banques en vue de la fixation de l'Euribor (« European Interbank Offered Rate » ou Taux offert sur le marché interbancaire européen), ainsi que sur les modalités de communication desdits taux.

HSBC et/ou ses filiales (y compris HSBC France en sa qualité de membre du panel Euribor) ont fait l'objet, de la part des autorités de régulation, de demandes d'information et coopèrent à ces enquêtes et procédures d'examen.

En décembre 2016, la Commission européenne (la « Commission ») a rendu une décision concluant que HSBC et d'autres banques ont eu, début 2007, des pratiques anticoncurrentielles relatives au prix des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. La Commission a déterminé que la durée de participation de HSBC à ses pratiques était de 1 mois et a prononcé contre HSBC une amende de 33,6 millions d'euros, dont le montant a été payé par HSBC France. HSBC a introduit un recours contre cette décision.

En novembre 2013, HSBC (HSBC Holdings plc et HSBC Bank plc mais non pas HSBC France), ainsi que d'autres groupes bancaires contribuant à la fixation du taux Euribor, ont été nommées, à titre de défendeur, dans le cadre d'une action collective, engagée devant la District Court for the Southern District of New York aux Etats-Unis, pour le compte de personnes ayant réalisé des opérations sur des contrats de futurs et d'autres instruments financiers prétendument liés à l'Euribor. Entre autres, la plainte allègue une mauvaise conduite liée à la contribution à la fixation du taux Euribor, en infraction des lois antitrust américaines, de la loi américaine sur les échanges de matières premières (Commodity Exchange Act – CEA) et de la loi de l'Etat de New York. En mai 2016, HSBC a conclu un accord de principe avec les plaignants pour mettre un terme à cette action collective sous réserve de la validation par la District Court for the Southern District of New York aux Etats-Unis. La charge correspondant au montant de cette transaction a été répartie entre les filiales HSBC concernées par les faits de ce litige, parmi lesquelles HSBC France.

32. – Implantations dans les Etats ou territoires non coopératifs

HSBC France ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires non coopératifs au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

33. – Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

X. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société HSBC France, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable exposé dans la note 1.a de l'annexe.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- votre société a constaté des malis techniques de fusion qui résultent de regroupements d'entreprises passés. Ces malis de fusion sont principalement affectés aux fonds de commerce des activités auxquelles ils se rapportent et votre société procède à un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur selon les modalités décrites dans les notes 1.a et 6 aux états financiers. Nous avons examiné les conditions dans lesquelles cet exercice a été effectué, contrôlé sa correcte réalisation et apprécié la pertinence, la cohérence des paramètres utilisés et des dépréciations comptabilisées ;
- votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (note 1.c de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations ;
- votre société détient des positions sur titres et instruments financiers (notes 1.b, 1.h et 1.i de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et nous nous sommes assurés de leur correcte application ;
- votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et les litiges générés par son activité. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre société permettant leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable. Nous nous sommes assurés que les incertitudes éventuelles identifiées à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures étaient décrites de façon appropriée dans la note 31 aux états financiers ;
- la note 1.a de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux fonds de commerce et aux malis de fusion. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionnée ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 février 2017

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit

Nicolas Montillot

Associé

BDO France – Léger & Associés

Fabrice Chaffois

Associé

B. – Comptes consolidés

I. – Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2016

(En millions d'euros.)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits assimilés		1 605	1 792
Intérêts et charges assimilées		-387	-318
Marge nette d'intérêt		1 218	1 474
Commissions (produits)		898	906
Commissions (charges)		-250	-241
Commissions nettes		648	665
Opérations des portefeuilles de transaction excluant la marge nette d'intérêt		504	-22
Marge nette d'intérêts sur les opérations des portefeuilles de transaction		12	245
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction		516	223
Variation de la juste valeur des dettes à long terme et des dérivés associés		-16	15
Résultat net des autres instruments financiers sous option juste valeur		274	312
Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur		258	327
Résultat net de cession des investissements financiers		121	34
Dividendes reçus		2	2
Primes d'assurance nettes	2	1 763	1 957
Autres produits d'exploitation		-11	174
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit		4 515	4 856
Engagements nets des sinistres, prestations versées et variation des dettes aux assurés	2	-2 198	-2 485
Total du produit net bancaire avant dépréciation des prêts (charges)/reprises et des autres provisions pour risque de crédit		2 317	2 371
Dépréciations pour risques de crédit	3	-73	-121
Produit net bancaire	3	2 244	2 250
Frais de personnel	4	-957	-925
Frais généraux et administratifs		-680	-649
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	18	-40	-50
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et perte de valeur sur écarts d'acquisition	16	-135	-8
Total des charges d'exploitation		-1 812	-1 632
Résultat d'exploitation		432	618
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	15	-	-
Résultat avant impôt		432	618

Impôt sur les bénéfices	6	-120	-171
Résultat net d'impôt des activités cédées		-	-
Résultat net		312	447
Résultat net part du groupe		310	445
Part des intérêts non contrôlant		2	2

(En euros.)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Résultat non dilué par action ordinaire	7	4,61	6,61
Résultat dilué par action ordinaire	7	4,61	6,61
Dividende par action ordinaire	7	4,00	4,15

II. — Etat consolidé du résultat global au 31 décembre 2016

(En millions d'euros.)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net (a)		312	447
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres			
Eléments pouvant être reclassés par la suite en compte de résultat sous certaines conditions			
Titres disponibles à la vente : (b)		-46	75
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres		96	104
Cessions comptabilisées en compte de résultat		-127	-32
Pertes de valeur comptabilisées en compte de résultat		-	-1
Impôt différé net passé en capitaux propres		-15	4
Couvertures de flux de trésorerie : (c)		-61	-46
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres		-30	-36
Cessions comptabilisées en compte de résultat		-64	-36
Impôt différé net passé en capitaux propres		33	26
Différence de change nette d'impôt différé (d)		-39	39
Total variation d'actifs et de passifs pouvant être reclassés en compte de résultat sous certaines conditions (b) + (c) + (d) = (e)		-146	68
Eléments ne pouvant pas être reclassés par la suite en compte de résultat			
Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies		2	-4
Bénéfices avant intérêt et impôts	4	3	-6
Impôt différé net passé en capitaux propres		-1	2
Total variation d'actifs et de passifs ne pouvant être reclassés par la suite en compte de résultats (f)		2	-4
Total du résultat global (a) + (e) + (f)		168	511
Total des produits et charges			
Part du Groupe		166	504
Part des intérêts non contrôlant		2	7
		168	511

III. — Bilan consolidé au 31 décembre 2016

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales et CCP		4 714	395
Comptes d'encaissement		437	381
Portefeuille de transaction	8	23 589	27 161
Actifs financiers sous option juste valeur	11, 24	7 305	6 768
Instruments dérivés	12	47 367	49 484
Prêts et créances sur les établissements de crédit	24	3 379	4 660

Prêts et créances sur la clientèle	24	41 327	38 524
Opérations de prise en pension – hors-trading	24	11 862	10 163
Investissements financiers disponibles à la vente	13, 24	26 504	27 677
Autres actifs		214	258
Impôt courant		156	149
Comptes de régularisation		779	852
Participations dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint	15	2	2
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	16	725	860
Immobilisations corporelles	18	814	828
Actifs d'impôt différé	6	249	296
Total de l'actif		169 423	168 458

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Dettes			
Dettes envers les établissements de crédit	24	12 061	7 086
Comptes créditeurs de la clientèle	24	34 220	32 811
Opérations de mise en pension – hors-trading	24	7 592	10 283
Comptes d'encaissement		416	385
Portefeuille de transaction	19	26 468	22 647
Passifs financiers sous option juste valeur	20, 24	8 464	8 476
Instruments dérivés	12	44 013	46 903
Dettes représentées par un titre	24	6 616	10 501
Autres passifs	21	734	914
Impôt courant		11	32
Passifs des contrats d'assurance	2, 24	21 302	20 943
Comptes de régularisation		828	762
Provisions pour risques et charges	22	183	132
Passifs d'impôt différé	6	201	204
Provisions pour retraites	4	165	165
Dettes subordonnées	23, 24	276	276
Total des dettes		163 550	162 520
Fonds propres			
Capital social appelé	26	337	337
Primes d'émission		16	16
Autres réserves (1)		1 618	1 765
Report à nouveau et résultat de la période (1)		3 871	3 720
Total des fonds propres – part du groupe		5 842	5 838
Part des intérêts non contrôlant		31	100
Total des fonds propres		5 873	5 938
Total du passif		169 423	168 458

(1) La borne d'ouverture au 01/01/2015 comprend :

- un reclassement de 53 millions d'euros net d'impôt différé entre les « autres réserves (réserve de couverture des flux de trésorerie) » et le « report à nouveau » lié à la déqualification de couvertures économiques à l'origine qui ne répondaient pas à toutes les conditions définies par la norme IAS 39 pour bénéficier du traitement applicable aux relations de couverture.

- un reclassement de 33 millions d'euros net d'impôts différés entre le « report à nouveau » et les « autres réserves » et un reclassement de 21 millions d'euros net d'impôt différé entre le « report à nouveau » et les « intérêts non contrôlant ». HSBC Trinkaus Gesellschaft für Kapitalmarktinvestments oHG est détenue à hauteur de 90 % par le groupe HSBC France et a été mise en liquidation au cours de l'exercice 2015. L'impact sur le résultat de la quote-part de résultat sur les périodes précédentes est non significatif.

IV. — Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2016

(En millions d'euros.)	2016									Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Autres réserves				Capitaux propres part du groupe			
				Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Autres réserves				

Au 1 ^{er} janvier	337	16	3 720	208	-44	14	1 587	5 838	100	5 938
Résultat net	-	-	310	-	-	-	-	310	2	312
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-46	-	-	-	-46	-	-46
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	-61	-	-	-61	-	-61
Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	-	-	2	-	-	-	-	2	-	2
Ecart de change	-	-	-	-	-	-39	-	-39	-	-39
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres	-	-	2	-46	-61	-39	-	-144	-	-144
Total du résultat global	-	-	312	-46	-61	-39	-	166	2	168
Dividendes	-	-	-165	-	-	-	-	-165	-	-165
Paievements à base d'actions	-	-	-10	-	-	-	-	-10	-	-10
Coûts des accords de paiement à base d'actions	-	-	6	-	-	-	-	6	-	6
Autres mouvements	-	-	8	-1	-	-	-	7	-71	-64
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition et cession de filiales/entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total autres	-	-	-161	-1	-	-	-	-162	-71	-233
Au 31 décembre	337	16	3 871	161	-105	-25	1 587	5 842	31	5 873

(En millions d'euros.)	2015									
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et résultat de l'exercice (1), (3)	Autres réserves (1)				Capitaux propres part du groupe	Intérêts non contrôlant (3)	Total des capitaux propres
				Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie (1)	Ecarts de conversion (2)	Autres réserves (3)			
Au 1 ^{er} janvier	337	16	3 678	133	2	-20	1 566	5 712	92	5 804
Résultat net	-	-	445	-	-	-	-	445	2	447
Titres disponibles à la vente	-	-	-	75	-	-	-	75	-	75
Couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	-46	-	-	-46	-	-46
Gains (pertes) actuariels sur régime de retraite à prestations définies	-	-	-4	-	-	-	-	-4	-	-4
Ecart de change	-	-	-	-	-	34	-	34	5	39
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres	-	-	-4	75	-46	34	-	59	5	64
Total du résultat global	-	-	441	75	-46	34	-	504	7	511
Dividendes	-	-	-401	-	-	-	-	-401	-	-401
Paievements à base d'actions	-	-	-10	-	-	-	-	-10	-	-10
Coûts des accords de paiement à base d'actions	-	-	9	-	-	-	-	9	-	9
Autres mouvements	-	-	3	-	-	-	21	24	-23	1
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition et cession de filiales/ entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	24	24
Total autres	-	-	-399	-	-	-	21	-378	1	-377
Au 31 décembre	337	16	3 720	208	-44	14	1 587	5 838	100	5 938

(1) La borne d'ouverture au 01/01/2015 comprend un reclassement de 53 millions d'euros net d'impôt différé entre les « autres réserves (réserve de couverture des flux de trésorerie) » et le « report à nouveau » lié à la déqualification de couvertures économiques à l'origine qui ne répondaient pas à toutes les conditions définies par la norme IAS 39 pour bénéficier du traitement applicable aux relations de couverture.

(2) La variation de la période comprend une correction de 38 millions d'euros nette d'impôt différé, liée à des effets de change qui avaient été comptabilisés par résultat et non en « écarts de conversion. »

(3) La borne d'ouverture au 01/01/2015 comprend un reclassement de 33 millions d'euros net d'impôts différés entre le « report à nouveau » et les « autres réserves » et un reclassement de 21 millions d'euros net d'impôt différé entre le « report à nouveau » et les « intérêts non contrôlant ». HSBC Trinkaus Gesellschaft für Kapitalmarktinvestments oHG est détenue à hauteur de 90 % par le groupe HSBC France et a été mise en liquidation au cours de l'exercice 2015. L'impact sur le résultat de la quote-part de résultat sur les périodes précédentes est non significatif.

V. – Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31 décembre 2016 (1)

(En millions d'euros.)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Résultat avant impôt		432	618
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		203	245
Amortissements, dépréciations et provisions		175	58
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-122	-34
Part des résultats des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		-	-
(Gain)/perte sur cession de filiales		-	-
Pertes sur créances douteuses et autres provisions pour risque de crédit		68	115
Provisions (y compris provision pour retraites)		96	31

Paielement à base d'actions	4	13	19
Autres éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôts		37	27
Elimination des écarts de conversion		-64	29
Variation des actifs et passifs d'exploitation		2 589	-1 056
Variation nette sur titres de transaction et dérivés		6 664	3 210
Variation des prêts et créances sur établissements de crédit et à la clientèle		-2 116	-2 437
Variation sur opérations de prise en pension - hors trading		-1 392	2 060
Variation des actifs financiers sous option juste valeur		-537	-612
Variation des autres actifs		-11	-88
Variations des comptes créditeurs de la clientèle et des établissements de crédit		6 384	-759
Variation des opérations de mise en pension - hors trading		-2 691	-5 654
Variation des dettes représentées par un titre		-3 885	1 264
Variation des passifs financiers sous option juste valeur		-12	1 564
Variation des autres passifs		236	534
Dividendes reçus		-	-
Prestations versées au titre des régimes de retraite à prestations définies		-	-
Impôts payés		-51	-138
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation		3 224	-193
Acquisition d'investissements financiers		-5 512	-7 855
Flux nets sur investissements financiers		6 673	4 403
Flux nets de trésorerie sur acquisition d'actifs corporels		-33	-112
Flux nets sur cessions/acquisitions de Goodwill et actifs incorporels		-25	-8
Flux nets de trésorerie sur cession de filiales, entités mises en équivalence et opérations conjointes		-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		1 103	-3 572
Emissions d'actions et autres instruments de capitaux propres		-	-
Rachat/Vente d'actions propres		-	-
Rachat d'action préférentielles et autres instruments de capitaux propres		-	-
Passifs subordonnés émis		-	-
Passifs subordonnés remboursés		-	-
Dividendes versés	7	-165	-401
Flux nets de trésorerie sur évolution de la participation dans les filiales		-	24
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant		-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financements		-165	-377
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		4 162	-4 142
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier (2)		5 638	9 734
Effet de change sur la trésorerie		7	46
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre (2)		9 807	5 638
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Caisse, banques centrales et CCP		4 714	395
Comptes d'encaissement		437	381
Prêt et créances sur les établissements de crédit inférieurs à un mois		1 599	2 125
Opérations de prise en pension avec les établissements de crédit de maturité inférieure ou égale à un mois (2)		3 341	3 034
Effets publics et valeurs assimilées de moins de 3 mois		132	88
Déduction des comptes d'encaissement		-416	-385

(1) Le format du tableau a été modifié en 2016 pour s'aligner sur le format du Groupe HSBC.

(2) Les opérations de prise en pension avec les établissements de crédit de maturité inférieure ou égale à un mois n'étaient pas incluses dans la présentation publiée en 2015. Le montant de trésorerie et équivalents de trésorerie au 31/12/2015 intègre désormais les opérations de prise en pension avec les établissements de crédit de maturité inférieure ou égale à un mois pour un montant de 3 034 millions d'euros.

VI. — Notes annexes aux comptes consolidés

1. – Base d'établissement et principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés de HSBC France sont disponibles sur demande auprès du siège de HSBC France, 103, avenue des Champs-Élysées – 75419 Paris Cedex 08 ou sur le site Internet www.hsbc.fr.

Les présents états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 8 février 2017.

1.1. – Base d'établissement

a. – Conformité avec les normes comptables internationales « International Financial Reporting Standards »

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) regroupent les normes comptables publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) ainsi que les interprétations formulées ou adoptées par l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC).

Les états financiers consolidés de HSBC France ont été établis dans le respect des normes IFRS telles que publiées par l'IASB et validées par l'UE. Ces normes peuvent différer des normes IFRS publiées par l'IASB lorsqu'une norme IFRS est adoptée ou amendée et que cette adoption ou modification n'a pas été ratifiée par l'UE. Au 31 décembre 2016, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de l'exercice clos à cette date avaient été adoptées par l'UE et il n'existait aucune différence, concernant HSBC France, entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB. En conséquence, les états financiers du groupe HSBC France pour l'année 2016 sont préparés en accord avec les normes IFRS publiées par l'IASB.

Normes adoptées durant l'exercice clos au 31 décembre 2016

Il n'y a pas eu de nouvelle norme appliquée durant l'exercice clos au 31 décembre 2016.

b. – Evolution des principes comptables

Principales nouvelles normes IFRS

L'IASB a publié la norme IFRS 9 « Instruments financiers », la norme IFRS 15 « Produits provenant de contrats avec les clients » et la norme IFRS 16 « Contrats de locations ».

Les normes IFRS 9 et IFRS 15 ont été approuvées pour leur mise en œuvre dans l'Union européenne. La norme IFRS 16 n'a pas encore été approuvée.

IFRS 9 « Instruments financiers »

En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 « Instruments financiers », qui constituera la norme appelée à remplacer la norme IAS 39 « Instruments financiers ». Cette norme introduit de nouvelles exigences relatives à la classification et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture.

Classification et évaluation

La classification et l'évaluation des actifs financiers dépendront du modèle économique utilisé par l'entité pour la gestion de ses actifs et des caractéristiques contractuelles de leurs flux de trésorerie ; il s'ensuit que les actifs financiers seront au coût amorti (at amortised cost), à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (Fair Value through Other Comprehensive Income – « FVOCI ») ou à la juste valeur par le compte de résultat (fair value through profit or loss – « FVPL »). L'effet conjugué de l'application du modèle économique et des tests des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie pourra avoir des incidences sur le classement et l'évaluation de certains actifs financiers par rapport à IAS 39. A ce jour et compte tenu des évolutions attendues sur la composition du bilan, HSBC France n'anticipe pas d'impact significatif lié à la mise en œuvre de la phase 1 classification et évaluation. S'agissant des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur sur option, les variations de valeur au titre du risque de crédit propre seront à compter du 1^{er} janvier 2017 comprises dans les autres éléments du résultat global (OCI).

Dépréciation

Les exigences en matière de dépréciation s'appliqueront aux actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI), aux opérations de crédit-bail ainsi qu'à certains engagements de prêts et contrats de garantie financière. Dès l'origine, un montant correspondant aux pertes de crédit attendues résultant d'un événement de défaut pouvant intervenir dans les 12 mois sera comptabilisé. En cas d'augmentation significative du risque de crédit, le montant comptabilisé correspondra aux pertes de crédit résultant d'un événement de défaut pouvant intervenir sur la durée de vie de l'instrument. Les actifs financiers pour lesquels seront comptabilisées des pertes de crédit attendues dans les 12 mois seront considérés comme « stage 1 », les actifs financiers qui seront considérés comme ayant subi une augmentation significative du risque de crédit seront en « stage 2 », et les actifs financiers présentant un indice objectif de dépréciation, et donc considérés comme étant en défaut, seront en « stage 3 ».

L'évaluation du risque de crédit, tout comme l'estimation des pertes de crédit attendues, seront objectives, pondérées en fonction des probabilités et tiendront compte de toutes les informations disponibles applicables, y compris les données relatives aux événements passés, aux conditions actuelles et aux projections raisonnables et documentables de la situation économique future à la date de publication. De plus, l'estimation des pertes de crédit attendues prendra en compte la valeur temps de l'argent. En conséquence, la comptabilisation et l'évaluation de la dépréciation auront vocation à être plus prospectives que sous IAS 39 et auront tendance à être plus volatiles. Une augmentation du montant total des provisions est attendue, dans la mesure où tous les actifs financiers seront évalués sur la base de pertes de crédit attendues au moins pour les 12 mois à venir ; de plus, le volume d'actifs financiers auxquels s'applique la perte de crédit attendue sur la durée de vie restante sera probablement plus importante que celui pour lequel il existe une indication objective de dépréciation conformément à IAS 39.

Comptabilité de couverture

Les conditions générales applicables à la comptabilité de couverture visent à en simplifier les règles, à renforcer le lien entre la comptabilité de couverture et la stratégie de gestion du risque ainsi qu'à permettre l'application de la comptabilité de couverture à un plus large éventail d'instruments de couverture et de risques, mais ne portent pas explicitement sur les stratégies de macrocouverture, qui feront l'objet d'un projet distinct. Sur la base de l'analyse effectuée à ce jour, le Groupe prévoit d'appliquer l'option normative qui permettra de continuer à appliquer les dispositions prévues par IAS 39. Pour autant, HSBC France mettra en œuvre l'ensemble des nouvelles dispositions édictées par les amendements relatifs à IFRS 7 en matière de publications des instruments financiers en annexe.

Transition

Les exigences en matière de classement, d'évaluation et de dépréciation seront appliquées rétrospectivement par ajustement du bilan d'ouverture à la date de première application, sans obligation de retraitement des périodes comparables. Le groupe n'a pas l'intention de retraiter les périodes comparables.

La date butoir d'application de la norme est le 1^{er} janvier 2018, cependant il est possible d'appliquer de façon anticipée la nouvelle présentation de la variation du own credit spread sur les dettes en option à la juste valeur à compter du 1^{er} janvier 2017.

Si cette présentation avait été appliquée au 31 décembre 2016, l'impact aurait été une augmentation du bénéfice avant impôt avec pour corollaire une diminution du montant enregistré dans les autres éléments du résultat global (OCI). La Note 20 présente les informations relatives au risque de crédit propre.

Le groupe de travail conjoint Direction Financière et Direction des risques poursuit ses travaux sur la documentation de la politique comptable, le développement des systèmes informatiques et la construction des méthodologies de modélisation des risques pour le calcul des dépréciations. HSBC France prévoit de réaliser un *parallel run* au second semestre 2017 afin d'avoir une meilleure compréhension de tous les effets potentiels de cette nouvelle norme. Le groupe a l'intention de quantifier l'impact potentiel de la norme IFRS 9 dès qu'il sera possible de fournir des estimations fiables, qui seront disponibles au plus tard pour l'établissement des comptes 2017.

IFRS 15 « Produit des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 « Produit provenant de contrats avec des clients ». La date de publication effective a été retardée d'un an, cependant la norme est désormais effective à compter du 1^{er} janvier 2018 avec une application anticipée autorisée. IFRS 15 traite de la reconnaissance des revenus et introduit le principe consistant à associer reconnaissance du revenu et réalisation des prestations.

La norme d'application rétrospective comporte des mesures simplificatrices applicables au titre de la première application.

HSBC France n'attend pas d'impact significatif lié à la mise en œuvre de la norme IFRS 15.

IFRS 16 « Contrats de locations »

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de locations » ayant pour date effective les périodes annuelles commençant après le 1^{er} janvier 2019 (inclus). Les impacts attendus de la mise en œuvre de la norme IFRS 16 concernent les opérations de location en qualité de preneur.

Un droit d'utilisation représentatif de l'actif loué ainsi qu'une dette correspondant à l'engagement de versement des loyers devront être enregistrés.

L'actif sera amorti selon la durée du contrat et le passif financier sera comptabilisé au coût amorti. Le traitement comptable adopté par le bailleur reste identique à celui présenté dans IAS 17.

L'impact de la norme IFRS 16 sur les états financiers d'HSBC France est en cours d'analyse.

Les engagements au titre des contrats de location sont présentés en Note 28.

c. – Devises

Les éléments portés dans les états financiers de chacune des entités de HSBC France sont évalués en utilisant la monnaie en usage dans le principal espace économique où s'exercent les activités de l'entité concernée (« monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés du groupe HSBC France sont présentés en euros. Les opérations en devises sont comptabilisées en résultat dans la devise d'origine et converties au taux de change en vigueur à la date d'arrêté comptable. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés en devises et convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Tout écart de change induit est inscrit au compte de résultat. Les actifs et passifs non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle sur la base du taux de change en vigueur à la date de l'opération initiale. Les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur.

Toute composante de change des profits ou pertes sur un élément non monétaire est comptabilisée soit dans les autres éléments du résultat global (OCI) soit dans le compte de résultat selon que le gain ou la perte sur cet élément non monétaire est inscrit dans les autres éléments du résultat global (OCI) ou dans le compte de résultat.

Dans les états financiers consolidés, les actifs, ainsi que les engagements des succursales, filiales et sociétés mises en équivalence dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis dans la monnaie de présentation des comptes du groupe au taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes, tandis que les résultats sont convertis en euros au taux de change à la clôture pour la période de déclaration. Les différences de change sur un élément monétaire qui fait partie d'un investissement net sur une opération réalisée à l'étranger sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global dans les états financiers consolidés. A la cession d'une opération réalisée à l'étranger, les différences de change comptabilisées précédemment dans les autres éléments du résultat global sont reclassées dans le compte de résultat.

d. – Présentation de l'information

Les informations relatives à IFRS 4 « Contrats d'assurance » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » concernant la nature et l'étendue des risques liés aux contrats d'assurance et aux instruments financiers sont publiées dans la partie « Les facteurs de risque et leur contrôle au sein du groupe HSBC France » pages 173 à 179.

Les informations à fournir concernant le capital relatives à IAS 1 « Présentation des états financiers » sont publiées dans la partie « Gestion du Capital et du Levier » pages 180 à 189.

Les informations relatives aux activités de titrisation et aux produits structurés du groupe HSBC France sont publiées dans la Note 29 pages 277 à 279.

La devise fonctionnelle de la banque est l'euro, qui est également la devise de présentation des états financiers consolidés du groupe HSBC France.

Les sections ci-après sont présentées dans la partie « Les facteurs de risque et leur contrôle au sein du groupe HSBC France » :

- risques de crédit : pages 122 et suivantes ;
- risques de marchés : pages 150 et suivantes ;
- risque de liquidité : pages 146 et suivantes ;
- risques liés aux activités d'assurance : pages 173 et suivantes ;
- gestion et allocation du capital : pages 180 et suivantes.

Les informations relatives aux résultats par métiers (IFRS 8) sont désormais publiées dans le rapport de gestion en pages 11 et 12.

e. – Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures.

En raison des incertitudes et du niveau élevé de subjectivité inhérents à la comptabilisation et à l'évaluation des éléments listés ci-dessous, il est possible que les résultats futurs définitifs des opérations concernées diffèrent des estimations retenues dans le cadre de la préparation des états financiers 2016. La direction estime que parmi les principes comptables impliquant nécessairement un élément d'appréciation, les plus importants pour HSBC France sont listés ci-dessous :

- dépréciations pour créances douteuses : voir la partie « Les facteurs de risque et leur contrôle au sein du groupe HSBC France » aux pages 131 à 143 ;
- impôts différés actifs : voir la Note 6 ;
- évaluation des instruments financiers : voir la Note 9 ;
- dépréciation des écarts d'acquisition : voir la Note 16a ;
- PVIF : voir la Note 16c ;
- provisions pour litiges : voir les notes 22 et 30.

f. – Analyse sectorielle

La répartition des actifs, passifs, produits et charges par secteurs opérationnels est effectuée en conformité avec les principes analytiques du Groupe.

Les produits et charges par secteur incluent des transferts entre secteurs effectués à des conditions de marché. Les coûts partagés sont répartis sur la base des refacturations effectuées au coût réel constaté.

Les produits et services générant les revenus des différents secteurs sont décrits dans le rapport de gestion aux pages 13 à 17.

g. – Principe de continuité d'exploitation

Les états financiers ont été établis dans la perspective d'une continuité d'exploitation, le management considérant que le Groupe et la maison mère disposent des ressources nécessaires aux besoins de l'activité dans le futur. Ce principe de continuité d'exploitation s'appuie sur un large éventail d'informations ayant trait aux conditions économiques actuelles et futures, incluant les projections de rentabilité, de flux de trésorerie et de ressources en capital.

1.2. – Principales méthodes comptables**a. – Consolidation et préparation des états financiers**

Le groupe HSBC France contrôle et par conséquent consolide une entité lorsqu'il détient le pouvoir sur cette entité, une exposition ou des droits aux rendements variables sur l'entité et a la capacité d'agir sur ces rendements. L'analyse du contrôle est effectuée à l'origine en considérant tous les faits et circonstances et réappréciée lorsque l'un des trois éléments susmentionnés vient à être modifié.

Lorsque le contrôle s'exerce par le biais de droits de vote, le groupe HSBC France consolide l'entité s'il détient directement ou indirectement les droits de vote nécessaires pour faire exécuter des décisions par la direction de l'entité. Dans tous les autres cas, l'appréciation du contrôle est plus complexe et suppose la prise en compte de plusieurs facteurs, et notamment l'exposition à la variabilité des résultats, le contrôle sur les activités pertinentes.

Toutes les opérations internes au groupe HSBC France sont éliminées lors du processus de consolidation.

Les états financiers consolidés du groupe HSBC France incluent également la quote-part du résultat et des réserves attribuables aux co-entreprises et entreprises liées sur la base des états financiers produits au 31 décembre.

b. – Revenus et charges*Produits et charges d'intérêts*

Les produits et charges d'intérêts relatifs à tous les instruments financiers productifs d'intérêts, à l'exception des instruments classés en portefeuille de transaction ou comptabilisés sous option juste valeur (hormis les dettes émises par HSBC France et les dérivés associés), sont inscrits au compte de résultat en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » sur la base de la méthode du taux d'intérêt. La méthode du taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements ou décaissements attendus futurs tout au long de la durée de vie prévisionnelle de l'actif ou du passif financier ou, selon les cas, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur nette comptable de l'actif ou du passif financier.

Les intérêts sur les actifs financiers dépréciés sont constatés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier appliqué à la valeur comptable diminuée des éventuelles dépréciations pour pertes de valeur.

*Autres produits**Commissions*

Les commissions encaissées par HSBC France sont générées par l'ensemble des services rendus à la clientèle. Les produits de commissions sont comptabilisés comme suit :

- si le fait générateur est un acte significatif, la commission est comptabilisée à la conclusion de l'acte (exemple : commissions découlant d'une négociation ou d'une participation à la négociation d'une opération pour compte de tiers telle que la mise en place d'un contrat d'achat d'actions ou d'autres valeurs mobilières) ;
- si le fait générateur est une prestation de services, la commission est comptabilisée à la date de réalisation de la prestation (exemple : gestion d'actifs, commissions de gestion de portefeuille, de conseil et de services) ;
- si la commission fait partie intégrante du taux d'intérêt effectif d'un instrument financier, elle est comptabilisée comme un ajustement du rendement effectif (exemple : frais de dossier) et affectée aux « Produits et charges d'intérêts ».

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction

Les gains ou pertes sur les opérations des portefeuilles de transaction incluent tous les gains et pertes découlant d'une variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, ainsi que les intérêts, produits et charges assimilés, et les dividendes afférents.

Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur

Le résultat net des instruments financiers sous option juste valeur comprend :

- les gains et pertes dus aux variations de juste valeur des actifs et passifs financiers sous option juste valeur, y compris les passifs des contrats d'assurance ;
- les gains et pertes dus aux variations de juste valeur des dérivés qui sont gérés conjointement avec des actifs ou passifs financiers sous option juste valeur ;
- les produits et charges d'intérêt ainsi que les dividendes perçus sur :
 - les actifs et passifs financiers sous option juste valeur,
 - les dérivés gérés conjointement aux instruments ci-dessus,
 - exception faite des intérêts dus aux obligations émises et aux dérivés gérés conjointement avec ces obligations, qui sont inclus dans la ligne « Charge d'intérêt ».

Dividendes reçus

Les dividendes reçus sont constatés lorsque le droit à paiement est acquis.

c. – Instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que la plupart des dettes financières sont comptabilisés au coût amorti. Lors de la comptabilisation initiale, la valeur comptable de ces instruments financiers inclut les coûts de transaction directement attribuables. Si la juste valeur initiale est inférieure au montant réglé, comme cela peut être le cas pour certains financements présentant un effet de levier ou dans le cadre des activités de prêts syndiqués, la différence est différée au bilan et étalée dans le compte de résultat sur la durée de vie du prêt, sauf si les prêts font l'objet d'une dépréciation.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle incluent les prêts et créances émis par HSBC France qu'il n'est pas prévu de vendre à court terme et qui n'ont pas été classés dans la catégorie du portefeuille de transaction ou sous option juste valeur. Les prêts et créances sont enregistrés à la date de mise à disposition des fonds auprès des emprunteurs et sont décomptabilisés lorsqu'ils ont été remboursés, cédés, ou passés en perte ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de ces actifs a été transférée. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur augmentée de tous les coûts de transaction qui leur sont directement imputables et sont ensuite évalués au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations. Lorsque l'exposition est couverte par des instruments dérivés sous option juste valeur et éligibles à une telle couverture, la valeur comptable des prêts et créances ainsi couverts inclut un ajustement de juste valeur pour le risque couvert uniquement.

Pour certaines opérations de prêts, le groupe peut avoir pris l'engagement, sur une période donnée, de financer le crédit sur la base de termes contractuels fixes liés notamment à des événements futurs non contrôlés par le groupe. Pour les prêts devant être classés en trading, l'engagement existant est classé en dérivé et est évalué en juste valeur avec ajustement pris par résultat. Lors du tirage, le prêt est classé dans la catégorie trading et évalué à la juste valeur. Lorsque l'intention du groupe n'est pas de classer le prêt en trading, une dépréciation sur l'engagement de financement est comptabilisée uniquement lorsqu'il est probable que le groupe constate une perte lors de la mise en place. Ceci peut être le cas, par exemple, lorsqu'une perte sur l'encours est probable ou lorsque le taux d'intérêt du prêt sera inférieur au coût de refinancement. Lors de la mise en place du prêt, la part détenue est enregistrée à la juste valeur puis comptabilisée au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsque la juste valeur initiale est inférieure au montant de l'avance, une décote est enregistrée au compte de résultat dans « autres produits d'exploitation ». Cette décote sera reprise en résultat sur la durée de vie du prêt par la prise en compte du taux d'intérêt effectif, sauf si le prêt devient douteux. La décote est enregistrée en diminution des produits d'exploitation.

Dépréciations de prêts et créances

Les provisions pour dépréciation de créances reflètent l'estimation la plus juste possible par la Direction de la banque des pertes survenues dans le portefeuille de crédits à la date de clôture. La Direction exerce un jugement critique pour établir les hypothèses et les estimations permettant de calculer ces provisions pour dépréciation.

Prêts évalués individuellement

Toutes les créances sont évaluées individuellement afin de déterminer si elles présentent des indices objectifs de dépréciation, qui entraînent alors la constitution de provisions pour dépréciation. Déterminer si les indices objectifs de dépréciation sont avérés, ainsi que le montant de la provision associée si de tels indices existent, intègre une part de jugement. Ce jugement s'applique dans l'évaluation de l'ensemble des informations pertinentes concernant les indicateurs d'une dépréciation afin de déterminer s'il existe un indice objectif qu'un événement générateur d'une perte existe, comme des défauts de paiements contractuels ou d'autres facteurs tels que la situation financière des emprunteurs, affectant leur capacité de remboursement. Le jugement entre encore davantage en ligne de compte pour les créances envers des emprunteurs présentant des signes de difficulté financière dans des secteurs en situation économique difficile et plus particulièrement si les perspectives de refinancement ou de vente d'un actif en particulier affectent la probabilité de remboursement. S'agissant des créances pour lesquelles il existe un indice objectif de dépréciation, la Direction décide du montant de la provision nécessaire en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que la valeur de recouvrement de la garantie, les dividendes qui pourraient être disponibles en cas de liquidation ou de faillite, la viabilité du modèle économique du client et sa capacité à résoudre ses difficultés financières par son activité commerciale et à générer une trésorerie suffisante pour assurer le service de la dette.

Il arrive que le groupe HSBC France accorde des mesures de concession en faveur d'emprunteurs en difficulté financière en acceptant de modifier les termes de paiement contractuels, afin d'améliorer la gestion de ses relations avec eux, de maximiser leurs chances de redressement ou encore d'éviter le défaut ou la saisie. Lorsque la portée des concessions est significative, déterminer leur impact sur les provisions pour dépréciation de créances requiert encore davantage de jugement et d'appréciation. Différencier les caractéristiques de ces concessions de crédit implique un jugement y compris dans les cas de débiteurs sortis d'une situation de défaut suite à la renégociation. Les renégociations concernent aussi bien les portefeuilles de prêts aux particuliers que les portefeuilles de prêts aux entreprises.

L'exercice de ce jugement nécessite de prendre des hypothèses hautement subjectives et très sensibles aux facteurs de risque, en particulier aux changements des conditions économiques et des conditions de crédit. Nombre de ces facteurs ont un fort degré d'interdépendance et les provisions pour dépréciations sont la résultante de plusieurs facteurs.

Les critères d'appréciation sont les suivants :

- des difficultés de génération de trésorerie de l'emprunteur ;
- des paiements contractuels, soit en intérêts soit en principal, en retard de plus de 90 jours ;
- le risque d'un dépôt de bilan ou d'une liquidation de l'emprunteur ;
- l'existence d'une concession significative accordée à l'emprunteur pour des raisons légales ou économiques en lien avec ses difficultés financières, aboutissant à l'annulation ou à un report du principal, des intérêts ou des frais ;
- une détérioration de la situation ou de la perspective financière de l'emprunteur telle que sa capacité de remboursement puisse être considérée comme douteuse.

Les dépréciations pour créances douteuses sont comptabilisées lorsqu'il existe une preuve objective de dépréciation. Les pertes de valeur sont calculées sur les créances individuelles et sont inscrites en charges dans le compte de résultat en contrepartie de la réduction de l'encours des créances douteuses au bilan.

Le calcul des dépréciations sur les encours estimées individuellement tient compte des facteurs suivants :

- exposition totale de HSBC France envers le client ;
- viabilité du modèle économique du client et capacité à résoudre ses difficultés financières par son activité et à générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de sa dette ;
- dividende probable disponible en cas de liquidation ou de faillite ;
- montant des engagements d'autres créanciers de rang supérieur ou égal à celui de HSBC France et perspectives de maintien du soutien des autres créanciers ;
- complexité du calcul du montant total et du rang de toutes les créances et degré d'incertitude au plan juridique et au plan des assurances ;
- montant et date des encaissements et recouvrements attendus ;
- valeur de revente de la garantie (ou d'autres dispositifs d'atténuation) et probabilité d'une reprise ;
- coûts d'obtention et de revente de la garantie lors de la saisie ;
- capacité de l'emprunteur à obtenir et à payer dans la devise concernée si les créances ne sont pas libellées en monnaie locale ; et ;
- le cas échéant prix de la dette sur le marché secondaire.

La détermination de la valeur de recouvrement de la garantie est fondée sur la valeur de marché à la date où l'évaluation de la dépréciation est réalisée.

La dépréciation est calculée en comparant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus, qui inclut l'encaissement des intérêts contractuels attendus, actualisée au taux d'intérêt effectif initial du prêt, à sa valeur comptable actuelle. Lorsqu'elles sont significatives, les provisions pour dépréciation font l'objet d'un examen a minima trimestriel.

Provision collective

Une provision collective est calculée sur la population des encours sains. Elle a vocation à couvrir des événements de crédit ayant eu lieu mais dont la banque n'a pas encore connaissance.

Le calcul de la provision collective est fondé sur les trois paramètres suivants :

- l'historique des pertes sur des portefeuilles présentant des caractéristiques de risques de crédit similaires (par secteur d'activité, par notation ou par produit, etc.) ;
- le délai estimé entre la survenance d'une perte et le moment où cette perte est identifiée et attestée par la constitution d'une provision individuelle ; et ;
- l'estimation, fondée sur l'expérience, de la probabilité que les conditions économiques et de crédit du moment induisent des pertes intrinsèques supérieures ou inférieures à ce que l'historique permet de supposer.

Le délai estimé entre la survenance d'une perte et son identification est déterminé par la Direction pour chaque portefeuille. Cette estimation peut varier en fonction de la situation économique, des conditions du marché, du comportement de la clientèle, des informations sur la gestion des portefeuilles, des techniques de gestion du recouvrement et des expériences de recouvrement passées. Le délai estimé entre la survenance d'une perte et son identification peut, par conséquent, varier en fonction de l'évolution de ces facteurs dans le temps. Pour la clientèle de la Banque de particuliers, le calcul de provision collective suit deux méthodes distinctes, selon qu'il s'agit du portefeuille de crédits immobiliers ou du reste des expositions de crédit.

S'agissant des crédits immobiliers, le calcul de provision collective différencie les encours garantis par une sûreté hypothécaire de ceux couverts par une caution d'un organisme spécialisé ; il prend en compte, pour chacun de ces sous-ensembles, les taux de défaillance observés sur les 12 derniers mois et, sur les encours tombés en « créances douteuses », le taux de provisionnement effectivement pratiqué.

En ce qui concerne les autres types d'exposition au sein du portefeuille de la Banque de particuliers, la méthode de calcul s'appuie sur le modèle du Groupe appelé « Net Flow Rate », qui extrapole les pertes prévisibles sur une période donnée, en fonction d'une part des taux de migration observés entre les encours de crédits impayés depuis plus de 30 jours, 60 jours et 90 jours, d'autre part des taux de perte constatés historiquement sur cette dernière catégorie.

Passage en pertes

Les créances sont passées en pertes (et les provisions correspondantes reprises), partiellement ou intégralement, lorsqu'il n'existe aucune perspective réaliste de recouvrement de ces montants et, dans le cas de créances assorties de garanties, après réception du produit de la réalisation de la garantie.

Reprises de provisions

En cas de diminution ultérieure du montant d'une provision et lorsque cette diminution peut être objectivement rattachée à un événement postérieur à la constatation de la dépréciation, il est procédé à une reprise de la provision précédemment inscrite au compte de « Provisions pour créances douteuses » égale au montant désormais en excès.

La reprise de la provision est comptabilisée dans le compte de résultat.

Créances renégociées

Les créances provisionnées sur base individuelle dont les conditions ont été renégociées font l'objet d'une revue régulière pour déterminer si elles restent douteuses ou présentent encore des retards de paiement. Une créance renégociée est décomptabilisée en cas de résiliation de la convention existante qui s'accompagne de la signature d'une nouvelle convention présentant des caractéristiques différentes, ou si les caractéristiques d'une convention existante sont modifiées au point que la créance renégociée soit considérée au plan comptable comme un nouvel instrument financier. Les nouveaux contrats faisant suite à l'annulation d'un contrat existant continuent d'être enregistrés comme des créances renégociées.

d. – Instruments financiers évalués à la juste valeur

Investissements financiers disponibles à la vente

Les effets publics, obligations et actions acquis dans l'intention de les détenir de façon durable sont classés comme actifs disponibles à la vente sauf s'ils sont inscrits parmi les actifs sous option juste valeur (voir Note 11) ou instruments détenus jusqu'à l'échéance. Les titres achetés sont comptabilisés en date de transaction et sont habituellement décomptabilisés lorsque les investissements sont cédés ou remboursés par les émetteurs.

Les titres disponibles à la vente sont initialement évalués à la juste valeur augmentée des coûts de transaction directs et accessoires. Ils sont par la suite réévalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres « jusqu'à la vente ou la dépréciation des titres. Lors de la cession des titres disponibles à la vente, les gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat et classés en « Résultat net des cessions des investissements financiers ».

Les produits d'intérêt sur ces titres sont constatés suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsque le prix d'achat des actifs disponibles à la vente inclut une prime ou une décote, ces primes ou décotes donnent lieu à un ajustement du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont enregistrés lorsque le droit au paiement est acquis.

Dépréciations sur les investissements financiers disponibles à la vente

Des indices de dépréciation sont recherchés à chaque date d'arrêt des comptes sur les instruments financiers disponibles à la vente. Si un événement de défaut qui peut être évalué de manière fiable a un impact sur les flux de trésorerie attendus, une dépréciation est comptabilisée.

Si les titres disponibles à la vente sont dépréciés, la différence entre le coût de l'actif financier (net de tout remboursement ou amortissement) et la valeur actuelle à sa juste valeur, moins toute ancienne perte reconnue au compte de résultat, est retirée des capitaux propres pour être intégrée au compte de résultat.

Les pertes pour dépréciation sur les titres de créance disponibles à la vente et sur les titres de participation sont comptabilisées au compte de résultat, respectivement aux lignes « Charges pour dépréciation de créances et autres provisions pour risque de crédit » et « Résultat net de cession des investissements financiers ». Les méthodes de dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente sont exposées plus en détail ci-après :

Titres de créance disponibles à la vente

Lors de la recherche de signes de dépréciations pendant l'évaluation des titres de créance disponibles à la vente, à la date de publication des états financiers, le groupe examine tous les signes disponibles, tels que les données observables ou les informations sur des événements spécifiquement liés aux titres concernés et qui pourraient entraver le recouvrement des flux de trésorerie futurs. Parmi de tels événements se trouvent des difficultés financières significatives de l'émetteur, une rupture de contrat telle que défaut de paiement, faillite ou autre restructuration financière, ou la disparition d'un marché actif pour le titre de créance concerné en raison de difficultés financières affectant l'émetteur.

Ces types d'événements spécifiques, mais aussi d'autres facteurs tels que des informations sur la liquidité de l'émetteur, sur les expositions aux risques financiers et économiques, les niveaux et la tendance des défauts de paiement sur des actifs financiers similaires, les tendances et conditions nationales et locales, ainsi que la juste valeur des biens apportés en nantissement ou en garantie, peuvent être considérés individuellement ou collectivement pour identifier des signes objectifs de dépréciation d'un titre de créance.

Titres de participation disponibles à la vente

Parmi les signes objectifs de dépréciation de titres de participation disponibles à la vente peuvent figurer des informations spécifiques sur l'émetteur telles que décrites en détail ci-dessus, mais aussi des informations concernant des évolutions marquées de technologie, de marchés, de situation économique ou de contexte législatif, qui laissent effectivement à penser que le coût des titres de participation pourrait ne pas être recouvré.

Une baisse marquée ou prolongée de la juste valeur de l'actif en dessous de son coût constitue un autre signe objectif de dépréciation. Pour évaluer si cette baisse est marquée, l'érosion de la juste valeur est comparée au coût initial de l'actif lors de sa première comptabilisation. Pour évaluer si cette baisse est prolongée, elle est comparée à la durée continue pendant laquelle la juste valeur de l'actif est descendue en dessous de son coût initial lors de sa première comptabilisation.

Lorsqu'une dépréciation a été constatée sur un actif disponible à la vente, la comptabilisation de cette dépréciation dépend de la nature de cet actif financier :

- un titre de créance disponible à la vente verra sa dépréciation comptabilisée en compte de résultat lorsqu'il existe une raison objective de dépréciation et par conséquent le résultat de futures baisses de valeur estimée dans la trésorerie de l'actif financier. Lorsqu'il n'existe pas de raisons objectives de dépréciation, la baisse de la juste valeur des actifs financiers est comptabilisée dans les capitaux propres. Si la juste valeur des titres de créances augmente sur la période suivante et que cette augmentation peut être objectivement rattachée à un événement survenant

après la dépréciation de cette dernière, ou que l'instrument financier concerné n'est plus déprécié, la dépréciation sera reprise via le compte de résultat ;

- pour un titre action disponible à la vente, toutes les variations de la juste valeur des instruments financiers sont comptabilisées directement dans les capitaux propres. Les dépréciations reconnues sur les titres de participation ne sont pas reprises. Toute baisse complémentaire dans la juste valeur des titres de participation disponibles à la vente est comptabilisée dans le compte de résultat, en se basant sur toutes les pertes cumulées et encourues et en relation avec le coût d'acquisition des titres de participation.

Actifs financiers sous option à la juste valeur

Un instrument financier, autre qu'un instrument détenu en portefeuille de transaction, entre dans cette catégorie s'il remplit un ou plusieurs des critères décrits ci-dessous et s'il est désigné comme tel de façon irrévocable à l'initiation de l'opération. Le groupe HSBC France peut désigner des instruments financiers sous option juste valeur lorsque ce classement :

- élimine ou réduit sensiblement une distorsion dans l'évaluation ou la comptabilisation des instruments financiers ou des gains et pertes réalisés. Selon ce critère, les principales catégories d'instruments financiers comptabilisées par le groupe HSBC France sont les actifs financiers aux termes de contrats d'assurance en unités de compte et de contrats de placement en unités de compte. Les engagements vis-à-vis des clients aux termes de contrats d'assurance sont déterminés sur la base de la juste valeur des actifs détenus dans les fonds en unités de compte. Si aucune estimation de juste valeur n'a été réalisée pour les actifs en question, ces actifs seraient reclassés en tant que disponibles à la vente (AFS), avec leurs variations de juste valeur qui seraient comptabilisées dans les autres éléments du résultat global (OCI). Ces instruments financiers sont gérés sur la base de la juste valeur et l'information est communiquée à la Direction sur cette même base. La désignation sous option juste valeur des actifs dans le cadre de contrats de placement permet de comptabiliser les variations de juste valeur dans le compte de résultat et de les présenter sur la même ligne ;
- s'applique à un groupe d'actifs financiers dont la gestion et la mesure de la performance sont évaluées sur la base de la juste valeur et dont les informations sur ce groupe d'instruments financiers sont communiquées en interne sur cette base à la Direction Générale ;
- concerne des instruments financiers comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés qui modifient sensiblement les flux de trésorerie résultant de ces instruments financiers.

La désignation à la juste valeur, une fois opérée, est irrévocable au regard des instruments financiers qu'elle affecte.

Les actifs financiers ainsi désignés sont comptabilisés en date de transaction et sont habituellement décomptabilisés lorsqu'ils sont vendus. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, les coûts de transaction étant portés au compte de résultat, et sont ensuite réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes résultant des variations de la juste valeur de ces actifs sont enregistrés au compte de résultat à la date à laquelle ils se produisent, avec les produits et charges d'intérêt et les dividendes qui s'y rapportent, sur la ligne « Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur ».

Les gains ou pertes découlant des variations de la juste valeur des dérivés gérés conjointement avec les actifs financiers sous option juste valeur sont présentés sur la ligne « Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur ». Les intérêts sur ces dérivés sont également présentés sur la ligne « Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur ». Le montant de la variation sur la période, et en cumulé, de la juste valeur des actifs financiers placés sous l'option juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit est déterminé comme étant la variation de juste valeur non attribuable aux changements des conditions de marché.

Passifs financiers sous option à la juste valeur

La désignation à la juste valeur, une fois opérée, est irrévocable.

Les passifs financiers ainsi désignés sont comptabilisés en date de valeur lorsque HSBC France conclut un contrat avec une contrepartie, et sont habituellement décomptabilisés lorsqu'ils sont échus.

HSBC France peut désigner des instruments financiers sous option juste valeur dans les cas suivants :

Emissions de titres de dette long terme

Les intérêts dus sur certains titres de dette émise à long terme et à taux fixe ont été compensés par les intérêts perçus sur les swaps de taux d'intérêt de type « réception de taux fixe/paiement de taux variable » dans le cadre d'une stratégie documentée de gestion des taux d'intérêt. Il y aurait discordance comptable si les titres de dette émise étaient comptabilisés au coût amorti, car les instruments dérivés correspondants sont comptabilisés à la juste valeur, avec constatation en compte de résultat des variations de juste valeur. Lorsque la dette long terme est sous option juste valeur, la variation de juste valeur sera également comptabilisée en compte de résultat.

Passifs financiers aux termes de contrats d'assurance en unités de compte et de contrats de placement en unités de compte

Le groupe émet des contrats qui contiennent des risques d'assurance, des risques financiers ou une combinaison de ces derniers.

Un contrat selon lequel le groupe accepte un risque d'assurance non significatif sur un tiers n'est pas comptabilisé en contrat d'assurance mais est comptabilisé en passif financier.

Les engagements au titre des contrats d'assurance en unités de compte sont évalués à la « juste valeur » des actifs servant de support à ces contrats, c'est-à-dire à la valeur de rachat ou de transfert calculée en référence à la valeur des fonds ou indices sous-jacents. Le principe de congruence est respecté, c'est-à-dire que les valeurs de référence inscrites à l'actif du bilan coïncident très exactement avec les unités de comptes entre lesquelles il aura été arbitré dans les contrats. Ces actifs sont cantonnés, c'est-à-dire affectés spécifiquement à la couverture de l'engagement pris au titre du contrat d'assurance en unité de compte.

Les plus et moins-values latentes calculées sur ces actifs sont enregistrées dans un compte « ajustement ACAV » au résultat, puis une charge (ou un produit) équivalente est passée par l'augmentation des engagements des assurés au titre de leurs contrats en unité de compte.

Dérivés

Les produits dérivés sont des instruments financiers dont la valeur fluctue en fonction de l'évolution d'une variable (ou sous-jacent) qui peut être une action, un taux d'intérêt ou une autre variable. Lors de la comptabilisation initiale, les produits dérivés sont évalués à la juste valeur. Les instruments dérivés sont considérés comme des éléments actifs lorsque la juste valeur est positive ou comme des éléments passifs lorsque la juste valeur est négative. Ces dispositions s'appliquent de la même manière aux dérivés incorporés.

Les gains et pertes résultant des variations de juste valeur des produits dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont inscrits dans le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transactions ». Les gains et pertes sur les produits dérivés gérés conjointement avec des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sur option sont inscrits dans le poste « gains ou pertes sur instruments financiers » enregistrés à la juste valeur sur option ; ce poste comprend également les gains et pertes correspondants aux instruments bénéficiant de la couverture économique. Lorsque les produits dérivés sont gérés conjointement avec des instruments de dette émis enregistrés à la juste valeur sur option les intérêts contractuels comme les intérêts attachés à la dette émise sont enregistrés dans le poste « charges d'intérêts ».

1.3. – Evénements significatifs de l'année

Revue des relations de macrocouverture

Au cours du quatrième trimestre 2016, dans un contexte de baisse des taux, il est apparu que certaines relations de macrocouverture de flux de trésorerie sont devenues inefficaces au sens de la norme IAS 39. La comptabilité de couverture aurait dû être partiellement interrompue à compter du 30 juin 2015 sur ces contrats. L'impact afférent à l'exercice 2015, considéré non matériel, a été comptabilisé en résultat en 2016, conformément à la norme IAS 8. Courant 2016, la persistance du contexte de taux d'intérêts négatifs a entraîné une discontinuation partielle de ces relations de couverture, comptabilisées désormais en trading, qui s'est traduite par un impact de 122 millions d'euros (produit) dans le compte de résultat au

31 décembre 2016. Cet impact a été enregistré dans les résultats de l'activité Balance Sheet Management au sein de la Banque de financement, d'investissement et de marchés. Si cette situation avait été identifiée au cours du premier semestre 2016, l'impact sur le premier semestre 2016 aurait été de 172 millions d'euros (produit) et l'impact sur le deuxième semestre 2016 aurait été de (50) millions d'euros (perte) (Note 12). L'identification tardive de ce sujet est liée à un contrôle incomplet dont les procédures ont été renforcées.

Test de dépréciation des Goodwill

Dans le cadre de l'exercice annuel de dépréciation des écarts d'acquisition, une dépréciation de 127 millions d'euros a été comptabilisée sur les écarts d'acquisition de la Banque de Particuliers (64 millions d'euros) et de Banque Privée (63 millions d'euros). Cet élément est détaillé en Note 16 « Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles » du présent document.

HSBC Middle East Leasing Partnership (MELP)

En décembre 2016, la gouvernance de HSBC Middle East Leasing Partnership (MELP), partenariat stratégique de leasing aéronautique, conclu entre HSBC Leasing France (85 %) et HSBC Bank Middle East Limited (15 %), a été amendée afin de passer d'un contrôle exclusif à un contrôle conjoint. Conformément à la norme IFRS 3R, ce changement de gouvernance est assimilé à un changement de contrôle, comptabilisé comme une vente de l'investissement, suivie d'une acquisition de 85 % de MELP. Conformément à la norme IAS 21, dans le cas d'une décomptabilisation, la réévaluation de l'impact de change de l'investissement précédemment enregistrée en OCI a été transférée en résultat, générant un produit de 58 millions d'euros (cf. tableau de variation des capitaux propres des états financiers consolidés page 194). Ce produit a été enregistré dans les résultats de la Banque de financement, d'investissement et de marchés.

Plan de départs volontaires

Un plan de modernisation et d'optimisation des fonctions Opérations, IT, Finance, GTRF (Global Trade and Receivable Finance) et Achats, incluant un plan de départs volontaires exclusifs, a été présenté aux partenaires sociaux lors du Comité Central d'Entreprise du 15 septembre 2016. Le coût du plan de départs volontaires a été provisionné dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2016. En janvier 2017, un accord collectif partiel, portant sur les mesures d'accompagnement du plan de départs volontaires, a été signé par la Direction et toutes les organisations syndicales. Le dispositif a également été validé et homologué par la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi).

EURIBOR

La Commission européenne a condamné HSBC à payer une amende de 33,6 millions d'euros dans le cadre du dossier Euribor. Cet élément est détaillé en Note 30 « Procédures judiciaires et affaires réglementaires relatives à l'ensemble du Groupe HSBC » du présent document.

Le Fonds de Résolution Unique (FRU) et Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR)

Au titre du FRU, la contribution de HSBC France pour l'année 2016 s'élève à 67 millions d'euros et les dépôts de garantie enregistrés au bilan s'élèvent à 26 millions d'euros à fin décembre 2016. Au titre du FGDR, le montant des certificats d'associé et d'association s'élève à fin décembre 2016 à 10,8 millions d'euros après restitution de 3 millions d'euros sur l'exercice 2016 ; le montant des dépôts de garantie s'élève à 15,8 millions d'euros après restitution de 12 millions d'euros en engagement de paiement sur l'exercice 2016 et enfin la restitution de 6 millions d'euros de cotisation comptabilisée en résultat sur l'exercice 2016.

Present Value of In Force long term insurance business (PVIF)

Le modèle de PVIF a été impacté par un changement réglementaire lors du premier semestre 2016. Cet élément est détaillé en Note 16 « Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles » du présent document.

VISA

Le titre Visa Europe a été cédé le 21 juin 2016 à Visa Inc conformément aux termes du protocole de rachat. L'impact avant impôt sur le compte de résultat s'élève à 108 millions d'euros, dont 89 millions d'euros avaient fait l'objet d'une comptabilisation par les autres éléments du résultat global (OCI) au 31 décembre 2015.

Resegmentation

Le Groupe HSBC a modifié en fin d'année 2016 la segmentation de ses lignes métiers (business lines) ce qui se traduit par la création d'une nouvelle ligne métier appelée Corporate Centre ainsi que par le changement de certaines règles d'allocation du résultat et du bilan par métier. Le groupe HSBC France a décidé d'appliquer la ressegmentation de ses lignes métiers à compter du 1^{er} janvier 2017. Voir le Rapport de Gestion en page 17.

2. – Primes d'assurance nettes, engagements nets de sinistres et variation des dettes aux assurés

Par le biais de sa filiale d'assurance, le groupe HSBC France émet pour ses clients des contrats qui comportent un risque d'assurance, un risque financier ou une combinaison des deux. Un contrat en vertu duquel HSBC France accepte le risque d'assurance d'une autre partie, en consentant à dédommager cette dernière en cas d'événement futur dont la survenue est incertaine, est comptabilisé en tant que contrat d'assurance. Un contrat d'assurance peut également transférer un risque financier, mais il sera comptabilisé en tant que contrat d'assurance si le risque d'assurance est significatif.

Bien que les contrats financiers comportant une clause de participation discrétionnaire constituent des instruments financiers, ils restent considérés comme des contrats d'assurance, comme l'autorise la norme IFRS 4.

Les contrats d'assurance sont comptabilisés comme suit :

Primes d'assurance

Les primes des contrats d'assurance-vie en unités monétaires sont comptabilisées dès lors qu'elles constituent des engagements vis-à-vis de la clientèle. Dans le cas des contrats d'assurance en unités de compte, les primes sont comptabilisées après avoir réalisé les investissements dans les actifs pris en représentation de ces engagements.

Les primes cédées aux réassureurs sont comptabilisées sur la même période que les primes initiales des contrats auxquels elles se rapportent.

(En millions d'euros.)	Contrats d'assurance non liés	Contrats liés	Contrats avec participation	Total
Total des primes	70		1 696	1 766
Primes brutes	70	-	1 696	1 766
Mouvement des primes non acquises	-	-	-	-
Total des primes brutes cédées aux réassureurs	-3			-3
Primes brutes cédées aux réassureurs	-3	-	-	-3
Primes non acquises cédées aux réassureurs	-	-	-	-

Au 31 décembre 2016	67	-	1 696	1 763
Total des primes	72	-	1 889	1 961
Primes brutes	72	-	1 889	1 961
Mouvement des primes non acquises	-	-	-	-
Total des primes brutes cédées aux réassureurs	-4	-	-	-4
Primes brutes cédées aux réassureurs	-4	-	-	-4
Primes non acquises cédées aux réassureurs	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	68	-	1 889	1 957

Sinistres d'assurance et remboursements des réassureurs

Les prestations et frais payés correspondent aux sinistres (décès de l'assuré, invalidité ou incapacité), aux versements périodiques de rentes, aux rachats partiels ou totaux de contrats d'assurance vie, aux intérêts et participations aux bénéfices directement incorporées dans les prestations versées. Ils incluent également les autres frais de gestion des sinistres et de règlement des prestations.

Les remboursements de réassureurs sont comptabilisés pour la même période que les sinistres auxquels ils réfèrent.

Participation future aux bénéfices des contrats d'assurance avec clause de participation discrétionnaire

Conformément au plan comptable des assurances les assurés ayant souscrit un contrat en unités monétaires bénéficient du résultat financier réalisé sur les actifs de placement. Le calcul se fait via un compte de participation aux résultats.

Sont d'abord servis les intérêts dits techniques engendrés par la fixation de taux techniques définis dans certains contrats d'assurance ; le reliquat est dévolu à la participation aux bénéfices qui peut être immédiate, c'est-à-dire qu'elle vient augmenter l'engagement total vis-à-vis des assurés, ou différée et dans ce cas elle devra être distribuée sous 8 ans. Une participation aux bénéfices minimale réglementaire de 85 % du solde financier doit être respectée.

(En millions d'euros.)	Contrats d'assurance non liés	Contrats liés	Contrats avec participation	Total
Total des mouvements sur les dettes aux assurés	19	-1	2 181	2 199
Prestations versées	21	5	1 823	1 849
Variations des dettes aux assurés	-2	-6	358	350
Total quote-part des réassureurs	-1	-	-	-1
Quote-part des réassureurs : prestations	-1	-	-	-1
Quote-part des réassureurs : autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2016	18	-1	2 181	2 198
Total des mouvements sur les dettes aux assurés	27	2	2 456	2 485
Prestations versées	23	4	1 894	1 921
Variations des dettes aux assurés	4	-2	562	564
Total quote-part des réassureurs	-	-	-	-
Quote-part des réassureurs : prestations	-	-	-	-
Quote-part des réassureurs : autres mouvements	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	27	2	2 456	2 485

3. – Produit net bancaire (éléments significatifs)

Le produit net bancaire de l'exercice clos au 31 décembre 2016 s'élève à 2 244 millions d'euros (2015 : à 2 250 millions d'euros) et inclut notamment (de façon non exhaustive), les produits, charges, plus-values et moins-values présentés ci-après :

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Produits		
Revenus sur les actifs financiers ayant fait l'objet d'une dépréciation	27	35
Intérêts et produits assimilés sur les prêts et avances à la clientèle	900	1 129
Intérêts et produits assimilés sur les investissements financiers	433	482
Commissions perçues sur actifs financiers ou dettes financières non détenus à des fins de transaction ni sous option juste valeur et non prises en compte dans le calcul du taux d'intérêt effectif	614	605
Commissions perçues au titre d'activités de fiducie ou assimilées pour lesquelles HSBC France est amené à détenir ou investir des actifs pour le compte de ses clients	217	227
Charges		
Intérêts sur les instruments financiers hors intérêts sur passifs financiers détenus à des fins de négociation ou sous option juste valeur	-136	-197
Sur les comptes de la clientèle	-84	-106
Sur les titres de créances émis et les dettes subordonnées hors intérêts sur passifs financiers détenus à des fins de transaction ou sous option juste valeur	-14	-51

Autres	-38	-40
Commissions versées sur actifs ou passifs financiers non détenus à des fins de transaction ni sous option juste valeur et non prises en compte dans le calcul du taux d'intérêt effectif	-248	-237
Gains / (Pertes)	8	17
Gains / (pertes) sur les actifs destinés à être cédés	-	-
Dépréciation des actions disponibles à la vente	-	-
Gains/(pertes) sur cession d'immobilisations corporelles et des investissements non financiers	8	17
Dépréciation pour risques de crédit	-73	-121
(Pertes)/reprises pour dépréciation sur créances	-73	-120
dotations nettes pour dépréciations des titres disponibles à la vente : obligations et autres titres à revenu fixe	-	1
Dépréciations nettes au regard des autres dépréciations pour risque de crédit des provisions	-	-2

4. – Salaires et avantages au personnel, paiements à base d'actions

a. – Montant de la masse salariale et nombre moyen d'employés

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Salaires	723	673
Charges salariales	167	183
Avantages postérieurs à l'emploi	67	69
	957	925

Nombre moyen d'employés du groupe HSBC France durant l'année

	2016	2015
Banque de particuliers et de gestion de patrimoine	3 803	3 831
Banque commerciale	1 366	1 423
Banque de financement, d'investissement et de marchés	726	758
Banque privée	96	105
Fonctions support et autres (1)	3 254	3 557
Total (2)	9 245	9 674

(1) Y compris les personnes en CFCS (Congés de Fin de Carrière et de Solidarité) et les expatriés.

(2) CDI et CDD ayant un contrat avec HSBC France et ses deux filiales HSBC Global Asset Management et HSBC Assurances Vie.

b. – Engagements de retraites et autres avantages assimilés

1. – Principes

HSBC France fait bénéficier un certain nombre de ses salariés d'avantages à long terme et d'avantages postérieurs à l'emploi tels que régimes de retraite, indemnités de fin de carrière, primes de fidélité, complémentaire santé.

HSBC France verse à chaque salarié partant à la retraite une Indemnité de fin de carrière dont le montant dépend à la fois du salaire de fin de carrière, de l'ancienneté accumulée à cette date dans l'entreprise et des droits garantis par les conventions collectives et les accords internes. Ces plans représentent environ 76 % du total des engagements en France.

HSBC France accorde à certains bénéficiaires un régime de retraite. Ces régimes de retraite prévoient le paiement de prestations à partir de la date de départ en retraite. Ces plans représentent environ 20 % du total des engagements en France.

Les coûts comptabilisés pour le financement des régimes postérieurs à l'emploi sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées, chaque régime faisant l'objet d'évaluations actuarielles annuelles. HSBC France comptabilise directement les gains et les pertes actuarielles par capitaux propres sans les faire transiter par le compte de résultat. Le coût des services passés est immédiatement constaté. Le coût des services de l'année, le rendement attendu des actifs du régime, ainsi que l'effet de désactualisation des passifs du régime sont comptabilisés en charges d'exploitation.

L'engagement net au titre des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisé au bilan représente la valeur actuelle de l'obligation diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Les versements aux régimes à cotisations définies et aux régimes de retraite publics sont comptabilisés en charges d'exploitation à la date à laquelle ils sont dus lorsque les obligations de HSBC France au titre des régimes sont équivalentes à celles d'un régime à cotisations définies.

2. – Principales hypothèses actuarielles retenues pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Au 31 décembre 2016, les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements des régimes de retraite, qui serviront de base au calcul des charges de 2017, étaient les suivantes :

(En %.)	Taux d'actualisation	Réévaluation différée (1)	Taux d'inflation	Taux de revalorisation des retraites versées et différées	Taux de revalorisation des salaires	Taux de mortalité (2)
Au 31/12/2016 France	1,65	1,65	1,50	1,50	2,65	-

Au 31/12/2015 France	1,80	1,80	1,50	1,50	2,70	-
(1) Taux de rendement attendu des fonds.						
(2) HSBC France utilise la table de mortalité TGH/TGF05 pour les engagements de retraite et la TV 88/90 pour les indemnités de fin de carrière.						

HSBC France détermine les taux d'actualisation en liaison avec ses actuaires sur la base du rendement actuel moyen d'emprunts de qualité (notés AA ou équivalent), dont les échéances correspondent à celles de ses obligations à régime de prestations définies.

3. – Comptabilisation des engagements postérieurs à l'emploi

Charge totale comptabilisée dans le compte de résultat

Régimes de retraite à prestations définies

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services de la période	7	6
Charges d'intérêt	3	3
Marge nette d'intérêts sur régimes d'avantages d'actifs à prestations définies	-	-
Coût des services passés	-	-
Charge globale nette	10	9

Actifs/(passifs) nets comptabilisés au bilan sur les régimes de retraite à prestations définies

(En millions d'euros.)	Juste valeur des actifs des régimes de retraite	Valeur actualisée des obligations postérieures à l'emploi	Total
2016	9	174	165
Total des avantages postérieurs à l'emploi à l'actif	-	-	-
Total des avantages postérieurs à l'emploi au passif	9	174	165
2015	10	175	165
Total des avantages postérieurs à l'emploi à l'actif	-	-	-
Total des avantages postérieurs à l'emploi au passif	10	175	165

Gains/(pertes) actuariels cumulés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global

(En millions d'euros.)	2016	2015 1
Au 1 ^{er} janvier	74	68
Gains/(pertes) actuariels totaux comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	-3	6
Au 31 décembre	71	74

Les pertes et gains actuariels de l'année se composent de :

- 3 millions d'euros de pertes actuarielles de changement d'hypothèses actuarielles : ces effets des changements d'hypothèses actuarielles sont uniquement dus à la baisse du taux d'actualisation de 1,80 % à 1,65 % ;
- (6) millions d'euros de gains actuariels liés à l'expérience : les effets liés à l'expérience proviennent des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qu'il s'est effectivement produit durant l'exercice.

Sensibilité des hypothèses actuarielles

Le tableau suivant décrit l'impact des variations des principales hypothèses du régime de retraite. Le taux d'actualisation est sensible aux variations des conditions de marché sur la période considérée. Le taux de mortalité varie selon le profil des bénéficiaires.

(En millions d'euros.)	Régimes de retraite à prestations définies	
	2016	2015
Taux d'actualisation		
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi à la fin de l'année pour une augmentation de 25bp	-6	-6
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi à la fin de l'année pour une diminution de 25bp	6	6
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi l'année suivante pour une augmentation de 25bp	-	-
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi l'année suivante pour une diminution de 25bp	-	-
Taux d'inflation		
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi à la fin de l'année pour une augmentation de 25bp	1	1
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi à la fin de l'année pour une diminution de 25bp	-1	-1
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi l'année suivante pour une augmentation de 25bp	-	-
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi l'année suivante pour une diminution de 25bp	-	-
Taux d'augmentation des retraites à prestation		
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi à la fin de l'année pour une augmentation de 25bp	1	1
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi à la fin de l'année pour une diminution de 25bp	-1	-1

Impact sur les obligations postérieures à l'emploi l'année suivante pour une augmentation de 25bp	-	-
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi l'année suivante pour une diminution de 25bp	-	-
Taux d'augmentation des salaires		
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi à la fin de l'année pour une augmentation de 25bp	5	3
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi à la fin de l'année pour une diminution de 25bp	-4	-3
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi l'année suivante pour une augmentation de 25bp	-	-
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi l'année suivante pour une diminution de 25bp	-	-
Mortalité		
Impact sur les obligations postérieures à l'emploi pour chaque année supplémentaire de longévité	2	2

Régimes de retraite à prestations définies

Actif/(passif) net des régimes de retraite à prestations définies

(En millions d'euros.)	Juste valeur des actifs des régimes de retraite	Valeur actualisée des obligations postérieures à l'emploi	Actif/ (Passif) net au titre des avantages postérieurs à l'emploi
Passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi au 01/01/2016	10	175	165
Coûts des services rendus	-	8	8
Coûts des services passés	-	-	-
Coûts des services	-	8	8
Revenu/(coût) d'intérêt net sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	-	3	3
Effets de revalorisation comptabilisés au compte	-	-3	-3
(Gains) / Pertes actuariels dus aux variations des hypothèses démographiques	-	-6	-6
(Gains) / Pertes actuariels dus aux variations des hypothèses financières	-	3	3
(Gains) / Pertes actuariels dus à l'expérience	-	-	-
Ecart de change	-	-	-
Prestations versées	-1	-9	-8
Au 31/12/2016	9	174	165
Engagements de retraites au passif du bilan	-	-	165
Engagements de retraites à l'actif du bilan	-	-	-
Valeur actualisée des obligations envers les	-	174	-
Actifs	-	135	-
Actifs avec bénéfice différé	-	1	-
Retraités	-	38	-

(En millions d'euros.)	Juste valeur des actifs des régimes de retraite	Valeur actualisée des obligations postérieures à l'emploi	Actif/ (Passif) net au titre des avantages postérieurs à l'emploi
Passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi au 01/01/2015	11	169	158
Coûts des services rendus	-	6	6
Coûts des services passés	-	-	-
Coûts des services	-	6	6
Revenu/(coût) d'intérêt net sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	-	3	3
Effets de revalorisation comptabilisés au compte	-	6	6
Gains/(pertes) actuariels dus aux variations des hypothèses démographiques	-	-1	-1
Gains/(pertes) actuariels dus aux variations des hypothèses financières	-	7	7
Gains/(pertes) actuariels dus à l'expérience	-	-	-
Ecart de change	-	-	-
Prestations versées	-1	-9	-8
Au 31/12/2015	10	175	165
Engagements de retraites au passif du bilan	-	-	165
Engagements de retraites à l'actif du bilan	-	-	-
Valeur actualisée des obligations envers les	-	175	-
Actifs	-	132	-

Actifs avec bénéfice différé	-	7	-
Retraités	-	36	-

Le tableau ci-après présente les estimations des prestations à verser aux retraités suivant le plan sur les cinq prochaines années puis de façon cumulée pour les cinq années suivantes :

(En millions d'euros.)	2017	2018	2019	2020	2021	2022-2027
Total des régimes de retraite à prestation définie	9	6	8	8	9	47

Juste valeur des actifs des régimes de retraite ventilés par classe d'actif

(En millions d'euros.)	2016				2015			
	Juste valeur	Prix coté observable sur un marché actif	Absence de prix coté observable sur un marché actif	Dont HSBC	Juste valeur	Prix coté observable sur un marché actif	Absence de prix coté observable sur un marché actif	Dont HSBC
Juste valeur des actifs des régimes de retraite	9	9	-	-	10	10	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres	9	9	-	-	10	10	-	-
Immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-

c. – Paiements à base d'actions

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par HSBC Holdings plc. Le personnel de HSBC France bénéficie des avantages suivants :

- jusqu'en 2005, HSBC Holdings plc a octroyé des attributions d'options sur actions HSBC Holdings plc ;
- depuis 2006, HSBC Holdings plc a mis en place des plans d'actions gratuites HSBC Holdings plc ;
- le personnel a la possibilité de souscrire des actions HSBC Holdings plc dans le cadre du Plan d'épargne entreprise.

Plan d'attribution d'actions gratuites

La charge est constatée linéairement sur la période d'acquisition des droits par contrepartie d'un compte de dette. La valorisation de la charge tient compte d'hypothèses relatives au départ des bénéficiaires et aux conditions de performance.

La juste valeur est déterminée à partir de modèles de valorisation appropriés, en tenant compte des conditions d'attribution des instruments de capitaux propres. Les conditions d'acquisition incluent des critères de service.

Les conditions de marché sont prises en compte lors de l'estimation de la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date d'attribution. En conséquence, une attribution d'actions est considérée comme acquise, peu importe que la condition de performance de marché ou que la condition de non-acquisition soit remplie, si toutes les autres conditions sont réunies. Toute annulation survenue durant la période d'acquisition est considérée comme une accélération de l'acquisition et comptabilisée immédiatement à hauteur du montant qui aurait été autrement constaté au titre des services reçus durant la période d'acquisition.

Les conditions d'acquisition autres que les conditions de performance du marché ne sont pas prises en compte pour l'estimation initiale de la juste valeur à la date d'attribution. Elles sont prises en compte à travers l'ajustement du nombre d'instruments de capitaux propres compris dans l'évaluation du montant de la transaction, de sorte que le montant finalement comptabilisé pour les services reçus en contrepartie des instruments de capitaux propres attribués repose bien sur le nombre d'instruments de capitaux propres finalement acquis. Sur une base cumulée, aucun montant n'est comptabilisé pour des instruments de capitaux propres qui ne seraient pas attribués parce que certaines conditions de performance ou de service (autres que des conditions de marché) ne seraient pas satisfaites.

En cas de modification d'une attribution, la dépense de l'attribution initiale reste comptabilisée au minimum comme si aucune modification n'avait eu lieu. Si cette modification a pour effet d'accroître la juste valeur d'une attribution ou d'augmenter le nombre d'instruments de fonds propres attribués, alors le supplément de juste valeur des titres attribués ou des engagements est mesuré comme le montant le plus élevé entre, d'une part la juste valeur initiale retraitée de l'amortissement cumulé et, d'autre part, la meilleure estimation de dépense requise pour s'acquitter de cette obligation.

Plan d'Epargne Entreprise

L'avantage consenti au personnel de souscrire des actions HSBC Holdings plc avec une décote ne comporte pas de période d'acquisition et constitue donc une charge de personnel de la période. La charge est mesurée sans prendre en compte la clause d'incessibilité de cinq ans attachée à ces actions. Cet avantage n'a pas été consenti au personnel en 2016.

Impact sur le compte de résultat

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Plan d'attribution d'actions sans conditions de performance (« Restricted Shares »)	13	19
Plan d'Epargne Entreprise – souscription avec décote	-	2
Total	13	21

Politique d'attribution d'actions gratuites du Groupe

En 2005, le Groupe HSBC a profondément revu sa politique d'attribution d'options et d'actions gratuites à ses salariés.

Le nouveau règlement des plans d'options et actions gratuites (The HSBC Share Plan) a été soumis à l'approbation de son Assemblée Générale en mai 2005. Ce règlement prévoit la mise en place d'un sous-plan français (Schedule 3 de la règle générale) qui respecte les règles légales et fiscales en vigueur en France. Ce règlement a été revu en 2011 afin, d'une part, de prendre en compte les modifications réglementaires impactant le plan et, d'autre part, de formaliser les règles du « Group Performance Share Plan » qui s'adresse aux cadres supérieurs du Groupe HSBC. Dans ce contexte, le sous-plan français (Schedule 5 du nouveau règlement) a également fait l'objet d'une revue pour se conformer aux règles sociales et fiscales locales. A compter de 2006, la politique générale du Groupe HSBC est désormais de ne plus attribuer d'options de souscription (sauf quand les règles légales et fiscales d'un pays l'y contraignent), mais de privilégier l'attribution d'actions gratuites.

Le Plan d'actions gratuites du Groupe est un plan de rétribution de la performance et de rétention des salariés les plus performants.

Les actions peuvent revêtir deux formes :

- les actions avec conditions de performance – « Group Performance Shares » ;
- les actions sans conditions de performance – « Restricted Shares ».

Les « Group Performance Shares »

	2016	2015
	Nombre (000)	Nombre (000)
Attributions nettes au 1 ^{er} janvier	58	45
Augmentation de capital	-	-
Actions attribuées durant l'exercice	17	13
Actions levées durant l'exercice	-	-
Actions transférées durant l'exercice	-	-
Actions devenues caduques durant l'exercice	-	-
Attributions nettes au 31 décembre	75	58

Cette catégorie d'actions n'est disponible, au-delà d'une période d'acquisition de cinq ans, qu'en date de départ en retraite.

Les actions avec conditions de performance (« Group Performance Shares ») ne sont plus attribuées à compter de l'année de performance 2016.

Les « Restricted Shares » Groupe

Pour les collaborateurs français, ces actions prennent la forme de « French qualified shares ».

Ces actions sont définitivement acquises au terme d'un délai de deux ou trois ans dans les conditions prévues au Plan. Les actions attribuées depuis 2011 sont soumises à une période d'acquisition de deux ans pour 66 % d'entre elles et de trois ans pour les 34 % restants.

Les actions attribuées avant janvier 2016 ne pouvaient faire l'objet d'une cession qu'à l'issue d'une période d'indisponibilité fiscale de deux ans suivant la date d'acquisition définitive. Depuis le 1^{er} janvier 2016, cette catégorie d'actions ne fait plus l'objet de période d'indisponibilité et est cessible dès l'acquisition.

Pour les impatriés, ces actions prennent la forme de « restricted shares » qui sont soumises à une période d'acquisition d'un an pour 33 % d'entre elles, de 2 ans pour les 33 % suivants et de trois ans pour les 34 % restants.

De manière spécifique, certains collaborateurs « Material Risk Taker » se voient attribuer des « restricted shares » acquises immédiatement ainsi que des « French qualified shares » soumises à un différé de 3 ou 5 ans. Toutes les actions attribuées aux collaborateurs « Material Risk Taker » sont soumises à une période d'indisponibilité fiscale de six mois.

	2016	2015
	Nombre (000)	Nombre (000)
Attributions nettes au 1 ^{er} janvier	2 875	3 660
Actions attribuées durant l'exercice	1 179	1 499
Actions acquises durant l'exercice	-2 442	-2 273
Actions transférées durant l'exercice	-	-
Actions devenues caduques durant l'exercice	-46	-11
Augmentation de capital	-	-
Attributions nettes au 31 décembre	1 566	2 875

En 2016, un montant de (6,3) millions d'euros a été constaté au compte de résultat au titre de l'amortissement des plans en cours pour HSBC France (en 2015 : (8,4) millions d'euros).

L'environnement réglementaire et les bonnes pratiques ont permis de clarifier la période d'étalement des plans dans les états financiers consolidés du groupe HSBC France. En conséquence, la période d'acquisition des droits aux actions attribuées en 2016 au titre de la performance de l'année 2015 est réputée débiter au 1^{er} janvier 2015. Avant 2011, l'amortissement débutait à compter de la date d'attribution des actions.

Augmentation de capital réservée aux employés

En 2016, le Groupe n'a pas procédé à une émission d'action réservée aux salariés.

5. – Honoraires des Commissaires aux comptes

Exercice 2016 (En milliers d'euros.)	PricewaterhouseCoopers Audit		BDO - Léger&Associés Audit		Autres	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
Certification des comptes	2 347	88 %	586	85 %	-	-
Services autres que la certification des comptes (1)	306	12 %	103	15 %	-	-
Honoraires versés en 2016	2 653	100 %	689	100 %	-	-

(1) Inclut les diligences directement liées à la mission de commissariat aux comptes supprimées à compter du 17 juin 2016.

Exercice 2015 (En milliers d'euros)	PricewaterhouseCoopers Audit		BDO - Léger&Associés Audit		Autres	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
Certification des comptes	2 173	90 %	713	95 %	-	-

Services autres que la certification des comptes	239	10 %	34	5 %	44	100 %
Honoraires versés en 2015	2 412	100 %	747	100 %	44	100 %

La présentation de cette note a été modifiée afin de suivre les nouveaux règlements de l'ANC (homologués le 27 décembre 2016), applicables aux exercices clos le 31 décembre 2016, précisant l'information sur les honoraires des Commissaires aux comptes qui doit figurer dans les annexes des comptes annuels et consolidés.

6. – Impôt sur les bénéfices et impôts différés

a. – Charge d'impôt courante et différée

L'impôt sur les bénéfices comprend l'impôt courant et l'impôt différé. L'impôt sur les bénéfices est enregistré dans le compte de résultat, à l'exception de la part relative aux éléments comptabilisés directement en fonds propres, auquel cas il est comptabilisé dans les capitaux propres.

Les impôts courants sont les impôts prévisionnels à payer sur les bénéfices imposables de l'exercice calculés sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan, et de tout ajustement des impôts dus au titre des exercices antérieurs. Les actifs et passifs d'impôts courants sont compensés lorsque HSBC France entend régler sur base nette et qu'il y est légalement autorisé.

Les impôts différés sont constatés sur la base des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs au bilan et la valeur fiscale attribuée à ces actifs et passifs. En règle générale, tous les écarts temporaires imposables donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôt différé tandis que les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il existe une probabilité de bénéfices imposables futurs sur lesquels affecter ces écarts temporaires déductibles.

Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'imposition applicables prévisionnels sur les périodes auxquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité légale, relèvent de la même autorité fiscale et que l'entité est légalement autorisée à les compenser.

Les impôts différés relatifs aux écarts actuariels sur régimes à prestations définies sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les impôts différés relatifs à la réévaluation de la juste valeur des actifs disponibles à la vente et des couvertures de flux de trésorerie, qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres, sont également comptabilisés directement dans les capitaux propres et ensuite enregistrés au compte de résultat lorsque le gain ou la perte de juste valeur est constaté au compte de résultat.

Le montant d'impôt différé actif a été comptabilisé au 31 décembre 2016 en prenant en compte les perspectives de résultat, telles qu'établies lors du processus budgétaire.

Charge d'impôt courante différée

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Impôts courants	41	118
Impôts différés	79	53
Total de la charge d'impôt	120	171
Taux effectif de l'impôt (en pourcentage)	27,7	27,7

Le projet de la loi de finance 2017, intègre une dégressivité progressive du taux d'IS de 33 1/3 à 28 %. Pour HSBC France, le taux d'IS à 28 % ne s'appliquera qu'à compter de 2020.

La Contribution Sociale sur les bénéfices (3,3 % de l'IS) est maintenue et s'ajoute à l'IS à 33 1/3 ou 28 %.

La loi de finance 2016 a supprimé la contribution exceptionnelle de 10,70 % à compter de 2016.

En conséquence, le taux d'imposition en France en 2016 est de 34,43 % (38 % en 2015)

En application de la norme IAS 12, pour chaque base soumise à impôt différé, des hypothèses de retournement ont été prises afin de déterminer si ces impôts différés se retourneront ou non avant 2020. Le taux de 34,43 % a été retenu pour les impôts différés se retournant avant 2020 et celui de 28,92 % pour ceux post 01/01/2020.

La diminution de la charge d'impôts courants entre 2015 et 2016 s'explique par la baisse du résultat fiscal, l'augmentation des crédits d'impôts et la baisse du taux d'impôt de 38 % à 34,43 %.

Analyse de la charge d'impôt globale

(En millions d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Charge d'impôt globale	%	Charge d'impôt globale	%
Impôt à taux normal de 34,43 % (2015 : 38 %)	149	34,43	235	38,0
Impact des différences de taux d'imposition sur les bénéfices des principales implantations à l'étranger	-17	-3,9	-4	-0,7
Opérations imposées à taux réduit en France	-35	-8,2	-3	-0,4
Ecarts temporaires non présentés sur les impôts différés	-	-	-1	-0,1
Différences permanentes	60	13,9	17	2,7
Changement du taux d'imposition	-7	-1,7	-11	-1,7
Impôt local et impôts anticipés à l'étranger	20	4,7	19	3,1
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-4	-0,9	8	1,2
Autres éléments incluant le résultat d'intégration fiscale	-46	-10,6	-89	-14,4
Charge d'impôt globale comptabilisée au compte de résultat	120	27,7	171	27,7

Le taux effectif d'impôt pour 2016 à 27,7 % est inférieur au taux d'imposition de 34,43 %, du fait notamment de l'imputation de crédit d'impôt et d'une plus-value sur cession de titres taxée à taux réduit compensées pour partie par des charges non déductibles.

Impôts différés

(En millions d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015 (1)		
	Impôt différé actif	Impôt différé passif	Total	Impôt différé actif	Impôt différé passif	Total
Différences temporaires						
Engagements de retraite	38	1	39	44	1	45
Crédit-bail	53	-2	51	86	-2	84
Réévaluation des immobilisations	-9	-	-9	-10	-1	-11
Autres différences temporaires	167	-200	-33	176	-202	-26
Déficits reportables	-	-	-	-	-	-
	249	-201	48	296	-204	92

(1) La convention de signe a été revue afin de s'aligner sur la présentation du Groupe HSBC.

Le montant d'impôt différé dans la rubrique « autres différences temporaires » concerne essentiellement les impôts différés actifs sur le Mark to Market des Covered Bonds et les impôts différés passifs sur la PVIF.

Les principaux soldes d'impôt différé qui sont directement constatés en capitaux propres sont présentés ci-après :

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015 (1)
Couverture de flux de trésorerie	58	25
Réserve des titres disponibles à la vente	-70	-52
Ecarts de change	-	-20
Ecarts actuariels	20	21

(1) La convention de signe a été revue afin de s'aligner sur la présentation du Groupe HSBC.

Evolution des impôts différés actifs/(passifs) nets

(En millions d'euros.)	Engagements de retraite	Provisions sur prêts douteux	Titres disponibles à la vente	Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	Autres (1)	Total
Actifs	44	44	-29	-5	242	296
Passifs	1	-	-23	-	-182	-204
Au 1 ^{er} janvier 2016	45	44	-52	-5	60	92
Compte de résultat	-5	-1	-2	-	-73	-81
Autres éléments du résultat global	-1	-	-15	-	33	17
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Ecarts de change et autres mouvements	-	-	-1	-	21	20
Variation	-6	-1	-18	-	-19	-44
Actifs	38	43	-42	-5	215	249
Passifs	1	-	-28	-	-174	-201
Au 31 décembre 2016	39	43	-70	-5	41	48

(En millions d'euros.)	Engagements de retraite (2)	Provisions sur prêts douteux (2)	Titres disponibles à la vente (2)	Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles (2)	Autres (2)	Total (2)
Actifs	42	47	-84	-5	136	136
Passifs	-	-	-	-	-3	-3
Au 1 ^{er} janvier 2015	42	47	-84	-5	133	133
Compte de résultat	1	-3	1	-	-52	-53
Autres éléments du résultat global	2	-	4	-	26	32
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-
Ecarts de change et autres mouvements	-	-	27	-	-47	-20
Variation	3	-3	32	-	-73	-41
Actifs	44	44	-29	-5	242	296

Passifs	1	-	-23	-	-182	-204
Au 31 décembre 2015	45	44	-52	-5	60	92

b. – CVAE

Depuis 2010, la taxe professionnelle a été remplacée par la contribution économique territoriale (CET) composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) assise sur les seules valeurs locatives des biens passibles d'une taxe foncière et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée des entreprises (correspondant à 1,6 % de la VA de l'année N).

HSBC France a qualifié la CVAE d'impôt sur les résultats en application de la norme IAS 12. Les CVAE différées sont constatées sur les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur valeur fiscale au regard de la CVAE.

Depuis 2014, la CVAE est classée dans la ligne « Impôt sur les bénéfices ». L'impact de cette décision est la comptabilisation, en 2016, d'une charge de 22,3 millions d'euros (2015 : 25,7 millions d'euros) sur la ligne « Impôt sur les bénéfices » et la constatation d'une charge d'impôt différé de 3,8 millions d'euros (2015 : 0,4 million d'euros).

c. – Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le 1^{er} janvier 2013 est entré en vigueur le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Accessible à toutes les entreprises françaises, le CICE permet de réaliser une économie d'impôt substantielle. Pour 2016, elle équivaut à 6 % de la masse salariale, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC.

Le CICE équivaut à une baisse des charges sociales de l'entreprise et est considéré comme une subvention d'Etat.

A ce titre, le groupe HSBC France a choisi de comptabiliser le CICE en réduction des frais généraux en application de la norme IAS 20.

Le groupe HSBC France a bénéficié d'un crédit d'impôt de 6,6 millions d'euros au titre du dispositif CICE (Crédit d'Impôt compétitivité Emploi) au cours de l'exercice 2016 (en 2015 : 7,4 millions d'euros).

Dans le cadre de l'utilisation du CICE, le groupe HSBC France a imputé le bénéfice du crédit d'impôt à diverses dépenses et investissements destinés à améliorer la qualité des produits et services proposés à la clientèle ainsi qu'à l'amélioration de la productivité de l'entreprise. Ces dépenses se répartissent selon les domaines suivants :

- immobilier : investissements dans le développement et la rénovation du réseau d'agence, les travaux d'amélioration énergétique, la rénovation des locaux administratifs ;
- innovations technologiques et informatiques : des dépenses significatives ont été engagées au cours de l'exercice 2016 afin de financer le développement d'applications commerciales plus performantes et mieux intégrées, notamment la refonte du poste de travail des agences, l'accélération de la digitalisation des services proposés à la clientèle ainsi que l'amélioration continue des processus de lutte contre la criminalité financière et la réponse à des besoins réglementaires ;
- formation : Les collaborateurs ont bénéficié de très nombreuses actions de formation durant l'année 2016 au travers de parcours diplômants, de développement des compétences linguistiques, de conformité et de gestion des risques.

7. – Dividendes versés en 2016 et 2015, bénéfice et dividende par action

(En millions d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	EUR par action	Montant	EUR par action	Montant
1 ^{er} acompte sur dividende versé au titre de l'exercice en cours	2,00	135	3,71	251
Dividende versé au titre de l'exercice précédent	0,44	30	2,23	150
Total des dividendes versés		165		401

Dividendes au titre de l'exercice 2016

Le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016 a décidé la mise en paiement d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2016 de 2 € par action. Ce dividende a été versé aux 67 437 827 actions en circulation à cette date. Le versement de cet acompte sur dividende est intervenu le 27 juillet 2016.

Le Conseil d'Administration du 8 février 2017 va proposer à l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2017, de distribuer un dividende d'un montant total de 269 751 308 €, au titre des résultats 2016. Le dividende, s'il est approuvé par les actionnaires, sera payable, après déduction de l'acompte sur dividende de 2 € par action décidé par le Conseil d'Administration du 22 juillet 2016 et déjà versé aux actions en circulation à cette date.

Dividendes au titre de l'exercice 2015

Le Conseil d'Administration du 8 février 2016 a proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 avril 2016, de distribuer un dividende de 4,15 € par action au titre de l'exercice 2015, soit un montant total de 279 866 982,05 €. Le dividende, approuvé par les actionnaires, a été versé le 28 avril 2016, après déduction de l'acompte sur dividende de 3,71 € déjà versé.

Bénéfice et dividende par action

(En euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Bénéfice par action	4,61	6,61
Bénéfice par action après dilution	4,61	6,61
Dividende par action	4,00	4,15

Le bénéfice par action Part du Groupe est calculé en divisant le résultat de 310 millions d'euros par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions détenues par la société, soit 67 437 827 actions (au 31 décembre 2015, le bénéfice était de 445 millions d'euros et le nombre d'actions de 67 437 827).

Le bénéfice par action après dilution est calculé en divisant le résultat, sans ajustement au titre de l'effet dilutif des actions ordinaires potentielles (y compris des options de souscription d'actions en circulation non encore exercées), par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à l'exclusion des actions détenues par la société, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises en cas de conversion de la totalité des actions ordinaires potentielles à effet dilutif, soit 67 437 827 actions (67 437 827 actions au 31 décembre 2015).

Aucune action ordinaire potentielle à effet dilutif n'a été émise en 2016.

8. – Portefeuille de transaction (Actif)

Sont classés comme « Portefeuille de transaction » les actifs financiers acquis dans l'intention de les vendre à brève échéance ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments financiers gérés collectivement pour lesquels des éléments probants attestent d'une tendance récente de prise de bénéfices à court terme. Ces actifs financiers sont comptabilisés en date de transaction lorsque HSBC France conclut un contrat d'achat de titres avec une contrepartie, et sont habituellement décomptabilisés lorsqu'ils sont vendus. Ces actifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, les coûts de transaction étant portés au compte de résultat, et sont ensuite réévalués à leur juste valeur au compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction ». Pour les actifs du portefeuille de transaction, les intérêts sont présentés dans la ligne du compte de résultat « Marge nette d'intérêts sur les opérations des portefeuilles de transaction ».

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs du portefeuille de transaction		
Pouvant être gagés ou recédés par les contreparties	12 044	13 820
Ne pouvant être gagés ou recédés par les contreparties	11 545	13 341
	23 589	27 161

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Bons du Trésor et assimilés	393	791
Obligations et autres titres à revenu fixe	15 610	17 831
Titres de participation	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 658	5 112
Prêts et créances sur la clientèle	2 928	3 427
Total actifs du portefeuille de transaction	23 589	27 161

Sont inclus dans le tableau ci-dessus pour HSBC France, les titres de créances émis par les banques et autres institutions financières pour un montant de 1 662 millions d'euros (2015 : 2 827 millions d'euros) dont 634 millions d'euros (2015 : 761 millions d'euros) sont garantis par divers gouvernements.

9. – Juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur

a. – Principes comptables

Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur. La juste valeur est le prix qui serait payé pour la cession d'un actif ou le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur initiale d'un instrument financier est égale au prix de transaction.

Cependant, dans certains cas, la juste valeur d'un instrument sera déterminée d'après d'autres transactions courantes observables sur le marché pour le même instrument ou selon une méthode d'évaluation dont les paramètres sont exclusivement composés de données de marché observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les volatilités des options ou les taux de change. Lorsqu'il existe de telles données, HSBC France constate un gain ou une perte (« Day 1 ») qui correspond à la différence entre le prix de la transaction et la juste valeur. Lorsque des données significatives de marché inobservables ont un impact significatif sur l'évaluation des instruments financiers, l'écart initial entre la juste valeur issue du modèle d'évaluation et le prix de transaction (« Day 1 ») n'est pas constaté immédiatement en compte de résultat mais comptabilisé sur la durée de vie de l'opération.

La juste valeur de chaque instrument financier est en général évaluée à partir de chaque instrument pris séparément. Toutefois, lorsque le groupe HSBC France gère un groupe d'actifs et d'engagements financiers sur la base de son exposition nette soit aux risques de marché, soit au risque de crédit, HSBC France évalue la juste valeur du groupe d'instruments financiers sur base nette, mais il présente les actifs et engagements financiers sous-jacents séparément dans les états financiers, à moins qu'ils ne répondent aux critères de compensation des IFRS, tels que décrits dans la Note 25.

b. – Estimations et jugements comptables critiques liés à la valorisation des instruments financiers

La méthode de détermination de la juste valeur la plus fiable est la cotation sur un marché liquide. Dans le cas où le marché est inactif, et où les techniques d'évaluation reposent seulement sur des données de marché observables, la fiabilité de l'évaluation à la juste valeur est élevée. Toutefois, si les techniques d'évaluation reposent fortement sur des données de marché inobservables, elles dépendent dans une plus large mesure de l'appréciation de la Direction. En l'absence de données observables, dans la mesure où les transactions similaires sont trop peu nombreuses, voire inexistantes, l'appréciation de la Direction est nécessaire pour estimer le prix auquel s'effectuerait une transaction dans des conditions de marché normales. Pour ce faire, la Direction peut fonder son jugement sur les prix historiques de cet instrument financier particulier, ou sur les prix cotés récemment pour des instruments similaires.

Les hypothèses et estimations principales que la Direction peut prendre en compte pour appliquer un modèle d'évaluation sont les suivantes :

- la probabilité et la date prévue des flux de trésorerie futurs sur cet instrument ; l'appréciation peut s'avérer nécessaire pour évaluer la capacité de la contrepartie à assurer le service de l'instrument conformément à ses obligations contractuelles. Les flux de trésorerie futurs peuvent être sensibles aux variations des taux du marché ;
- le choix d'un taux d'actualisation approprié pour l'instrument : l'appréciation de la Direction est nécessaire pour estimer la prime qu'un acteur du marché serait prêt à payer pour un instrument par rapport au taux sans risque ;
- cette appréciation est également nécessaire pour choisir le modèle à utiliser pour calculer la juste valeur dans des domaines où ce choix relève de critères particulièrement subjectifs, tels que la valorisation de produits dérivés complexes.

Lorsque le modèle s'appuie sur des données de marché inobservables, un certain nombre d'estimations doivent être réalisées pour prendre en compte l'incertitude liée à l'absence de données de marché résultant par exemple du manque de liquidité du marché. Pour ces instruments, l'évaluation à la juste valeur est moins fiable. Les valorisations fondées sur des données de marché inobservables comportent un degré inhérent d'incertitude en raison du nombre très limité, voire de l'absence de transactions courantes observables sur le marché permettant de déterminer le niveau auquel s'effectuerait une transaction dans des conditions de marché normales. En règle générale, toutefois, il est possible d'obtenir des données de marché pour déterminer la juste valeur, par exemple les données historiques, et les justes valeurs de la plupart des instruments financiers comportent une part de données observables même lorsque la part des données de marché inobservables est significative.

De nombreuses méthodes de valorisation sont utilisées selon le type de l'instrument et les données de marché disponibles. La plupart des méthodes de valorisation sont fondées sur des analyses des flux de trésoreries estimés. Avant de considérer le risque de crédit, les flux futurs de trésorerie peuvent être connus, comme par exemple dans le cas de la branche fixe d'un swap de taux d'intérêt, ou bien peut être incertaine et nécessiter une projection, comme par exemple dans le cas de la branche variable d'un swap de taux d'intérêt. Ces « projections » prennent en compte des courbes de

marché à terme, si elles sont disponibles. Par ailleurs, la valeur de certains produits dépend de plusieurs facteurs de marché, et il est souvent nécessaire dans ce cas d'évaluer comment les variations d'un de ces facteurs pourraient influencer les autres facteurs de marché.

c. – Dispositif de contrôle

La détermination des justes valeurs est soumise à un dispositif de contrôle visant à vérifier que ces justes valeurs sont déterminées ou validées par une fonction indépendante du preneur de risque.

Pour tous les instruments financiers dont les justes valeurs sont déterminées par référence à des cotations externes ou à des paramètres de prix observables, la détermination ou la validation de prix est indépendante. Sur les marchés inactifs, l'observation directe des prix négociés peut ne pas être possible. Dans ce cas, le groupe utilise d'autres informations de marché pour valider la juste valeur de l'instrument financier en privilégiant les données jugées plus fiables. Les facteurs qui seront pris en compte à cet égard sont, entre autres, les suivants :

- dans quelle mesure les prix peuvent être considérés comme représentatifs des prix négociés ou négociables ;
- la similitude entre instruments financiers ;
- l'homogénéité entre des sources différentes ;
- le processus mis en œuvre par le service en charge de l'évaluation pour déterminer les données ;
- le temps écoulé entre la date d'enregistrement des données du marché et la date d'arrêt du bilan ;
- la manière dont les données ont été obtenues.

Pour les justes valeurs déterminées sur la base de modèles d'évaluation, le dispositif de contrôle peut s'étendre, le cas échéant, au développement ou à la validation de manière indépendante de la construction de ces modèles, aux données introduites dans ces mêmes modèles, aux éventuels ajustements requis en dehors de ces modèles et, si possible, aux résultats obtenus.

Les modèles de valorisation sont soumis à un processus de contrôle diligent et d'étalonnage avant de pouvoir être opérationnels. Ils sont comparés en permanence aux données externes du marché dans le cadre du principe de continuité d'exploitation.

d. – Détermination de la juste valeur des instruments financiers évalués en juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur incluent les actifs et passifs du portefeuille de transaction, les instruments financiers sous option juste valeur, les dérivés et les instruments financiers classés en actifs disponibles à la vente (bons du Trésor et assimilés, obligations et actions).

La fiabilité de la détermination de la juste valeur pour les instruments financiers enregistrés dans le bilan consolidé dépend des méthodes retenues pour la détermination des justes valeurs.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes ci-après :

a « Level 1 » – Cotation de marché : instruments financiers présentant une cotation sur un marché actif auquel le groupe a accès à la date de détermination de la juste valeur.

b « Level 2 » – Evaluation utilisant des données de marché observables : instruments financiers présentant des cotations pour des instruments similaires sur un marché actif ou cotations pour des instruments financiers identiques ou similaires sur un marché non actif ou instruments financiers utilisant des modèles au sein desquels tous les paramètres significatifs sont observables.

c « Level 3 » – Evaluation utilisant des données de marché non observables : instruments financiers évalués sur la base de modèles au sein desquels un ou plusieurs éléments significatifs ne sont pas des données observables.

La méthode de détermination de la juste valeur la plus fiable est la cotation sur un marché liquide.

Les critères pouvant être utilisés afin de déterminer si un marché est actif peuvent inclure, mais sans être restrictif, la prise en compte de facteurs tels que l'ampleur et la fréquence de son activité de trading, la disponibilité de prix et l'importance du spreadbid/offer. Le spreadbid/offer représente la différence de prix pour laquelle un acteur du marché accepterait d'acheter, comparé au prix auquel il accepterait de vendre.

Les justes valeurs des instruments financiers cotés sur un marché actif sont basées sur les prix demandés pour les actifs détenus et sur les prix offerts pour les passifs émis. Lorsqu'un instrument financier a un prix issu de cotation et fait partie d'un portefeuille, la juste valeur du portefeuille est calculée comme le produit du nombre d'unité multiplié par le prix de cotation sans application d'une décote.

Dans le cas où le marché d'un instrument financier n'est pas actif, des techniques d'évaluation sont utilisées. Les techniques d'évaluation intègrent des hypothèses concernant les éléments que les autres opérateurs de marchés prendraient en compte dans leurs évaluations, notamment les courbes de taux d'intérêts, les taux de change, la volatilité et le taux de défaut. Pour les dérivés de taux d'intérêt avec les contreparties ayant apporté une garantie, et dans les principales grandes monnaies, le groupe utilise une courbe d'actualisation représentant le taux d'intérêt au jour le jour (« l'actualisation du taux d'intérêt au jour le jour »). Par ailleurs, dans un marché inactif, une analyse additionnelle est nécessaire afin de s'assurer que les prix de transaction sont représentatifs de la juste valeur ou déterminer les ajustements de prix nécessaires.

La majorité des techniques d'évaluation utilise uniquement des données de marchés observables. Cependant, certains instruments financiers sont évalués sur la base de techniques d'évaluation utilisant un ou plusieurs paramètres de marché non observables. Pour ces instruments, la juste valeur déterminée comporte une part de jugement. Un instrument entre intégralement dans la catégorie des instruments valorisés à partir de données théoriques significatives si les gérants estiment qu'une part significative du profit initial de cet instrument (le gain ou la perte réalisés le premier jour), ou que plus de 5 % de sa valeur comptable, procèdent de données non observables. Le terme « non observable », dans ce contexte, signifie qu'il existe peu ou pas de données de marché disponibles permettant de déterminer le niveau pour lequel une transaction dans des conditions normales pourrait être réalisée, mais il ne signifie pas qu'il n'existe pas de données de marché disponibles pour l'évaluation (des données historiques peuvent par exemple être utilisées).

Dans certaines circonstances, principalement lorsque la dette est couverte par un instrument dérivé, le groupe utilise la juste valeur pour comptabiliser cette dette émise. Lorsqu'elle est disponible, la juste valeur sera déterminée sur la base des prix cotés sur un marché actif pour les instruments concernés. Lorsqu'elle n'est pas disponible, la juste valeur sera basée soit sur la cotation de ces instruments sur un marché non actif, soit estimée en comparant les cotations sur un marché actif d'instruments similaires. La juste valeur de ces instruments intègre le risque de crédit propre (spread émetteur). Pour l'ensemble de la dette émise, les modèles d'actualisation de flux de trésorerie sont utilisés pour isoler les éléments de changement de la juste valeur résultant du spread de crédit des autres éléments résultant des paramètres de marché, comme les taux d'intérêt de référence ou les taux de change. Ensuite, à partir de l'actualisation des flux de trésorerie, chaque titre est valorisé à l'aide d'une courbe d'actualisation BOR de la devise considérée. Les écarts de valorisation proviennent du risque de crédit du groupe. Cette méthode est appliquée invariablement pour toutes les valeurs mobilières.

Les titres émis dans le cadre d'émissions structurées et certains autres instruments hybrides sont classés en portefeuille de transaction et comptabilisés à leur juste valeur. Les spreads de crédit appliqués à ces instruments sont fonction des spreads retenus par le groupe pour le lancement des émissions structurées.

Les pertes et les gains résultant de la variation du spread émetteur sur la propre dette sont pris en résultat sur la durée de vie contractuelle de l'émission sauf en cas de remboursement anticipé.

e. – Ventilation des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par niveau de juste valeur

(En millions d'euros.)	Techniques d'évaluation	Contreparties HSBC	Total
------------------------	-------------------------	--------------------	-------

	Level 1 - Cotation de marché	Level 2 - Utilisation de données de marché observables	Level 3 - Utilisation de données de marché non observables	Total contre-parties externe	Montants avec des entités du Groupe HSBC	Dont Level 3 (1)	
Au 31/12/2016							
Actifs							
Portefeuille de transaction	16 001	7 055	2	23 058	531	-	23 589
Actifs financiers sous option juste valeur	6 807	199	19	7 025	280	-	7 305
Instruments dérivés	17	28 228	363	28 608	18 759	307	47 367
Titres disponibles à la vente	25 689	14	251	25 954	550	-	26 504
Passifs							
Portefeuille de transaction	14 389	8 694	246	23 329	3 139	-	26 468
Passifs financiers sous option juste valeur	2 562	5 902	-	8 464	-	-	8 464
Instruments dérivés	3	27 827	37	27 867	16 146	455	44 013
Au 31/12/2015							
Actifs							
Portefeuille de transaction	18 609	7 660	4	26 273	888	-	27 161
Actifs financiers sous option juste valeur	6 087	286	-	6 373	395	-	6 768
Instruments dérivés	68	31 248	262	31 578	17 906	262	49 484
Titres disponibles à la vente	27 038	13	313	27 364	313	-	27 677
Passifs							
Portefeuille de transaction	9 277	9 324	149	18 750	3 897	-	22 647
Passifs financiers sous option juste valeur	2 556	5 920	-	8 476	-	-	8 476
Instruments dérivés	8	32 575	30	32 613	14 290	296	46 903

(1) Cette colonne présente les montants avec des entités du Groupe HSBC de catégorie « Level 3 ». Le reste des montants avec des entités du Groupe HSBC hors Level 3 sont en Level 1 ou Level 2.

Transfert entre les niveaux 1 et 2 de juste valeur :

(En millions d'euros.)	Actifs				Passifs		
	Disponible à la vente	Détenu à fin de transaction	Juste valeur par résultat	Produits dérivés	Détenu à fin de transaction	Juste valeur par résultat	Produits dérivés
Au 31/12/2016							
Transfert de Level 1 à Level 2	-	-	-	-	-	-	-
Transfert de Level 2 à Level 1	-	-	-	-	-	-	-
Au 31/12/2015							
Transfert de Level 1 à Level 2	-	-	-	-	-	-	-
Transfert de Level 2 à Level 1	-	-	-	-	-	2	-

f. – Ajustements de juste valeur

Les ajustements de juste valeur sont adoptés lorsque HSBC identifie des facteurs supplémentaires qui seraient pris en compte par un acteur du marché et qui ne sont pas incorporés dans le modèle de valorisation. HSBC classe les ajustements de juste valeur soit comme « liés aux risques » soit comme « liés au modèle ». La majeure partie de ces ajustements concerne la Banque de financement, d'investissement et de marchés.

Les variations du niveau d'ajustement de juste valeur n'entraînent pas nécessairement la comptabilisation de pertes ou profits dans le compte de résultat. Par exemple, lorsque les modèles sont améliorés, des ajustements de juste valeur peuvent ne plus être nécessaires. De la même manière, les ajustements de juste valeur diminuent lorsque les positions liées sont liquidées mais ne se traduiront pas nécessairement en profits ou en pertes.

Ajustements liés aux risques

Bid-offer

IFRS 13 nécessite l'utilisation du prix dans l'écart bid-offer (ou acheteur/vendeur) qui est le plus représentatif de la juste valeur. Les modèles de valorisation donnent en général des valeurs correspondant à la moyenne du marché. L'ajustement bid-offer reflète le coût bid-offer qui serait supporté si la quasi-totalité des risques de marché résiduels du portefeuille net étaient neutralisés grâce à l'utilisation des instruments de couverture disponibles ou à la vente ou le dénouement de la position.

Incertitude

Certaines des variables du modèle peuvent ne pas être immédiatement déterminables à partir des données de marché, et/ou le choix du modèle lui-même peut s'avérer subjectif. L'instrument financier ou le paramètre de marché peut alors prendre une série de valeurs possibles et un ajustement peut s'avérer nécessaire pour refléter la probabilité que, lorsqu'ils évaluent la juste valeur de l'instrument financier, les acteurs du marché n'adoptent des valeurs plus prudentes pour les paramètres incertains et/ou les hypothèses du modèle que celles qui sont utilisées dans le modèle de valorisation.

Credit Valuation Adjustment (ajustement lié à la prise en compte du risque de contrepartie (« CVA »))

L'ajustement lié à la prise en compte du risque de contrepartie est un ajustement de valeur des produits dérivés conclus de gré à gré destiné à refléter la possibilité que la contrepartie fasse défaut ou que le groupe ne perçoive pas l'intégralité de la valeur de marché des transactions (cf. ci-après).

Debit Valuation Adjustment (CVA du risque de contrepartie propre à HSBC (« DVA »))

La DVA est un ajustement de juste valeur des produits dérivés conclus de gré à gré destiné à refléter la possibilité que le groupe fasse défaut, ou qu'il ne paie pas l'intégralité de la valeur de marché des transactions (cf. ci-après).

Ajustements liés au modèle

Limites du modèle

Les modèles utilisés pour la valorisation du portefeuille peuvent être basés sur des hypothèses simplificatrices qui ne tiennent pas compte de l'ensemble des caractéristiques du marché. Par ailleurs, les marchés évoluent et les modèles peuvent devoir être ajustés pour intégrer l'ensemble des caractéristiques significatives du marché dans les conditions actuelles. Le groupe procède alors à des ajustements pour pallier les limites des modèles.

Profit initial (réserves Day 1)

HSBC France procède à des ajustements sur le profit initial lorsque la juste valeur estimée par le modèle se fonde sur des données de marché inobservables.

Méthode d'ajustement lié à la prise en compte du risque de contrepartie (« CVA »)

HSBC France calcule la « CVA » en appliquant la probabilité de défaut de la contrepartie, conditionnée à la solvabilité de HSBC France, à l'exposition positive attendue du groupe à cette contrepartie et en la multipliant par la perte attendue en cas de défaut. La DVA est obtenue en appliquant la probabilité de défaut propre à HSBC France, et sous réserve de solvabilité de la contrepartie, à l'exposition positive de la contrepartie au groupe et en la multipliant par la perte attendue en cas de défaut. Les deux calculs sont réalisés sur la durée de vie de l'exposition potentielle.

Les approximations tiennent compte des pratiques de marché, de données pertinentes telles que les cotations de CDS, les données relatives aux changements de notation et les caractéristiques des CSA (Credit Support Annex) définis pour chaque contrepartie.

Pour la plupart des produits, le groupe utilise une méthode de simulation pour calculer l'exposition positive attendue à une contrepartie, identifiant les risques potentiels au sein du portefeuille de transactions avec la contrepartie sur la durée de vie du portefeuille. La méthode de simulation prend en compte les différentes caractéristiques contractuelles atténuant le risque de crédit telles que des conventions de compensation, de collatéralisation et des contrats de garantie avec la contrepartie. En règle générale, une hypothèse standard de perte en cas de défaut de 60 % de l'exposition est adoptée sur les marchés développés, et de 75 % de l'exposition pour les marchés émergents. D'autres hypothèses de perte en cas de défaut peuvent être adoptées si la nature de l'exposition et les données disponibles le justifient.

Pour certains types d'instruments financiers dérivés exotiques pour lesquels il n'est pas possible actuellement de réaliser une simulation, ou pour les expositions aux produits dérivés négociés sur les places financières plus petites où aucun outil de simulation n'est encore disponible, HSBC France adopte des méthodes alternatives. Par exemple, HSBC France peut cartographier les résultats pour des produits similaires à partir de l'outil de simulation ou, si une telle cartographie n'est pas possible, il peut utiliser une méthode simplifiée généralement fondée sur les mêmes principes que la méthode de simulation. Le calcul est appliqué au niveau de l'opération, avec une prise en compte plus limitée des facteurs d'atténuation du risque de crédit tels que les accords de la compensation ou de garantie ou ceux qui servent dans la méthode de simulation.

En règle générale, cette méthode ne prend pas en compte le risque de corrélation (« wrong-way risk »). Ce dernier apparaît lorsqu'il existe une corrélation positive entre la valeur du sous-jacent de l'instrument dérivé avant « CVA » et la probabilité de défaut de la contrepartie. Lorsque le risque de corrélation est significatif, HSBC France applique une approche au cas par cas pour intégrer ce risque dans l'évaluation.

Au cours de l'exercice, HSBC France a perfectionné les méthodes de calcul de la CVA et de la DVA afin de mieux prendre en compte l'impact des abaissments de notation sur les facteurs d'atténuation du risque de crédit. HSBC France vérifie et perfectionne en permanence les méthodes de calcul de la CVA et de la DVA.

Valorisation des dérivés non collatéralisés

Historiquement, le groupe HSBC France a valorisé les dérivés non collatéralisés en actualisant les flux de trésorerie futurs estimés à un taux d'intérêt de référence, en général l'Euribor ou un équivalent. Pour s'aligner sur l'évolution des pratiques de place, le groupe HSBC France a modifié son approche au cours de l'année 2014. Le groupe HSBC France considère désormais la courbe des taux au jour le jour (OIS) comme la courbe d'actualisation de base pour tous les dérivés, qu'ils soient collatéralisés ou non et a adopté l'ajustement de la juste valeur de financement (FFVA) pour refléter le financement de l'exposition de dérivés non collatéralisés à des taux autres que ceux au jour le jour (OIS). Au 31 décembre 2016, l'ajustement de la juste valeur de financement (FFVA) était de 64 millions d'euros (2015 : 41 millions d'euros).

g. – Level 3 détaillé**Instruments financiers valorisés à la juste valeur avec utilisation de données non observables – Level 3**

(En millions d'euros.)	Actifs				Passifs		
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés
Investissements en private equity	251	-	19	-	-	-	-
Asset-backed securities	-	-	-	-	-	-	-
Titres structurés	-	2	-	-	246	-	-
Dérivés	-	-	-	363	-	-	37
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Filiales du Groupe HSBC	-	-	-	307	-	-	455
Au 31 décembre 2016	251	2	19	670	246	-	492
Investissements en private equity	313	-	-	-	-	-	-
Asset-backed securities	-	-	-	-	-	-	-
Titres structurés	-	4	-	-	149	-	-
Dérivés	-	-	-	262	-	-	30
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Filiales du Groupe HSBC	-	-	-	262	-	-	296
Au 31 décembre 2015	313	4	-	524	149	-	326

Investissements de l'activité de capital risque

Les investissements du groupe sont généralement classés comme actifs disponibles à la vente et ne sont pas négociés sur un marché actif. En l'absence de marché actif pour un investissement donné, la juste valeur est estimée à partir de l'analyse de la situation financière et des résultats de l'entité, son profil de risque, ses perspectives et d'autres facteurs, et par référence aux valorisations de marché d'entités similaires cotées sur un marché actif ou au prix auquel des entités similaires ont été cédées. L'estimation de la juste valeur des investissements comportant nécessairement un élément d'appréciation et une part d'incertitude, les facteurs subjectifs d'évaluation subsistent tant que l'investissement n'a pas été cédé.

Titres adossés à des actifs (ABS)

Le groupe a alors recours aux modèles pour confirmer la fiabilité des données de marché limitées disponibles et pour savoir si des ajustements doivent être apportés aux cotations de marché. Pour les ABS, y compris les Residential Mortgage Backed Securities, les évaluations sont réalisées sur la base de modèles standards prenant en compte des hypothèses retenues relatives au remboursement, aux taux de défaut, à la performance et au niveau de perte du fait de la nature du collatéral. Les évaluations sont comparées à des données observables pour des titres de nature similaire.

Produits dérivés

Les produits dérivés conclus de gré à gré sont valorisés à partir de modèles d'évaluation. Ces modèles calculent la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus, sur la base du principe de non-arbitrage. Pour la plupart des produits dérivés « vanilles », tels que les swaps de taux d'intérêt et les options européennes, les approches de modélisation utilisées sont celles communes à l'ensemble du secteur. Pour les produits dérivés plus complexes, les pratiques de marché peuvent varier.

Les modèles d'évaluation sont alimentés à partir de données de marché observables chaque fois qu'elles existent, y compris des cours fournis par des Bourses, négociateurs, courtiers ou autres fournisseurs de données. Certaines de ces données pourront ne pas être observables directement sur le marché, mais pourront être déterminées à partir de cours observables au moyen de procédures de calibration des modèles. Enfin, certaines données ne sont pas observables, mais peuvent généralement être déterminées à partir de données historiques ou d'autres sources.

Parmi les données non observables figurent par exemple les surfaces de volatilité, dans leur totalité ou en partie, pour les produits d'option les moins couramment négociés et les corrélations entre facteurs de marché tels que les parités de devises, les taux d'intérêt et les cours des actions.

Les produits dérivés évalués sur la base de modèles au sein desquels un ou plusieurs éléments significatifs ne sont pas des données de marché observables, notamment certains types de produits de corrélation tels que les options sur un panier de taux de change, les options sur un panier d'actions, les transactions hybrides sur les taux d'intérêt et sur les taux de change et les transactions sur des options à long terme. Il s'agit par exemple d'options sur actions, d'options de taux d'intérêt et d'options de change et de certains dérivés de crédit. Les dérivés de crédit comprennent notamment certains CDS en tranches.

Emissions structurées

Pour les émissions structurées dont la juste valeur est établie à l'aide d'une méthode d'évaluation, la juste valeur découlera de celle du titre sous-jacent comme décrit ci-dessus et la juste valeur du produit dérivé incorporé sera déterminée comme indiqué dans la section ci-dessus sur les instruments dérivés.

Pour les actifs et passifs classés en portefeuille de transaction, les plus-values et moins-values réalisées et latentes sont enregistrées dans le compte de résultat sur la ligne « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transactions » hors marge nette d'intérêt. Les variations de juste valeur des dettes long terme comptabilisées sous option juste valeur et les dérivés associés sont constatées en compte de résultat sous « Variations de juste valeur des dettes long terme émises et dérivés associés ». Les variations de juste valeur de tous les autres instruments financiers comptabilisés sous option juste valeur et les dérivés associés sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne « Résultat net des autres instruments financiers sous option juste valeur ».

Les plus-values et moins-values de cession de titres disponibles à la vente sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Résultat net des cessions des investissements financiers » tandis que les plus-values et moins-values latentes sont enregistrées sur la ligne « Plus- ou moins-values latentes comptabilisées en capitaux propres » sous « Titres disponibles à la vente » dans l'état du résultat global.

Les passifs de transaction valorisés en utilisant une technique de transaction avec des données non observables significatives sont majoritairement des obligations structurées indexées sur des actions émises par HSBC et qui fournissent à la contrepartie un bénéfice lié à la performance de certaines actions et portefeuilles. Ces titres sont classés comme « Level 3 » en raison du caractère non-observable de paramètres tels que la volatilité des actions à long terme ou bien la corrélation du prix des actions entre eux, des prix d'actions avec les taux d'intérêt et des taux d'intérêt avec les taux de change.

Variation de la juste valeur des instruments classés en Level 3

(En millions d'euros.)	Actifs				Passifs		
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés (1)	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés (1)
Au 1 ^{er} janvier 2016	313	4	-	524	149	-	326
Profits/(pertes) comptabilisés en compte de résultat	-2	-2	-	156	99	-	154
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transactions hors marge nette d'intérêt	-	-2	-1	156	99	-	154
Gains ou pertes sur opérations d'investissements financiers disponibles à la vente	-2	-	-	-	-	-	-
Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	25	-	-	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente : profits/(pertes)	25	-	-	-	-	-	-
Achats	27	-	20	-	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	-	-	-
Ventes	-115	-	-	-	-	-	-
Arrivées à échéance	-	-	-	-14	1	-	13
Sorties	-	-	-	-3	-4	-	-1
Entrées	3	-	-	3	1	-	3
Différences de conversion	-	-	-	4	-	-	-3
Au 31 décembre 2016	251	2	19	670	246	-	492
Profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat	5	-2	-1	113	130	-	8
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transactions hors marge nette d'intérêt	5	-2	-1	113	130	-	8
Coût du risque et autres provisions sur risques de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes sur opérations d'investissements financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les dérivés comprennent les montants avec les autres entités du Groupe HSBC.

(En millions d’euros.)	Actifs				Passifs		
	Titres disponibles à la vente	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés (1)	Titres de transaction	Titres sous option juste valeur	Dérivés (1)
Au 1 ^{er} janvier 2015	74	-	-	348	-	-	270
Profits/(pertes) comptabilisés en compte de résultat	-8	-	-	222	-	-	41
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transactions hors marge nette d’intérêt	-	-	-	222	-	-	41
Gains ou pertes sur opérations d’investissements financiers disponibles à la vente	-8	-	-	-	-	-	-

Profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	15	-	-	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente : profits/(pertes)	15	-	-	-	-	-	-
Achats	42	-	-	-	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	-	-	-
Ventes	-12	-	-	-	-	-	-
Arrivées à échéance	-	-	-	-54	-	-	8
Sorties	-	-	-	-354	-	-	-257
Entrées	201	4	-	362	149	-	264
Différences de conversion	1	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	313	4	-	524	149	-	326
Profits/(pertes) non réalisés, comptabilisés en compte de résultat	-	-	-	524	-	-	326
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de transactions hors marge nette d'intérêt	-	-	-	524	-	-	326
Coût du risque et autres provisions sur risques de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes sur opérations d'investissements financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les dérivés comprennent les montants avec les autres entités du Groupe HSBC.

Sensibilité des justes valeurs des instruments classés en Level 3 à des hypothèses alternatives probables raisonnables

La juste valeur des instruments financiers est parfois évaluée sur la base de techniques d'évaluation qui comportent des hypothèses qui ne sont pas étayées par les prix des opérations de marché observables sur les mêmes instruments et ne se fondent donc pas sur des données de marché observables.

(En millions d'euros.)	Comptabilisés en perte ou profit		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	
	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables
Au 31/12/2016				
Dérivés/Portefeuille de transaction ¹	4	-4	-	-
Actifs et passifs financiers sous option juste valeur	1	-1	-	-
Titres disponibles à la vente	-	-	26	-21
Au 31/12/2015				
Dérivés/Portefeuille de transaction (1)	5	-5	-	-
Actifs et passifs financiers sous option juste valeur	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente	2	-2	23	-23

(1) Les Dérivés et portefeuille de transaction sont représentés en une seule catégorie afin de refléter la manière dont le risque inhérent à ces instruments financiers est géré.

Le tableau ci-après montre la sensibilité des justes valeurs classées en Level 3 à des hypothèses alternatives probables et raisonnables.

(En millions d'euros.)	Comptabilisés en perte ou profit		Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	
	Variations favorables	Variations défavorables	Variations favorables	Variations défavorables
Au 31/12/2016				
Investissements en private equity	1	-1	26	-21
Titres adossés à des actifs (ABS)	-	-	-	-
Titres structurés	-	-	-	-
Dérivés	4	-4	-	-
Autres portefeuilles	-	-	-	-
Au 31/12/2015				
Investissements en private equity	2	-2	23	-23
Titres adossés à des actifs (ABS)	-	-	-	-
Titres structurés	-	-	-	-
Dérivés	5	-5	-	-
Autres portefeuilles	-	-	-	-

Les variations favorables et défavorables sont calculées sur la base des changements de valeur de l'instrument, obtenus en faisant varier les niveaux des paramètres non observables à l'aide de techniques statistiques. Lorsque les paramètres ne se prêtent pas à une analyse statistique, l'évaluation de l'incertitude repose sur l'exercice du jugement.

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est fonction de plusieurs hypothèses non observables, le tableau ci-dessus indique la variation la plus favorable ou la plus défavorable obtenue en faisant varier les hypothèses individuellement.

Principales données d'entrée non observables pour les instruments financiers de Level 3

Le tableau suivant énumère les principales données d'entrée non observables pour les instruments financiers de Level 3, et indique la gamme des données utilisées au 31 décembre 2016. Les catégories des données d'entrée non observables sont décrites plus en détail ci-après.

(En millions d'euros.)	Juste valeur (1)		Evaluation technique	Principales données non observables	Gamme complète des données		Cœur des données	
	Actifs	Passifs			Basse	Haute	Basse	Haute
Au 31/12/2016								
Private equity y compris les investissements stratégiques	270	-	Voir notes ci-dessous	Voir notes ci-dessous	n/a	n/a	n/a	n/a
Titres adossés à des actifs (ABSs)	-	-	Données de marché	Cotations à l'achat	-	-	-	-
CLO/CDO (2)	-	-			-	-	-	-
Autres ABSs	-	-			-	-	-	-
Produits structurés	2	246			-	-	-	-
Obligations indexes sur des actions	-	-	Modèle de valorisation	Volatilité des actions Corrélation des actions	-	-	-	-
Titres indexés sur des fonds	-	-	Modèle de valorisation	Volatilité des fonds	-	-	-	-
Titres indexés sur du changes	-	-	Modèle de valorisation	Volatilité de change	-	-	-	-
Autres	2	246						
Dérivés	670	492						
Dérivés de taux	-	-						
Swaps de titrisation	161	4	Modèle DCF (3)	Taux de remboursement anticipé	50 %	50 %	50 %	50 %
Options sur swaps longue durée	439	389	Modèle de valorisation	Volatilité du taux d'intérêt	9 %	24 %	10 %	23 %
Autres	70	99						
Dérivés de change	-	-	Modèle de valorisation	Volatilité de change	10 %	14 %	10 %	14 %
Options	-	-						
Dérivés actions	-	-	Modèle de valorisation	Volatilité de change	-	-	-	-
Options longue durée	-	-						
Autres	-	-						
Dérivés de crédit	-	-						
Autres	-	-						
Autres portefeuilles	-	-						
Total level 3	942	738						

(1) Y compris les montants Level 3 avec des entités du Groupe HSBC.

(2) Collateralised loan obligation / collateralised debt obligation (Option de prêt collatéralisé / Obligation structure adossée à des emprunts).

(3) Discounted cash flow (actualisation des flux de trésorerie).

(En millions d'euros.)	Juste valeur (1)		Evaluation technique	Principales données non observables	Gamme complète des données		Cœur des données	
	Actifs	Passifs			Basse	Haute	Basse	Haute
Au 31/12/2015								
Private equity y compris les investissements stratégiques	313	-	Voir notes ci-dessous	Voir notes ci-dessous	n/a	n/a	n/a	n/a
Titres adossés à des actifs (ABSs)	-	-	Données de marché	Cotations à l'achat	-	-	-	-
CLO/CDO (2)	-	-			-	-	-	-
Autres ABSs	-	-			-	-	-	-
Produits structurées	4	149			-	-	-	-
Obligations indexes sur des actions	-	-	Modèle de valorisation	Volatilité des actions Corrélation des actions	-	-	-	-
Titres indexés sur des fonds	-	-	Modèle de valorisation	Volatilité des fonds	-	-	-	-
Titres indexés sur du changes	-	-	Modèle de valorisation	Volatilité de change	-	-	-	-
Autres	4	149						
Dérivés	524	326						
Dérivés de taux	-	-						
Swaps de titrisation	144	6	Modèle – DCF (3)	Prepayment rate	50 %	50 %	50 %	50 %
Options sur swaps longue durée	336	289	Modèle de valorisation	IR volatility	11 %	35 %	13 %	31 %
Autres	43	30						
Dérivés de change	-	-						
Options	1	1	Modèle de valorisation	FX volatility	5 %	14 %	5 %	14 %
Dérivés actions	-	-						
Options longue durée	-	-	Modèle de valorisation	Equity volatility	-	-	-	-

Autres	-	-					
Dérivés de crédit	-	-					
Autres	-	-					
Autres portefeuilles	-	-					
Total level 3	841	475					

(1) Y compris les montants Level 3 avec des entités du Groupe HSBC
(2) Collateralised loan obligation / collateralised debt obligation (Option de prêt collatéralisé / Obligation structure adossée à des emprunts).
(3) Discounted cash flow (actualisation des flux de trésorerie).

Investissements de l'activité de capital risque, y compris les investissements stratégiques

Les investissements de l'activité de capital risque, y compris stratégiques de HSBC sont généralement classés comme actifs disponibles à la vente et ne sont pas négociés sur un marché actif. En l'absence de marché actif pour un investissement donné, la juste valeur est estimée à partir de l'analyse de la situation financière et des résultats de l'entité, son profil de risque, ses perspectives et d'autres facteurs, et par référence aux valorisations de marché d'entités similaires cotées sur un marché actif ou au prix auquel des entités similaires ont été cédées. Etant donné que l'investissement doit être analysé de manière individuelle, il n'est pas envisageable de faire référence à des données de marché significatives inobservables.

Taux de remboursement anticipé

Les taux de remboursement anticipé mesurent le rythme futur prévu auquel un portefeuille de prêts sera remboursé par anticipation sur la date d'échéance. Les taux de remboursement anticipé constituent une variable importante dans les modèles d'estimation de valeur des titres adossés à des actifs (ABS). Le prix peut être déterminé par modélisation lorsqu'il n'existe pas de prix de marché observables pour permettre de déterminer directement un prix de marché. Les taux de remboursement anticipé constituent également une variable importante dans l'évaluation des instruments financiers dérivés liés aux titrisations. Par exemple, la valeur notionnelle des « swaps de titrisation » est liée à la taille du portefeuille de prêts titrisés, qui est susceptible de diminuer en cas de remboursements anticipés. Les taux de remboursement anticipé varient en fonction de la nature du portefeuille de prêts, et des conditions de marché futures anticipées. Par exemple, une augmentation du taux de remboursement anticipé sera généralement anticipée en cas de hausse des taux d'intérêt. Les taux de remboursement anticipé peuvent être estimés à partir de divers éléments, tels que les taux de remboursement anticipé évalués à partir d'une approximation des prix observables des valeurs mobilières, les taux de remboursement anticipés courants ou historiques, les modèles macroéconomiques.

Marché de substitution

Une estimation des prix à partir d'un marché de substitution peut être utilisée pour un instrument pour lequel il n'existe pas de prix coté spécifique, lorsqu'il existe des données sur des instruments présentant des caractéristiques communes. Dans certains cas, il est possible d'identifier un instrument de substitution particulier, mais de façon plus générale les données s'appuieront sur un plus large éventail d'instruments pour favoriser la compréhension des facteurs qui influencent les prix actuels du marché et les modalités selon lesquelles s'exerce cette influence. Par conséquent, la fourchette de prix utilisée comme variable dans la méthode d'estimation des prix à partir d'un marché de substitution peut être large. Toutefois, la largeur de cette fourchette n'est pas révélatrice du degré d'incertitude associé au prix obtenu pour un titre particulier.

Volatilité

La volatilité mesure la variabilité future anticipée d'un prix coté. Elle tend à augmenter dans les phases de tensions sur les marchés, et à diminuer lorsque les marchés sont plus stables. La volatilité est une variable importante dans l'évaluation du prix d'une option. En règle générale, plus la volatilité est élevée, plus le prix de l'option sera élevé, en raison de la probabilité accrue d'une hausse du rendement de l'option, et des coûts potentiellement plus élevés que pourrait subir HSBC France pour couvrir les risques associés à cette option. Si le prix des options venait à augmenter de manière excessive, cela augmenterait la valeur des positions longues (acheteuses) sur options de HSBC France, tandis que HSBC France subirait des pertes sur ses positions courtes (vendeuses) sur options.

La volatilité varie selon le prix de marché de référence du sous-jacent, et selon le prix d'exercice et l'échéance de l'option. Elle varie également dans le temps. De ce fait, il est malaisé de se prononcer de manière générale sur les niveaux de volatilité. Par exemple, s'il est généralement vrai que la volatilité des taux de change est plus faible que celle des actions, cette observation peut s'avérer inexacte pour certaines paires de devises ou pour certaines actions particulières.

Certaines volatilités, notamment à long terme, ne sont pas observables. La volatilité non observable est alors estimée à partir de données observables. Par exemple, les volatilités à long terme peuvent être extrapolées à partir des volatilités à court terme.

La fourchette des volatilités non observables présentées dans le tableau ci-après reflète l'amplitude des variations des variables de volatilité selon le prix de marché de référence. Par exemple, la volatilité des taux de change pour une devise à cours fixe peut être très faible, tandis que pour les devises non ancrées, la volatilité peut être plus élevée. De même, les volatilités pour les options sur actions profondément dans la monnaie ou profondément hors de la monnaie peuvent être sensiblement plus élevées que pour les options à la monnaie du fait d'un « skew de volatilité ». Pour une même volatilité non observable, le degré d'incertitude qui intervient dans le calcul de la volatilité est sensiblement moins élevé dans la fourchette évoquée plus haut.

Corrélation

La corrélation constitue une mesure de l'inter-corrélation qui existe entre deux prix du marché. La corrélation est un nombre compris entre -1 et +1. Une corrélation positive signifie que deux prix du marché ont tendance à varier dans la même direction, une corrélation de +1 indiquant qu'ils varient toujours dans la même direction. Une corrélation négative signifie que deux prix du marché ont tendance à varier dans des directions opposées, une corrélation de -1 indiquant qu'ils varient toujours dans des directions opposées.

La corrélation sert à évaluer des instruments plus complexes lorsque le dividende dépend de plusieurs cours du marché. Par exemple, une option sur panier d'actions a un dividende qui dépend des performances d'un panier d'actions individuelles et la corrélation entre les variations du cours de ces actions représentera une donnée pour l'évaluation. C'est ce que l'on appelle une corrélation actions/actions. La corrélation représente une variable pour un très large éventail d'instruments. Par conséquent, un grand éventail de corrélations d'actifs identiques (une corrélation actions/actions par ex.) et de corrélations d'actifs croisés (une corrélation taux de change/taux d'intérêt par ex.) est utilisé. En général, l'éventail des corrélations d'actifs identiques sera plus petit que celui des corrélations d'actifs croisés.

Il se peut qu'une corrélation soit non observable. Les corrélations non observables peuvent être estimées à partir d'un ensemble de données, dont les services de cotation par consensus, les prix du marché de HSBC, les corrélations de substitution et l'examen des anciennes relations entre les prix.

Les corrélations non observables figurant dans le tableau reflètent la grande variation des données de corrélation en fonction de la paire de prix du marché. Pour une corrélation non observable, l'incertitude dans la détermination de la corrélation est probablement moindre que celle pour les corrélations indiquées ci-dessus.

Spread de crédit

Le spread de crédit est la prime au-dessus d'un taux d'intérêt de référence qui est requise par le marché pour accepter une qualité de crédit inférieure. Dans un modèle de flux de trésorerie actualisés, le spread de crédit augmente les facteurs d'actualisation appliqués aux futurs flux de trésorerie, ce qui diminue la valeur d'un actif. Les spreads de crédit peuvent être obtenus implicitement à partir des prix du marché. Il se peut que les spreads de crédit soient non observables dans les marchés moins liquides.

Relations entre les données de marché non observables essentielles

Il se peut que les données de marché non observables essentielles pour les instruments de niveau 3 ne soient pas indépendantes l'une de l'autre. Comme indiqué ci-dessus, il est possible de corréler des variables de marché. Cette corrélation reflète généralement comment les différents marchés ont tendance à réagir face aux événements macroéconomiques ou autres. Par exemple, l'amélioration de la conjoncture économique risque d'entraîner un marché « à risque » dans lequel les prix des actifs risqués, tels que les actions et les obligations à rendement élevé, augmenteront et les valeurs refuges, telles que l'or et les bons du trésor américains, connaîtront une baisse. En outre, l'impact des variables de marché sur le portefeuille de HSBC dépendra de la position en risque nette de HSBC pour chaque variable. Par exemple, l'augmentation des prix des obligations à rendement élevé bénéficiera aux positions longues sur obligations à rendement élevé, mais la valeur des protections sur dérivés de crédit détenues en contrepartie de ces obligations connaîtra une baisse.

10. – Juste valeur des instruments financiers non évalués à la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur au bilan. La valeur comptable de tous les autres instruments financiers est égale à leur juste valeur :

(En millions d'euros.)	Juste valeur				
	Valeur comptable	Level 1 – Cotation de marché	Level 2 – Utilisation de données de marché observables	Level 3 – Utilisation de données de marché non observables	Total
Au 31/12/2016					
Actif					
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 379	-	3 380	-	3 380
Prêts et créances sur la clientèle	41 327	-	-	41 900	41 900
Opérations de prise en pension - hors trading	11 862	-	11 862	-	11 862
Passif					
Dettes envers les établissements de crédit	12 061	-	12 061	-	12 061
Comptes créditeurs de la clientèle	34 220	-	34 245	-	34 245
Opérations de mise en pension - hors trading	7 592	-	7 592	-	7 592
Dettes représentées par un titre	6 616	-	6 621	-	6 621
Dettes subordonnées	276	-	276	-	276
Au 31/12/2015					
Actif					
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 660	-	4 660	-	4 660
Prêts et créances sur la clientèle	38 524	-	-	38 054	38 054
Opérations de prise en pension - hors trading	10 163	-	10 163	-	10 163
Passif					
Dettes envers les établissements de crédit	7 086	-	7 086	-	7 086
Comptes créditeurs de la clientèle	32 811	-	32 833	-	32 833
Opérations de mise en pension - hors trading	10 283	-	10 283	-	10 283
Dettes représentées par un titre	10 501	-	10 506	-	10 506
Dettes subordonnées	276	-	276	-	276

La liste ci-après énumère les instruments financiers dont la valeur comptable représente une approximation raisonnable de la juste valeur en raison, par exemple, du fait qu'il s'agisse par nature d'instruments financiers à court terme, ou qu'ils soient fréquemment réévalués aux cours du marché en vigueur :

Actif

- liquidités et soldes auprès des banques centrales ;
- éléments en cours de recouvrement auprès d'autres banques ;
- endossements et effets acceptés ;
- créances à recevoir à court terme dans « Autres actifs » ;
- produits à recevoir.

Passif

- éléments en cours de transmission à d'autres banques ;
- contrats d'investissement comportant des clauses de participation discrétionnaire entrant dans les « Engagements au titre des contrats d'assurance » ;
- endossements et effets acceptés ;
- créances à payer à court terme dans « Autres passifs » ;
- charges à payer.

Valorisation

La mesure de la juste valeur correspond à l'estimation par HSBC France du prix à recevoir sur la vente d'un actif ou sur le transfert d'un engagement dans le cadre d'une transaction régulière entre des participants au marché à la date de la mesure. Elle ne rend pas compte des bénéfices ni des coûts économiques susceptibles de découler des flux de trésorerie des instruments concernés pendant leur durée de vie future escomptée. D'autres entités publiant leurs états financiers peuvent recourir à des méthodes et à des hypothèses de valorisation différentes pour déterminer les justes valeurs, en l'absence de cours de marché observables.

La juste valeur des actifs et passifs financiers est calculée à l'aide de modèles tenus à jour par HSBC France et reposant sur l'actualisation des flux de trésorerie escomptés. L'écart de juste valeur calculé concerne essentiellement des prêts gagés sur des biens immobiliers résidentiels. Sur ce segment de produit, le plus important écart de juste valeur procède des options de remboursement anticipé prévues dans les prêts hypothécaires, qui correspondent au coût pour la banque de l'option intégrée.

Les justes valeurs mentionnées dans la présente note s'entendent à une date donnée et peuvent différer fortement des montants qui seront effectivement versés aux dates d'échéance ou de règlement des instruments financiers concernés. Bien souvent, il ne sera pas possible de réaliser immédiatement la juste valeur estimée en raison de la taille des portefeuilles évalués. De ce fait, ces justes valeurs ne représentent pas la valeur de ces instruments financiers pour le groupe dans une perspective de continuité d'exploitation.

Prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle

La juste valeur des prêts et avances est fondée sur les transactions de marché observables, lorsqu'elles sont disponibles. En leur absence, la juste valeur est estimée en utilisant des modèles de valorisation qui utilisent de nombreuses hypothèses. Ces hypothèses peuvent comprendre des estimations de valeur faites par des courtiers indépendants qui reflètent les activités d'échange de gré à gré, des modèles d'actualisation des flux de trésorerie futurs utilisant des hypothèses que HSBC estime cohérentes avec celles qui seraient utilisées par les acteurs du marché pour valoriser de tels prêts ; et des données d'échange d'autres acteurs du marché qui incluent des échanges primaires et secondaires observés.

Les prêts sont groupés dans des ensembles homogènes selon leurs caractéristiques. La ventilation d'un portefeuille de prêts prend en compte tous les facteurs matériels, comme l'ancienneté, la période d'origination, des estimations des taux d'intérêts futurs, la vitesse du remboursement anticipé, le taux de défaillance, le rapport prêt-valeur (« Loan to Value » ou LTV), la qualité de la garantie, la probabilité de défaut et les notes internes de risque de crédit.

La juste valeur d'un prêt reflète à la fois les dépréciations des prêts à la date du bilan au 31 décembre et les estimations des attentes des acteurs du marché à propos des pertes de crédit sur la durée de vie des prêts, et l'impact sur la juste valeur de la réévaluation entre la date d'octroi du prêt et la date du bilan de l'exercice.

Dépôts par établissements de crédit et comptes clients

Les justes valeurs sont estimées en utilisant des flux de trésorerie actualisés, en appliquant les taux actuels offerts pour des dépôts à maturités similaires. La juste valeur d'un dépôt remboursable sur demande est approximée par sa valeur comptable.

Dettes représentées par un titre et passifs sous-jacents

Les justes valeurs sont estimées en utilisant des prix de marché cotés à la date du bilan lorsqu'ils sont disponibles, ou bien sur la base de prix de marché cotés pour des instruments similaires.

Opérations de mise et de prise en pension – hors trading

Les justes valeurs sont estimées en utilisant l'actualisation des flux de trésorerie, en appliquant les taux actuels. Les justes valeurs se rapprochent de la valeur comptable car leurs soldes sont en général à court terme.

11. – Actifs financiers sous option juste valeur par compte de résultat

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Bons du Trésor et assimilés	-	-
Obligations et autres titres à revenus fixes	1 028	1 107
Actions et autres titres à revenus variables	6 272	5 650
Titres sous option de juste valeur	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5	11
Total actifs financiers sous option juste valeur	7 305	6 768

Au 31 décembre 2016, les actifs financiers sous option juste valeur par compte de résultat sont principalement détenus par HSBC Assurances Vie (France).

12. – Instruments dérivés**a. – Principes comptables**

Les instruments dérivés sont comptabilisés initialement, et réévalués ultérieurement, à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée par les cours cotés sur les marchés actifs ou, en l'absence de marché actif, à l'aide de techniques d'évaluation incluant les opérations de marché récentes. Ces méthodes d'évaluation incluent aussi, en fonction des besoins, les modèles d'actualisation des flux de trésorerie et les modèles d'évaluation des options négociables. En règle générale, la juste valeur initiale d'un instrument dérivé est le prix de transaction (c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue). Cependant, dans certains cas, la juste valeur d'un instrument est déterminée par comparaison avec d'autres transactions de marché observables sur le même instrument ou par une méthode d'évaluation dont les paramètres sont exclusivement composés de données de marché observables, notamment les courbes de taux d'intérêt, les fourchettes de volatilité déduites des cotations des options et les taux de change. Lorsqu'il existe de telles données, HSBC France constate un gain ou une perte sur opérations des portefeuilles de transaction à la date de mise en place de l'instrument. En l'absence de données de marché observables, l'écart constaté entre le prix de transaction et la valorisation issue du modèle d'évaluation n'est pas constaté immédiatement au compte de résultat mais comptabilisé sur la durée de vie de l'opération sur des bases appropriées, ou enregistré au compte de résultat lorsque les paramètres deviennent observables, soit à l'échéance, soit au dénouement de l'opération.

Certains instruments dérivés incorporés à d'autres instruments financiers, telle que l'option de conversion d'une obligation convertible détenue, sont traités comme des instruments dérivés séparés lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas étroitement associés au contrat hôte, lorsqu'ils répondent à la définition d'un instrument dérivé et lorsque l'instrument hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat (portefeuilles de transaction ou actifs et passifs sous option juste valeur). Ces dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant constatées ultérieurement au compte de résultat. Les dérivés incorporés aux produits d'épargne-logement. (Plan Epargne Logement/

Compte Epargne Logement) figurent parmi les principaux dérivés incorporés identifiés et, à ce titre, ont fait l'objet d'une valorisation selon un modèle propre à HSBC France.

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la juste valeur est positive et en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les actifs et passifs financiers concernant des transactions différentes ne sont compensés que si ces dernières sont réalisées avec la même contrepartie et lorsqu'il existe un droit légal inconditionnel de compensation et une intention de règlement en net ou simultanément à une même date.

La méthode de constatation des gains ou pertes de juste valeur sur instruments dérivés diffère selon que l'instrument est détenu à des fins de transaction ou classé comme instrument de couverture et, dans ce dernier cas, selon la nature du risque couvert. Tous les gains et pertes résultant de variations de la juste valeur des instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au compte de résultat. Les instruments dérivés classés comme instruments de couverture entrent dans les catégories suivantes : (i) couverture de la variation de la juste valeur d'actifs ou passifs ou engagements fermes (« Couverture de juste valeur ») ; (ii) couverture de la variation des flux de trésorerie futurs hautement probables attribuables à un actif ou passif ou à une opération future (« Couverture de flux de trésorerie ») ou (iii) couverture d'investissements nets en devises (« Couverture d'investissement net »). Le traitement de couverture est subordonné au respect de certaines conditions.

Comptabilité de couverture

Conformément à la politique du Groupe HSBC, HSBC France n'utilise pas les dispositions dites du « carve out » prévues par le Règlement européen n° 2086/2004 dans le cadre des opérations de macrocouverture.

Conformément à la norme IAS 39, l'application du traitement de couverture présuppose la documentation de la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui ont présidé à l'opération. Par ailleurs, les conditions d'application incluent l'obligation de mesurer, à la mise en place de la couverture puis de manière continue, l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture. Les intérêts sur les instruments de couverture sont inclus dans la « Marge nette d'intérêt ».

Couverture de juste valeur

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés qualifiés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat ainsi que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif ou du groupe d'actifs ou de passifs attribuables au risque couvert.

Si la relation de couverture ne remplit plus les critères de comptabilité de couverture, le traitement de couverture est suspendu. L'ajustement de l'élément couvert au titre du risque couvert est alors amorti au compte de résultat sur la durée restant à courir suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsque l'élément couvert est un titre de capital classé dans la catégorie des actifs disponibles à la vente, la suspension du traitement de couverture entraîne la comptabilisation des variations de valeur du titre couvert en réserves des titres disponibles à la vente à compter de la date à laquelle le traitement de couverture est interrompu.

Couverture de flux de trésorerie

Les variations de juste valeur sur la partie efficace des dérivés classés en couvertures de flux de trésorerie sont inscrites dans une réserve distincte des fonds propres dans les « Autres éléments du résultat global » sous le poste « Couverture de flux de trésorerie ». Les gains ou pertes relatifs à la partie inefficace sont comptabilisés au compte de résultat.

Les montants cumulés enregistrés en réserves sont transférés en résultat suivant le même rythme que la reconnaissance en résultat du risque couvert. Lorsque la transaction couverte aboutit à la constatation d'un actif ou d'un passif non financier, les gains ou pertes précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassifiés et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif.

Lorsqu'une couverture ne remplit plus les critères requis par la norme et que les cash-flows futurs de l'opération initialement couverte cessent d'être hautement probables tout en restant probables, les gains ou pertes cumulés en autres éléments du résultat global sont amortis dans le compte de résultat sur la durée de vie restant à courir de l'instrument de couverture. Lorsque les cash-flows de l'opération future cessent d'être probables, les gains ou pertes cumulés comptabilisés en autres éléments du résultat global sont immédiatement transférés dans le compte de résultat.

Test d'efficacité de la couverture

En application de la norme IAS 39, une couverture ne peut bénéficier du traitement de couverture que si elle est hautement efficace. L'efficacité attendue de chaque couverture, à sa mise en place et tout au long de sa durée de vie, doit être très élevée (efficacité prospective). L'efficacité observée (efficacité rétrospective) est démontrée de façon régulière et au minimum à chaque arrêté comptable.

La documentation de chaque relation de couverture expose les modalités d'évaluation de l'efficacité de la couverture. La méthode qu'une entité de HSBC France adopte pour évaluer l'efficacité de la couverture dépend de la stratégie de gestion des risques.

Une couverture est efficace si les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert et de l'instrument de couverture se compensent totalement ou en quasi-totalité. En ce qui concerne l'efficacité prospective, les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie doivent se compenser dans une fourchette de 90 à 110 %. En ce qui concerne l'efficacité rétrospective, les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie doivent se compenser dans une fourchette de 80 à 125 % pour que la couverture soit considérée comme efficace.

Instruments dérivés non admis en comptabilité de couverture

Tous les gains et pertes découlant des variations de la juste valeur d'un instrument dérivé non admis en comptabilité de couverture sont constatés immédiatement au compte de résultat. Ces gains et pertes sont comptabilisés en « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction » et en « Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur » lorsque les dérivés sont gérés conjointement avec des instruments financiers sous option juste valeur.

Les intérêts sur les dérivés sont gérés conjointement avec les titres de créance émis par le groupe et qui sont comptabilisés sous leur juste valeur et reconnus comme charge financière. Tous gains ou pertes sur les dérivés sont reportés en résultat net provenant des instruments financiers sous option de juste valeur.

Les instruments dérivés non admis en comptabilité de couverture comprennent les instruments de couverture non éligibles pour lesquelles la comptabilité de couverture n'a pas ou n'a pu être appliquée. L'ampleur et l'orientation des variations de juste valeur de ces instruments de couverture peuvent être volatiles d'une année sur l'autre, mais elles ne modifient pas les flux de trésorerie attendus. Les instruments de couvertures non éligibles opèrent comme des couvertures économiques des actifs et passifs concernés.

b. – Emploi des instruments dérivés

L'utilisation par HSBC France d'instruments dérivés sert principalement à créer des solutions de gestion des risques pour ses clients, pour gérer le portefeuille de risques résultant d'opérations avec la clientèle et gérer et couvrir les risques auxquels le groupe HSBC France est exposé. D'un point de vue comptable, les instruments dérivés sont divisés en deux catégories, selon qu'ils servent une finalité de transaction ou de couverture. Les produits dérivés (excepté les instruments financiers dérivés qualifiés d'instruments de couverture efficaces tels que définis dans l'IAS 39) sont considérés détenus à des fins de transaction. La catégorie des instruments détenus à des fins de transaction recouvre deux types de produits dérivés : la première catégorie inclut les produits dérivés qui sont utilisés dans le cadre d'activités de transaction et pour le compte de la clientèle et ceux qui sont employés pour gérer les risques mais qui, pour diverses raisons, ne remplissent pas les critères d'application du traitement de couverture. La seconde catégorie d'instruments détenus à des fins de transaction comprend les produits dérivés associés à des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur. Ces activités font l'objet d'une description plus détaillée ci-après.

D'importantes positions sur portefeuilles de produits dérivés sont constituées par le groupe HSBC France au titre de ses activités. Ces positions sont gérées en continu pour s'assurer qu'elles ne dépassent pas les niveaux de risques acceptables, avec les opérations correspondantes utilisées pour y parvenir le cas échéant. Pour ses transactions sur les instruments dérivés, le groupe HSBC France met en œuvre les mêmes procédures de gestion des risques pour évaluer et autoriser les expositions aux risques de crédit que dans le cadre de ses activités traditionnelles de prêt.

Le tableau ci-après présente par type de contrat, la juste valeur des instruments dérivés :

(En millions d'euros.)	31/12/2016					
	Actifs			Passifs		
	Transaction	Couverture	Total	Transaction	Couverture	Total
Change	5 099	16	5 115	-5 026	-26	-5 052
Taux d'intérêt	53 514	330	53 844	-50 102	-544	-50 646
Actions	160	-	160	-65	-	-65
Dérivés de crédit	-	-	-	-2	-	-2
Matières premières et autres	-	-	-	-	-	-
Total brut	58 773	346	59 119	-55 195	-570	-55 765
Compensations			-11 752			11 752
Total net			47 367			-44 013

(En millions d'euros.)	31/12/2015					
	Actifs			Passifs		
	Transaction	Couverture	Total	Transaction	Couverture	Total
Change	4 972	21	4 993	-4 851	-	-4 851
Taux d'intérêt	52 960	402	53 362	-50 352	-647	-50 999
Actions	164	-	164	-85	-	-85
Dérivés de crédit	1	-	1	-4	-	-4
Matières premières et autres	-	-	-	-	-	-
Total brut	58 097	423	58 520	-55 292	-647	-55 939
Compensations			-9 036			9 036
Total net			49 484			-46 903

1. – Instruments dérivés de transaction

La plupart des transactions réalisées par le groupe HSBC France sur les marchés de produits dérivés s'inscrivent dans le cadre de ses activités de transaction. Les positions résultent de l'activité avec les clients, y compris en raison de la demande raisonnablement attendue à court terme des clients et de la couverture dynamique des positions.

Comme indiqué plus haut, la catégorie des instruments dérivés de transaction comprend aussi les instruments dérivés de couverture non éligibles, les instruments dérivés de couverture inefficaces et les composantes d'instruments dérivés de couverture qui ne rentrent pas en ligne de compte pour évaluer l'efficacité des couvertures. Les instruments dérivés de couverture non éligibles sont ceux utilisés dans le cadre de la gestion des risques qui ne remplissent pas les critères de la comptabilité de couverture ou n'ont pas été formellement désignés en tant qu'instruments de couverture. Il s'agit notamment d'instruments dérivés associés à des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur par résultat et également des dérivés de macro-couverture qui ne peuvent être éligibles à la couverture au sens de la norme IAS 39.

Les instruments de couverture inefficaces sont d'anciennes couvertures qui ne remplissent plus les critères de la comptabilité de couverture.

Les plus et moins-values résultant de l'évolution de la juste valeur des instruments dérivés, intérêt contractuel compris, non éligibles à la comptabilité de couverture sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur opérations des portefeuilles de transaction », excepté les plus- et moins-values sur les instruments dérivés associés à des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur par résultat, reprises dans la rubrique « Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur », avec les produits et charges sur les éléments couverts. Lorsque les produits dérivés sont gérés avec des titres de créance en circulation, l'intérêt contractuel apparaît dans les « Charges d'intérêts », avec les intérêts dus sur les créances émises.

Montants notionnels des contrats sur les instruments dérivés détenus à des fins de transaction, par type de produit

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Change	128 202	145 074
Taux d'intérêt	2 235 593	2 270 287
Actions	8 667	10 695
Dérivés de crédit	104	166
Total des produits dérivés	2 372 566	2 426 222

Le montant notionnel des contrats correspond à la valeur nominale des opérations non dénouées à la date du bilan ; il ne représente pas une exposition au risque.

Le montant notionnel des contrats sur dérivés de crédit de 104 millions d'euros (2015 : 166 millions d'euros) correspond notamment à des achats de protection. HSBC France ne vend pas de contrat de protection.

Instruments dérivés valorisés à partir de modèles intégrant des données non observables

Le tableau ci-après fait apparaître le montant restant à intégrer dans le compte de résultat et relatif à l'écart au moment de la comptabilisation initiale entre la juste valeur (le prix de l'opération) et le montant qui aurait résulté de l'utilisation à cette date des techniques employées pour des valorisations ultérieures :

(En millions d'euros.)	2016	2015
Solde non amorti au 1 ^{er} janvier	3	3

Nouvelles opérations	-	-
Intégration dans le compte de résultat sur la période		
Amortissement	-	-
Paramètres inobservables devenus observables	-	-
Échéance ou fin, ou dérivés de compensation	-	-
Solde non amorti au 31 décembre	3	3

2. – Comptabilité de couverture

HSBC France emploie des instruments dérivés (principalement des swaps de taux d'intérêt) à des fins de couverture dans le cadre de la gestion de ses portefeuilles d'actifs et de passifs et de ses positions de taux structurelles. Ces opérations permettent au groupe d'optimiser le coût global de son accès aux marchés de capitaux de dettes et de gérer les risques de marché liés aux écarts structurels de profil (échéance, nature de taux ou autre) entre ses actifs et ses passifs.

Le traitement comptable des opérations de couverture varie en fonction de la nature de l'instrument couvert et du type d'opération de couverture. Les instruments dérivés peuvent être considérés comme des couvertures d'un point de vue comptable s'il s'agit de couvertures de juste valeur ou de couvertures de flux de trésorerie, ou en tant qu'instruments de couverture de ses investissements nets dans des opérations en monnaies étrangères. Ces catégories font chacune ci-après l'objet d'une présentation sous un paragraphe distinct.

Au 31 décembre 2016 et 2015, HSBC France ne détenait pas de dérivés classés dans la catégorie « Couverture d'investissements nets en devises ».

Le tableau ci-après présente les montants notionnels des instruments dérivés détenus à des fins de couverture, par type de produit :

(En millions d'euros.)	2016		2015	
	Couverture de flux de trésorerie	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie	Couverture de juste valeur
Taux de change	63	586	-	334
Taux d'intérêt	21 137	14 661	24 356	11 085
Au 31 décembre	21 200	15 247	24 356	11 419

Le montant notionnel des contrats correspond à la valeur nominale des opérations non dénouées à la date du bilan ; il ne représente pas une exposition au risque.

Couvertures de juste valeur

Les couvertures de juste valeur mises en place par le groupe HSBC France correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations imputables à l'évolution des taux d'intérêt de marché de la juste valeur de titres du portefeuille AFS (Available for sale) et de prêts ou emprunts à taux fixe. Toutes les variations de la juste valeur des produits dérivés éligibles en tant que couvertures de juste valeur et la totalité des variations de la juste valeur de l'élément couvert sont comptabilisées en compte de résultat. Si la relation de couverture prend fin, l'ajustement de juste valeur de l'élément couvert est amorti en compte de résultat sur la période de couverture restant à courir.

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des encours des instruments dérivés comptabilisés en tant que couvertures de juste valeur s'établissait à 57 millions d'euros à l'actif et 473 millions d'euros au passif (au 31 décembre 2015 : 42 millions d'euros à l'actif et 518 millions d'euros au passif).

Gains ou pertes résultant de variations de la juste valeur des instruments de couverture de juste valeur

(En millions d'euros.)	2016	2015
Sur instruments de couverture	73	38
Sur éléments couverts attribuables au risque couvert	-67	-37
Au 31 décembre	6	1

Au 31 décembre 2016, le montant comptabilisé dans le compte de résultat au titre de l'inefficacité des couvertures de juste valeur est un gain de 6 millions d'euros (au 31 décembre 2015 : un gain de 1 million d'euros).

Couvertures de flux de trésorerie

Le groupe HSBC France est exposé aux variations de flux de trésorerie attendus d'actifs et de passifs d'exploitation qui portent intérêt à des taux variables ou qui pourraient être réinvestis aux conditions de marché en date de réinvestissement. Pour chaque portefeuille d'actifs financiers, il est établi des projections concernant le montant et le calendrier des flux de trésorerie attendus, qui se fondent sur les conditions contractuelles et d'autres facteurs pertinents dont les estimations des avances perçues et des défauts de paiement. Les couvertures mises en place permettent de figer ou d'encadrer la variabilité de ces flux de trésorerie.

Juste valeur des instruments dérivés comptabilisés en tant que couvertures de flux de trésorerie

(En millions d'euros.)	2016		2015	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Change	-	-	-	-
Taux d'intérêt	289	-97	381	-129
Au 31 décembre	289	-97	381	-129

Echéanciers des flux de trésorerie attendus

(En millions d'euros.)	31/12/2016			
	3 mois ou moins	Plus de 3 mois et moins de 1 an	Plus de 1 an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Actifs	6 703	4 420	3 210	2 268

Passifs	-6 821	-6 663	-5 650	-477
Exposition aux flux nets de trésorerie	-118	-2 243	-2 440	1 791

(En millions d'euros.)	31/12/2015			
	3 mois ou moins	Plus de 3 mois et moins de 1 an	Plus de 1 an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Actifs	7 496	7 193	2 590	122
Passifs	-6 792	-6 600	-5 481	-1 976
Exposition aux flux nets de trésorerie	704	593	-2 891	-1 854

Variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie

(En millions d'euros.)	2016	2015
Au 1 ^{er} janvier	-44	2
Montants inscrits directement en capitaux propres durant l'exercice	-30	-36
Montants retirés des capitaux propres et inscrits dans le compte de résultat durant l'exercice	-64	-36
Impôts différés	33	26
Au 31 décembre	-105	-44

Au 31 décembre 2016, le montant enregistré en compte de résultat au titre de l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie est un gain de 0,4 million d'euros (au 31 décembre 2015 : une perte de 0,4 million d'euros).

Dérivés incorporés : épargne-logement

Les comptes et les plans épargne logement (CEL et PEL) sont des instruments financiers spécifiques institués par la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965. Ils associent une phase de collecte des ressources et une phase d'emploi de ces ressources, cette dernière étant conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte.

Dans le cadre de l'évaluation de la juste valeur des dérivés incorporés aux produits d'épargne logement (PEL/CEL), HSBC France a construit un modèle dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

(i) la règle comptable de référence est la norme IAS 39 concernant le calcul de la juste valeur des instruments dérivés ;

(ii) les dérivés considérés sont les options de prêt et d'épargne afférentes aux contrats ouverts à la date d'arrêt :

- le modèle calcule la juste valeur des options de versement exceptionnel et de prorogation consenties aux clients (pour les plans épargne logement uniquement) ;

- le modèle calcule la juste valeur des options d'utilisation des droits à crédits acquis ;

(iii) les valorisations sont effectuées en fonction du comportement des clients, indépendamment pour chaque génération de PEL et globalement pour l'ensemble des CEL.

Au 31 décembre 2016, les dérivés incorporés aux produits d'épargne logement représentent un passif de 6,9 millions d'euros (au 31 décembre 2015 : un passif de 6,3 millions d'euros).

13. – Investissements financiers disponibles à la vente

(En millions d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Bons du Trésor et assimilés	-	-	68	68
Obligations et autres titres à revenu fixe	26 185	26 185	27 282	27 282
Actions	319	319	327	327
Total des investissements financiers	26 504	26 504	27 677	27 677

14. – Actifs remis en garantie de passifs, collatéraux acceptés en garantie d'actifs et actifs financiers transférés

a. – Actifs remis en garantie de passifs

Les actifs financiers engagés pour garantir des passifs se présentent comme suit :

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Effets publics et valeurs assimilées	330	682
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 502	3 754
Prêts et créances de la clientèle	18 008	18 909
Obligations et autres titres à revenu fixe	14 083	16 051
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Autres	-	-
	35 923	39 396

Le tableau ci-dessus représente les actifs dont une sûreté réelle légale garantit les engagements et notamment l'emprunt TLTRO II et des émissions de Covered Bonds. Le montant de tels actifs peut s'avérer supérieur à la valeur comptable des actifs utilisés en nantissement à des fins de financement ou de couverture des engagements. Tel est le cas pour les titrisations et pour les obligations sécurisées lorsque le montant des passifs émis, plus le surdimensionnement obligatoire éventuel, est inférieur à la valeur comptable des actifs financiers disponibles à des fins de financement ou de nantissement dans le groupement d'actifs concerné. Tel est également le cas lorsque des actifs financiers sont placés auprès d'un dépositaire ou d'un agent de règlement qui dispose d'une sûreté sans dessaisissement sur tous les actifs financiers placés, en garantie de tous les engagements figurant dans les comptes de règlement.

Ces transactions sont menées selon les conditions habituelles des opérations avec garantie, impliquant, le cas échéant, le prêt de titres standard et des opérations de pension livrée.

b. – Collatéraux acceptés en garantie d'actifs

La juste valeur des actifs financiers acceptés comme collatéraux, et que le groupe peut vendre ou redonner en garantie en absence de défaut, s'élève à 34 293 millions d'euros au 31 décembre 2016 (35 815 millions d'euros au 31 décembre 2015).

La juste valeur des actifs financiers pris en garantie comme collatéraux qui ont été revendus ou redonnés en garantie s'élève à 29 036 millions d'euros au 31 décembre 2016 (27 293 millions d'euros au 31 décembre 2015). Le groupe a l'obligation de restituer ces actifs.

Ces transactions sont réalisées selon des conditions conformes aux opérations standards d'emprunts et de prêts de titres.

c. – Transferts d'actifs financiers

Dans le cadre de son activité, le groupe HSBC France a réalisé des transactions aux termes desquelles il a transféré des actifs financiers à des tiers ou à des structures ad hoc. Ces transferts ont pu donner lieu à la décomptabilisation totale ou partielle des actifs concernés :

(i) la décomptabilisation totale est réalisée lorsque le groupe HSBC France a transféré ses droits contractuels à recevoir les flux financiers ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de ces actifs. Le risque inclut le risque de crédit, de taux d'intérêt, de change, et de prix. De plus, la décomptabilisation totale est réalisée notamment lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie d'un instrument financier sont conservés mais qu'une obligation contractuelle de transférer ces flux de trésorerie sans délai à une contrepartie existe ;

(ii) la décomptabilisation est partielle lorsque HSBC France vend ou transfère les actifs financiers mais conserve une part substantielle des risques et avantages. Ces actifs restent comptabilisés dans la mesure où l'implication du groupe HSBC France continue ;

(iii) Aucune sortie de bilan n'a lieu lorsque HSBC France transfère son droit contractuel de recevoir des flux de trésorerie issus d'actifs financiers, ou lorsqu'il conserve ce droit, mais s'engage à transférer les flux de trésorerie issus de ces actifs, étant entendu toutefois qu'il doit :

- soit conserver l'essentiel des risques et avantages associés à la propriété de l'actif transféré ;
- soit renoncer à toute conservation ou transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif, mais en garder le contrôle.

Dans ce cas, les actifs financiers sont comptabilisés au bilan à hauteur de l'implication continue du groupe.

La majorité des actifs financiers ne remplissant pas les conditions de décomptabilisation concerne (i) les titres détenus par les contreparties dans le cadre des collatéraux sur les opérations de pensions ou (ii) les titres prêtés dans le cadre d'opérations de prêt de titres.

Etant donné que ces transactions concernent principalement des emprunts garantis, le bien apporté en nantissement de l'actif reste comptabilisé en totalité et l'engagement associé, reflet de l'obligation de HSBC France de racheter les actifs transférés à une date ultérieure à un prix fixé d'avance, est comptabilisé dans les dépôts bancaires ou de clients, selon le cas. En conséquence de ces opérations, HSBC France ne peut utiliser, vendre ou mettre en gage les actifs transférés pendant la durée de la transaction. HSBC France reste exposé aux risques de taux d'intérêt et de crédit de ces instruments apportés en nantissement. Les possibilités de la contrepartie en termes d'action récursoire ne se limitent pas aux actifs transférés.

Le tableau suivant présente les valeurs comptables des actifs financiers ne remplissant pas les conditions de décomptabilisation ainsi que leur passif associé.

(En millions d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Montant des actifs	Montant des passifs associés	Montant des actifs	Montant des passifs associés
Opération de pension de titres	12 483	12 570	15 053	15 258
Opération de prêt de titres	2 230	2 230	5 398	5 398
Total	14 713	14 800	20 451	20 656

15. – Participations dans les entreprises liées et partenariats

a. – Entreprises liées

Au 31 décembre 2016, le groupe HSBC France ne consolide par mise en équivalence que trois entités sur lesquelles elle exerce un contrôle conjoint ou une influence notable. L'impact est non significatif dans les comptes consolidés.

	31/12/2016		
	Activité	Participation du groupe dans le capital	Capital
HCM Holdings Ltd	Gestion d'actifs	51 %	-
HSBC Global Asset Management (Switzerland)	Gestion d'actifs	50 %	-
Service Epargne Entreprise	Gestion d'actifs	14,4 %	-

	31/12/2015		
	Activité	Participation du groupe dans le capital	Capital
HCM Holdings Ltd	Gestion d'actifs	51 %	-
HSBC Global Asset Management (Switzerland)	Gestion d'actifs	50 %	-
Service Epargne Entreprise	Gestion d'actifs	15,7 %	-

Bien que le groupe HSBC France détienne plus de 50 % du capital de HCM Holdings Ltd, l'accord conclu avec l'autre actionnaire intègre des restrictions sur les droits de HSBC France en tant qu'actionnaire majoritaire et indique que la structure est conjointement contrôlée par les deux actionnaires.

Dans le cas de la société Service Épargne Entreprise développée en partenariat avec d'autres groupes, le groupe HSBC France participe aux décisions stratégiques de l'entreprise associée en étant représenté dans les organes de direction, exerce une influence sur la gestion opérationnelle de l'entreprise associée par la mise à disposition de systèmes de gestion ou de personnel dirigeant, ou apporte sa collaboration technique au développement de cette entreprise.

b. – Partenariats

En décembre 2016, la gouvernance de HSBC Middle East Leasing Partnership (MELP), partenariat stratégique de leasing aéronautique, conclu entre HSBC Leasing France (85 %) et HSBC Bank Middle East Limited (15 %), a été amendée afin de passer d'un contrôle exclusif à un contrôle conjoint. Conformément à la norme IFRS 3R, ce changement de gouvernance est assimilé à un changement de contrôle, comptabilisé comme une vente de l'investissement, suivie d'une acquisition de 85 % de MELP.

Au 31 décembre 2016, la contribution de MELP dans le total du bilan consolidé du groupe HSBC France est de 533 millions d'euros et de 10,6 millions d'euros dans le résultat net consolidé.

16. – Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Coût		
Ecart d'acquisition – valeur nette comptable	235	337
Autres immobilisations incorporelles – valeur nette comptable	30	37
Valeur actualisée des contrats d'assurance existants (« PVIF »)	460	486
Total	725	860

a. – Ecart d'acquisition

Un écart d'acquisition résulte de regroupements d'entreprises, en ce compris l'acquisition de filiales, de sociétés sous contrôle conjoint ou d'entreprises sous influence notable, lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la juste valeur de la part détenue par HSBC France dans des actifs nets, des passifs et des passifs éventuels identifiables. Tout écart positif, entre la part HSBC France dans la juste valeur des actifs nets, des passifs et des passifs éventuels identifiables d'une acquisition et le coût d'acquisition, est immédiatement enregistré au compte de résultat.

Les actifs incorporels sont comptabilisés distinctement de l'écart d'acquisition lorsqu'ils sont séparables ou naissent de droits contractuels ou légaux et lorsque leur juste valeur peut être déterminée de façon fiable.

L'écart d'acquisition est affecté aux unités génératrices de trésorerie (UGT) pour les besoins du test de dépréciation qui est réalisé au niveau le plus bas auquel l'écart d'acquisition est suivi pour des besoins de gestion interne. Les UGT du groupe sont basées sur les lignes métier (global business lines). L'écart d'acquisition est enregistré au coût d'acquisition diminué des pertes de valeur cumulées qui sont comptabilisées au compte de résultat.

Conformément à la norme IAS 36, le groupe HSBC France réalise un test de dépréciation, à chaque arrêté annuel ainsi qu'à chaque indice de perte de valeur. Ce test est réalisé en comparant la valeur comptable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) avec sa valeur recouvrable. Si la valeur comptable de l'UGT est supérieure à sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée dans le compte de résultat.

La valeur recouvrable de l'UGT correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Au 31 décembre 2016, les tests de dépréciation des écarts d'acquisition des différentes UGT ont été réalisés sur la base de leur valeur d'utilité. Cette dernière a été déterminée selon l'approche dite du Discounted Cash Flow (DCF) qui consiste à valoriser une activité en actualisant, au coût des fonds propres, les flux de trésorerie disponibles pour l'actionnaire.

Les taux d'actualisation utilisés pour valoriser les différentes UGT sont en ligne avec le taux utilisé par le Groupe pour la France. Le coût du capital attribué à une UGT individuelle et retenu pour actualiser ses flux de trésorerie futurs découle d'un modèle d'évaluation des actifs financiers, qui dépend lui-même de variables financières et économiques, dont le taux sans risque ainsi qu'une prime ou une décote reflétant le risque inhérent à l'activité évaluée. Ces paramètres financiers sont définis par la Direction selon les évaluations actuelles des variables économiques par le marché.

Les valeurs d'utilité ainsi obtenues sont sensibles aux flux de trésorerie projetés, ainsi qu'aux hypothèses de normalisation dans le temps de ces flux. La réalisation des tests de dépréciation des écarts d'acquisition implique nécessairement que la Direction recoure dans une large mesure à l'exercice de son jugement pour réaliser une série d'estimations dont les résultats sont très sensibles aux hypothèses utilisées.

	Ecart d'acquisition au 31/12/2016 (1)	Taux d'actualisation	Taux de croissance nominale sur une projection de trésorerie initiale	Ecart d'acquisition au 31/12/2015 (2)	Taux d'actualisation	Taux de croissance nominale sur une projection de trésorerie initiale
	(En millions d'euros.)	%	%	(En millions d'euros.)	%	%
Banques d'entreprises	169	9,5	2,0	169	8,6	2,0
Gestion d'actifs	66	8,5	2,0	66	7	2,0
Banque de détail	-	8,5	2,0	64	7	2,0
Banque privée	-	9	2,0	63	7,9	2,0
Total des écarts d'acqui-sitions dans les UGT listés ci-dessus	235			362		

(1) Sont inclus les fonds de commerce pour un montant de 9 millions d'euros pour la Gestion d'actifs.

(2) Sont inclus les fonds de commerce pour un montant de 9 millions d'euros pour la Gestion d'actifs et 4 millions d'euros pour la Banque de détail. Sont également inclus les droits au bail pour un montant de 12 millions d'euros pour la Banque de détail.

Au 31 décembre 2016, les écarts d'acquisition suivants sont portés par HSBC France. En 2016, le groupe HSBC France a comptabilisé une dépréciation sur ses écarts d'acquisition de 127 millions d'euros.

	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
--	---------------	---------------

		Montant brut	Dépréciation	Montant net
Banques d'entreprises	169	169	-	169
Gestion d'actifs	66	66	-	66
Banque de détail	64	64	-64	-
Banque privée	63	63	-63	-
Total des écarts d'acquisitions dans les UGT listés ci-dessus	362	362	-127	235

Banque d'entreprises

La valeur d'utilité de l'UGT Banque d'entreprises basée sur l'actualisation des flux futurs n'amène à constater aucune dépréciation. Le tableau ci-après présente une synthèse de la sensibilité de la valeur aux principaux paramètres financiers (variations en % de la valeur centrale) :

Taux d'actualisation	Taux de croissance à long terme				
	1,0 %	1,5 %	2,0 %	2,5 %	3,0 %
8,50 %	+3 %	+9 %	+15 %	+23 %	+32 %
8,75 %	-0 %	+5 %	+11 %	+18 %	+27 %
9,00 %	-4 %	+1 %	+7 %	+14 %	+21 %
9,50 %	-9 %	-5 %	Valeur centrale	+6 %	+12 %
10,00 %	-14 %	-10 %	-6 %	-1 %	+4 %
10,25 %	-17 %	-13 %	-9 %	-5 %	+0 %
10,50 %	-19 %	-15 %	-12 %	-8 %	-3 %

Gestion d'actifs

Le test annuel réalisé n'amène à constater aucune dépréciation.

Banque de détail

La rentabilité de la banque de détail a été négativement affectée par l'environnement macroéconomique et financier dans lequel HSBC France opère, en particulier en raison de la persistance de taux d'intérêts bas voire négatifs qui pèsent sur la marge d'intermédiation et a conduit à un volume soutenu de renégociation de prêts immobiliers.

Considérant que cet environnement pourrait perdurer, et malgré le fait que les perspectives de rentabilité de l'activité de la Banque de détail demeurent positives à moyen terme, HSBC France a déprécié l'intégralité de l'écart d'acquisition de 64 millions d'euros.

Banque privée

Compte tenu des performances financières de 2016 en deçà des projections attendues, de la persistance du contexte de taux bas et des évolutions réglementaires attendues, l'écart d'acquisition sur la Banque Privée a été déprécié dans son intégralité pour 63 millions d'euros.

b. – Autres immobilisations incorporelles

Les actifs incorporels incluent notamment les logiciels informatiques, les marques et fonds de commerce, les portefeuilles de clientèle, cartes de crédit et prêts à la clientèle. Les logiciels informatiques incluent les logiciels acquis comme ceux conçus en interne. Le coût des logiciels conçus en interne comprend tous les coûts directement imputables et nécessaires à la création, la production et la préparation des logiciels pour être prêts à fonctionner de la manière prévue par la Direction. Les coûts encourus au titre de la maintenance en cours des logiciels sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation si des événements ou de nouvelles circonstances indiquent que la valeur comptable risque d'être irrécupérable.

- les actifs incorporels qui ont une durée d'utilité indéfinie ou ne sont pas encore prêts à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation annuel. Un actif incorporel enregistré sur la période en cours est soumis au test avant la clôture de l'exercice en cours ; et ;
- les actifs incorporels à durée de vie limitée, hors valeur actualisée des contrats d'assurance à long terme en portefeuille, sont comptabilisés à leur coût retraits de l'amortissement et des pertes de dépréciation cumulées, et amortis sur leur durée de vie utile estimée. La durée de vie utile estimée correspond à la plus courte des deux durées de vie estimées légale et utile. L'amortissement des frais de gestion des prêts hypothécaires est inclus dans les « Commissions nettes ».

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties, habituellement selon le mode linéaire, sur la durée d'utilité de la manière suivante :

- marques commerciales : 10 ans ;
- logiciels créés : entre 3 et 5 ans ;
- logiciels achetés : entre 3 et 5 ans ;
- autres : généralement 10 ans.

Les variations d'immobilisations incorporelles de l'exercice clos au 31 décembre se ventilent comme suit :

(En millions d'euros.)	Fonds de commerce (1)	Frais de développements informatiques internes (2)	Acquisitions de logiciels externes	Autres	Total
Coût					
Au 1 ^{er} janvier 2016	21	18	90	16	145
Acquisitions	-	18	8	-	26
Cessions	-	-	-1	-	-1
Reprises de dépréciations utilisées	-	-	-2	-1	-3
Ecart de change	-	-	-	-	-

Autres variations	-21	-	-	-	-21
Au 31 décembre 2016	-	36	95	15	146
Cumul des amortissements et dépréciations					
Au 1 ^{er} janvier 2016	-9	-18	-79	-2	-108
Charges d'amortissement de l'année	-	-	-7	-1	-8
Dépréciations de l'année	-	-	-	-12	-12
Reprises de dépréciations utilisées	-	-	2	1	3
Cessions	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	-	-	-
Autres variations	9	-	-	-	9
Au 31 décembre 2016	-	-18	-84	-14	-116
Valeur comptable au 31 décembre 2016	-	18	11	1	30

1 Le fonds de commerce est désormais présenté dans les écarts d'acquisition.

2 Concernent principalement les coûts internes de développement sur les projets liés aux initiatives stratégiques.

(En millions d'euros.)	Fonds de commerce	Frais de développements informatiques internes	Acquisitions de logiciels externes	Autres	Total
Coût					
Au 1 ^{er} janvier 2015	21	18	82	16	137
Acquisitions	-	-	8	-	8
Cessions	-	-	-	-	-
Reprises de dépréciations utilisées	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2015	21	18	90	16	145
Cumul des amortissements et dépréciations					
Au 1 ^{er} janvier 2015	-9	-18	-71	-1	-99
Charges d'amortissement de l'année	-	-	-8	-	-8
Dépréciations de l'année	-	-	-	-	-
Reprises de dépréciations utilisées	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-1	-1
Au 31 décembre 2015	-9	-18	-79	-2	-108
Valeur comptable au 31 décembre 2015	12	-	11	14	37

c. – PVIF

Au sein de HSBC France, l'activité d'assurance-vie est comptabilisée selon la méthode de l'embedded value laquelle fournit notamment un cadre complet d'appréciation du risque et de la valorisation. La PVIF (Present Value of In-Force) correspond à la valeur actualisée des marges futures liées aux contrats d'assurance existants.

Le calcul de la PVIF se fonde sur des hypothèses qui tiennent compte des risques et incertitudes de l'activité. Pour procéder à cette projection de flux de trésorerie, une série d'hypothèses concernant l'expérience future est formulée par la filiale d'assurances HSBC Assurance Vie, qui prend en compte les conditions locales de marché et le jugement de la Direction sur les tendances locales futures.

Mouvements de la PVIF

(En millions d'euros.)	2016	2015
Au 1 ^{er} janvier	486	334
Vieillessement du portefeuille	-84	-75
Valeur de la production	41	55
Changements d'hypothèses et autres variations	77	37
Impact des marchés	-83	117
Ecart d'expérience	23	18
Au 31 décembre	460	486

La PVIF passe de 486 millions d'euros au 31 décembre 2015 à 460 millions d'euros au 31 décembre 2016. Cette variation négative de 26 millions d'euros s'explique essentiellement par :

- la détérioration des conditions économiques sur l'année affectant essentiellement le marché obligataire (les marchés actions sont restés stables) ;

- partiellement compensée par les évolutions de modèle :
 - retraitement de fin de projection (y compris traitement de la réserve de capitalisation résiduelle) avec un impact de 35 millions d'euros,
 - mise jour annuelle des hypothèses non-économiques (lois de rachat, lois de décès et frais généraux) avec un impact de 10 millions d'euros.

Les autres changements sont non significatifs.

Impact sur la PVIF de modifications raisonnables des hypothèses clés (1)

	2016	2015
Taux moyen pondéré sans risque	0,99 %	1,57 %
Taux moyen pondéré d'actualisation des profits futurs	1,84 %	2,55 %
Hypothèse d'inflation des frais	1,66 %	1,70 %

Les marges pour risque au-delà du taux d'actualisation des profits sont (2)

(En millions d'euros.)	2016	2015
Risque opérationnel	13	10
Risque de modèle	15	15
Risque de volatilité	68	26

Sensibilité de la PVIF à l'évolution des hypothèses économiques

Le tableau suivant montre les effets des mouvements du taux sans risque et du taux d'actualisation sur la valeur de PVIF en millions d'euros pour HSBC Assurances Vie.

	PVIF au 31/12/2016	PVIF au 31/12/2015
+100 points de bases du taux sans risque	94	16
-100 points de bases du taux sans risque (1)	-191	-121
+100 points de bases du taux d'actualisation	-20	-25
-100 points de bases du taux d'actualisation	24	28
(1) Lorsqu'une baisse de - 100 points de base du taux sans risque abouti à un taux négatif, l'effet de la PVIF est calculé sur un taux sans risque de 0 %.		

En raison de certaines caractéristiques des contrats, les sensibilités ne sont pas linéaires et ne peuvent donc pas être extrapolées à des niveaux supérieurs de stress. L'analyse du scénario de baisse du taux sans risque montre qu'il entraîne une baisse significative sur le rendement prospectif des investissements, et donc sur le taux de rendement des contrats d'épargne. Les sensibilités obtenues s'entendent avant toute décision de gestion qui pourrait atténuer les impacts et avant tout changement dans le comportement des assurés.

Sensibilité de la PVIF à l'évolution des hypothèses non économiques

Les engagements vis-à-vis des assurés et la PVIF pour les assureurs vie sont calculés sur la base d'hypothèses non économiques dont la mortalité et/ou la morbidité, les taux de rachat et les taux de chargement. Le tableau ci-dessous présente la sensibilité des bénéfices et du total des capitaux propres, au 31 décembre 2016, à des modifications raisonnables de ces hypothèses non économiques à cette date.

Le risque de mortalité et de morbidité est en général associé aux contrats d'assurance-vie. L'impact de l'accroissement de la mortalité ou de la morbidité sur le bénéfice dépend du type de risque souscrit.

La sensibilité aux taux de rachat dépend du type de contrat souscrit. Concernant les contrats d'assurance, le coût des sinistres est financé par les primes perçues tandis que les produits générés par le portefeuille de placement viennent soutenir les passifs. Concernant le portefeuille de produits d'assurance temporaire-décès, un accroissement des taux de rachat a en général un effet négatif sur le bénéfice en raison du manque à gagner sur les primes émises futures lié à ces renoncements.

Le risque de taux de chargement est l'exposition à une variation des taux de chargement. Dans la mesure où une hausse des frais ne peut être répercutée sur les assurés, tout accroissement des taux de chargement aura un impact négatif sur les bénéfices.

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la PVIF :

(En millions d'euros.)	Impacts sur les gains/ pertes au 31/12/2016 (1)	Impacts sur les gains/ pertes au 31/12/2015 (1)
Hausse de 10 % du taux de mortalité/morbidité	-6	-13
Baisse de 10 % du taux de mortalité/morbidité	7	13
Hausse de 10 % des taux de rachat	-17	-28
Baisse de 10 % des taux de rachat	22	31
Hausse de 10 % des niveaux de frais	-30	-28
Baisse de 10 % des niveaux de frais	30	28
(1) Les impacts sur les bénéfices sont présentés après impôt en 2016 et 2015.		

La variation des niveaux de frais est entièrement répercutée sur le bénéfice de l'assureur. Ainsi une hausse des frais constitue une charge pour le résultat de l'assureur impactant négativement ses bénéfices.

L'impact des variations des taux de rachats est essentiellement expliqué par l'activité d'épargne. Pour illustration, une hausse des rachats provoque une diminution du portefeuille de contrats sous gestion et donc un effet négatif sur les bénéfices de l'assureur.

Les informations relatives aux implantations pays par pays requises par la directive 2013/36/UE dite « CRD IV » ont été transposées en droit français par l'article L.511-45 du Code monétaire et financier.

L'article R.511-16-4, I du Code monétaire et financier dispose que les entreprises ne sont pas tenues de publier ces informations lorsque ces dernières sont publiées par leur société consolidante établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne en application d'un dispositif équivalent.

Ces informations seront mises à disposition sur le site du Groupe HSBC (www.hsbc.com) avant le 31 décembre 2017, ce qui exempte le groupe HSBC France de publier ces informations de façon isolée.

18. – Autres actifs et immobilisations corporelles

a. – Autres actifs

(En millions d'euros.)	2016	2015
Comptes de régularisation	779	852
Actifs destinés à la vente	-	-
Autres actifs	214	258
Immobilisations corporelles	814	828
Au 31 décembre	1 807	1 938

b. – Immobilisations corporelles

Les terrains et immeubles sont comptabilisés à leur coût historique ou à leur juste valeur à la date de passage aux IFRS, déduction faite de toute perte pour dépréciation et des amortissements calculés selon les règles suivantes :

- les terrains non bâtis ne sont pas amortis ;
- les frais d'acquisition des immeubles sont passés en charge sur l'exercice au cours duquel ils sont engagés au même titre que les frais d'établissement ;
- les immeubles font l'objet d'un amortissement linéaire sur leur durée d'utilité en général de 25 à 75 ans.

L'équipement, le mobilier et les agencements (comprenant l'équipement relatif aux contrats de location dans le cadre desquels HSBC France est le bailleur) sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué des dépréciations ; les amortissements sont calculés, pour leur plus grande part, selon le mode linéaire afin d'amortir totalement les actifs sur leur durée d'utilité, soit en général entre 5 et 10 ans. HSBC France est propriétaire de certains immeubles de rapport ou de placement. Les immeubles sont portés au bilan à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant constatées au compte de résultat sur la période comptable à laquelle elles se produisent. La juste valeur est déterminée par des experts professionnels indépendants qui appliquent des techniques d'évaluation reconnues.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation si des événements ou de nouvelles circonstances indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrable.

(En millions d'euros.)	Terrains et constructions	Agencements et installations	Total
Coût d'acquisition ou juste valeur			
Au 1 ^{er} janvier 2016	689	615	1 304
Acquisitions	2	30	32
Ajustements de juste valeur	-7	-	-7
Cessions	-	-18	-18
Transferts	-	-	-
Ecart de change	-	-	-
Changement du périmètre de consolidation et autres variations	-	-	-
Au 31 décembre 2016	684	627	1 311
Cumul des amortissements			
Au 1 ^{er} janvier 2016	-28	-448	-476
Dotations aux amortissements de l'exercice	-2	-38	-40
Cessions	-	19	19
Transferts	-	-	0
Ecart de change	-	-	-
Changement du périmètre de consolidation et autres variations	-	-	-
Au 31 décembre 2016	-30	-467	-497
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	654	160	814

(En millions d'euros.)	Terrains et constructions	Agencements et installations	Total
Coût d'acquisition ou juste valeur			
Au 1 ^{er} janvier 2015	548	606	1 154
Acquisitions	84	31	115
Ajustements de juste valeur	60	-	60
Cessions	-3	-23	-26
Ecart de change	-	1	1

Changement du périmètre de consolidation et autres variations	-	-	-
Au 31 décembre 2015	689	615	1 304
Cumul des amortissements			
Au 1 ^{er} janvier 2015	-27	-421	-448
Dotations aux amortissements de l'exercice	-2	-48	-50
Cessions	1	22	23
Ecart de change	-	-1	-1
Changement du périmètre de consolidation et autres variations	-	-	-
Au 31 décembre 2015	-28	-448	-476
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	661	167	828

19. – Portefeuille de transaction (Passif)

Les passifs du portefeuille de transaction sont classés comme « Portefeuille de transaction » s'ils ont été acquis dans l'intention de les vendre ou de les racheter à brève échéance ou s'ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers gérés collectivement pour lesquels des éléments probants attestent d'une tendance récente de prise de bénéfices à court terme. Ils sont comptabilisés en date de transaction lorsque HSBC France conclut un contrat avec une contrepartie et sont habituellement décomptabilisés lorsqu'ils sont échus.

Ces passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Tous les gains et pertes découlant d'une variation ultérieure de la juste valeur de ces actifs et passifs, ainsi que les produits et charges d'intérêt et les dividendes afférents, sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction ».

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Autres dettes – positions nettes vendeuses de titres	15 042	9 803
Dépôts interbancaires	7 436	8 059
Dépôts clientèle	1 669	2 198
Autres dettes représentées par un titre	2 321	2 587
Total	26 468	22 647

En 2016, le groupe HSBC France a comptabilisé un gain de 16 millions d'euros au titre de la réévaluation de son risque de crédit sur la dette comptabilisée en trading (gain de 29 millions d'euros en 2015).

20. – Passifs financiers sous option juste valeur

(En millions d'euros.)	2016	2015
Dettes envers la clientèle et les établissements de crédit	108	161
Engagements vis-à-vis des clients aux termes de contrats financiers	18	19
Dettes représentées par un titre	8 338	8 296
Dettes subordonnées	-	-
Actions préférentielles	-	-
	8 464	8 476

Au 31 décembre 2016, l'écart entre la valeur comptable des passifs financiers sous option juste valeur et le montant contractuel à l'échéance s'élevait à 420 millions d'euros pour le groupe HSBC France (404 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des variations de juste valeur attribuables à des modifications du risque de crédit atteignait 99 millions d'euros pour le groupe HSBC France (91 millions d'euros au 31 décembre 2015).

En 2016, HSBC France a comptabilisé en résultat une perte de 11 millions d'euros au titre de son propre risque de crédit (gain de 35 millions d'euros en 2015).

21. – Autres passifs

(En millions d'euros.)	2016	2015
Part non détenue par le groupe dans les fonds consolidés	419	398
Dettes sur paiements à base d'actions	17	21
Autres éléments de passif d'assurance	1	2
Autres éléments de passif	297	493
Au 31 décembre	734	914

22. – Provisions pour risques et charges

HSBC France comptabilise une provision dès lors que les trois éléments suivants sont réunis :

- il existe une obligation actuelle résultant d'événement(s) passé(s) ;
- il est probable que cette obligation entraînera des sorties de ressources pour l'éteindre ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

(En millions d'euros.)	Litiges clients	Procédures judiciaires et affaires réglementaires	Coûts de restructurations	Dettes éventuelles et engagement contractuels	Autres provisions	Total
Au 1 ^{er} janvier 2016	-	82	19	5	26	132
Dotations aux provisions	-	41	68	4	25	138
Provisions utilisées	-	-3	-10	-	-23	-36
Reprise de provisions	-	-25	-13	-3	-11	-52
Variations de change, différences et autres mouvements	-	1	-	-	-	1
Au 31 décembre 2016	-	96	64	6	17	183
Au 1 ^{er} janvier 2015	-	85	32	4	26	147
Dotations aux provisions	-	6	3	4	20	33
Provisions utilisées	-	-5	-15	-1	-16	-37
Reprise de provisions	-	-3	-2	-2	-4	-11
Variations de change, différences et autres mouvements	-	-1	1	-	-	-
Au 31 décembre 2015	-	82	19	5	26	132

Des informations concernant les procédures judiciaires et les affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du Groupe HSBC sont décrites dans la Note 30.

23. – Dettes subordonnées

Les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées sont initialement évaluées à leur juste valeur, qui correspond au prix reçu, net des frais directs encourus. Elles sont ensuite évaluées à leur coût amorti, l'écart entre le prix net des frais de transaction et la valeur de rachat étant amorti sur la durée de vie attendue des dettes en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à moins qu'elles n'aient été désignées sous option juste valeur (voir Note 20).

(En millions d'euros.)	Valeur comptable	
	31/12/2016	31/12/2015
Dettes subordonnées		
Au coût amorti	276	276
Sous option juste valeur	-	-
	276	276

Détail des titres subordonnés émis par HSBC France :

(En millions d'euros.)	Valeur comptable	
	31/12/2016	31/12/2015
260 millions d'euros - Taux variable – échéance 2029	260	260
16 millions d'euros - Titres subordonnés à durée indéterminée – Taux variable	16	16
	276	276

24. – Ventilation des actifs et passifs financiers par maturité

Les soldes représentés dans cette note ci-dessous ne correspondront pas directement à ceux du bilan consolidé. En effet, les tableaux intègrent, sur une base non actualisée, tous les flux de trésorerie liés au principal et aux paiements de coupons futurs (sauf pour les passifs et dérivés détenus à des fins de transaction). En outre, les prêts et autres engagements liés à des opérations de crédit, ainsi que les garanties financières et autres contrats similaires, ne figurent généralement pas au bilan.

Les flux de trésorerie exigibles au titre des comptes clients sont principalement remboursables à vue ou suite à un court préavis, conformément aux dispositions contractuelles. Toutefois, en pratique, les soldes de dépôts à court terme restent stables car les entrées et sorties se compensent globalement, tandis qu'une large part des engagements de prêt expirent sans être utilisés. Ainsi, le groupe gère ses produits de bilan dans le respect de ses directives en matière de gestion des liquidités et des conditions agréées par son comité de gestion actif-passif.

Les tableaux ci-après fournissent une analyse du total des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés par maturité contractuelle restante à la date du bilan. Les soldes d'actifs et de passifs sont inclus dans l'analyse de maturité de la manière suivante :

- à l'exception des opérations de mise ou prise en pension et des dettes représentées par des titres, les actifs et passifs du portefeuille de transactions (y compris les dérivés de transaction) sont inclus dans la rubrique « A vue » et non en fonction de leur maturité contractuelle car les position de trading ne sont détenues en général que pour de courtes périodes. Les flux futurs non actualisés des dérivés de couverture ont été classés selon leur date contractuelle de maturité ;

- les actifs et passifs financiers sans maturité contractuelle (tels que les titres de participation) sont inclus dans la rubrique « A plus de 5 ans ». Les instruments à durée ou échéance non déterminée sont classés en fonction de la période contractuelle de préavis que la contrepartie de l'instrument doit notifier. Lorsqu'il n'y a pas de période contractuelle de préavis, les contrats à durée ou échéance indéterminée sont inclus dans la rubrique « A plus de 5 ans » ;
- les passifs et actifs non financiers qui n'ont pas de maturité contractuelle (tels que les immobilisations corporelles, l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles, les actifs et passifs d'impôt différés et exigibles et les passifs d'avantages postérieurs à l'emploi) sont inclus dans la rubrique « A plus de 5 ans » ;
- les instruments financiers inclus dans les actifs et passifs des entités en cours de cession sont classés selon la maturité contractuelle des instruments sous-jacents et non selon la transaction de cession. Les passifs sous contrats d'assurance sont classés dans les rubriques moins de 5 ans. Les passifs sous contrat d'investissement sont classés en accord avec leur maturité contractuelle ;
- les prêts et autres engagements de crédit sont classés selon la première date à laquelle ils peuvent être utilisés.

Ventilation des flux de trésorerie à payer par maturité

(En millions d'euros.)	31/12/2016					
	A vue	A moins de 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit (1)	696	3 793	553	4 819	2 308	12 169
Comptes créditeurs de la clientèle (1)	29 304	2 998	1 588	276	103	34 269
Opérations de mise en pension – Hors trading (1)	-	7 479	114	-	-	7 593
Portefeuille de transaction	26 468	-	-	-	-	26 468
Passifs financiers sous option juste valeur	-	1 503	2	4 214	2 775	8 494
Instruments dérivé	43 376	5	56	513	63	44 013
Dettes représentées par un titre	-	926	4 479	1 211	-	6 616
Dettes subordonnées	-	-	-	-	288	288
Autres passifs financiers	-	818	400	84	578	1 880
Sous-total	99 844	17 522	7 192	11 117	6 115	141 790
Engagements de financement	891	487	1 242	17 055	2 823	22 498
Garanties financières	590	-	-	-	-	590
Total au 31 décembre 2016	101 325	18 009	8 434	28 172	8 938	164 878

(1) Les mises en pension et les prises en pension avec les banques et la clientèle sont regroupées sur une seule ligne.

(En millions d'euros.)	31/12/2015					
	A vue	A moins de 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit (1)	1 658	1 945	417	3 082	38	7 140
Comptes créditeurs de la clientèle (1)	27 309	3 104	2 049	280	122	32 864
Opérations de mise en pension de la clientèle – Hors trading (1)	-	10 097	186	-	-	10 283
Portefeuille de transaction	22 647	-	-	-	-	22 647
Passifs financiers sous option juste valeur	-	91	16	5 831	2 713	8 651
Instruments dérivés	46 259	5	97	306	236	46 903
Dettes représentées par un titre	-	3 438	4 471	2 595	-	10 504
Dettes subordonnées	-	-	-	-	283	283
Autres passifs financiers	2	668	527	126	512	1 835
Sous-total	97 875	19 348	7 763	12 220	3 904	141 110
Engagements de financement	737	1 347	2 164	16 416	2 996	23 660
Garanties financières	452	-	-	-	-	452
Total au 31 décembre 2015	99 064	20 695	9 927	28 636	6 900	165 222

(1) Les mises en pension et les prises en pension avec les banques et la clientèle sont regroupées sur une seule ligne.

Le tableau ci-après présente la ventilation des actifs et passifs financiers par maturité restante à la date de clôture pour les éléments d'actif et de passif, les montants à payer ou à recevoir à moins d'un an ou à plus d'un an.

La date contractuelle d'échéance est considérée comme une approximation raisonnable de la maturité résiduelle pour les actifs et passifs présentés dans le tableau ci-dessous. Cependant, pour certains contrats comme les dépôts à vue ou les découverts, la date contractuelle peut différer de la date de maturité attendue.

(En millions d'euros.)	31/12/2016
------------------------	------------

	A moins de 1 mois	Entre 1 mois et 1 an	Sous-total à moins de 1 an	Entre 1 et 5 ans	Après 5 ans	Sous-total après plus de 1 an	Total
Actif							
Actifs financiers sous option juste valeur	5	57	62	347	6 896	7 243	7 305
Prêts et créances sur les établissements de crédit (1)	490	1 300	1 790	1 458	131	1 589	3 379
Prêts et créances sur la clientèle (1)	2 675	6 541	9 216	18 987	13 124	32 111	41 327
Opérations de prise en pension – Hors trading (1)	7 019	4 843	11 862	-	-	-	11 862
Investissements financiers disponibles à la vente	324	2 370	2 694	15 091	8 719	23 810	26 504
Autres actifs financiers	38	135	173	13	22	35	208
Au 31 décembre 2016	10 551	15 246	25 797	35 896	28 892	64 788	90 585
Passif							
Dettes envers les établissements de crédit (1)	3 646	1 387	5 033	4 760	2 268	7 028	12 061
Comptes créditeurs de la clientèle (1)	30 602	3 285	33 887	263	70	333	34 220
Opérations de mise en pension – Hors trading (1)	7 361	231	7 592	-	-	-	7 592
Passifs financiers sous option juste valeur	1 503	2	1 505	4 190	2 769	6 959	8 464
Dettes représentées par un titre	64	5 341	5 405	1 211	-	1 211	6 616
Passifs des contrats d'assurance	-	1 546	1 546	6 967	12 789	19 756	21 302
Autres passifs financiers	83	129	212	26	445	471	683
Dettes subordonnées	-	-	-	-	276	276	276
Au 31 décembre 2016	43 259	11 921	55 180	17 417	18 617	36 034	91 214

(1) Les mises en pension et les prises en pension avec les banques et la clientèle sont regroupées sur une seule ligne.

(En millions d'euros.)	31/12/2015						
	A moins de 1 mois	Entre 1 mois et 1 an	Sous-total à moins de 1 an	Entre 1 et 5 ans	Après 5 ans	Sous-total après plus de 1 an	Total
Actif							
Actifs financiers sous option juste valeur	50	133	183	317	6 268	6 585	6 768
Prêts et créances sur les établissements de crédit (1)	823	560	1 383	3 120	157	3 277	4 660
Prêts et créances sur la clientèle (1)	2 894	5 879	8 773	16 702	13 049	29 751	38 524
Opérations de prise en pension – Hors trading (1)	6 428	3 391	9 819	344	-	344	10 163
Investissements financiers disponibles à la vente	308	3 119	3 427	14 977	9 273	24 250	27 677
Autres actifs financiers	27	182	209	17	23	40	249
Au 31 décembre 2015	10 530	13 264	23 794	35 477	28 770	64 247	88 041
Passif							
Dettes envers les établissements de crédit (1)	3 247	720	3 967	3 081	38	3 119	7 086
Comptes créditeurs de la clientèle (1)	27 892	4 548	32 440	280	91	371	32 811
Opérations de mise en pension – Hors trading (1)	9 652	631	10 283	-	-	-	10 283
Passifs financiers sous option juste valeur	91	16	107	5 740	2 629	8 369	8 476
Dettes représentées par un titre	2 350	5 556	7 906	2 595	-	2 595	10 501
Passifs des contrats d'assurance	-	34	34	28	20 881	20 909	20 943
Autres passifs financiers	163	149	312	19	427	446	758
Dettes subordonnées	-	-	-	-	276	276	276
Au 31 décembre 2015	43 395	11 654	55 049	11 743	24 342	36 085	91 134

(1) Les mises en pension et les prises en pension avec les banques et la clientèle sont regroupées sur une seule ligne.

Des informations complémentaires concernant la gestion de la liquidité et du financement du groupe sont présentées dans le chapitre Facteurs de risque pages 146 et suivantes.

25. – Compensation des instruments financiers à l'actif et au passif

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le montant net est reporté au bilan lorsque le groupe dispose d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il entend régler sur base nette, ou s'il réalise l'actif et règle le passif simultanément.

Instruments financiers faisant l'objet de compensation au bilan :

(En millions d'euros.)	Montant brut des instruments financiers	Netting brut au bilan	Montant net au bilan	Valeur non compensée au bilan			Valeur nette
				Instruments financiers	Autres dépôts de garanties	Dépôts garantie espèces	
Au 31 décembre 2016							
Instruments financiers à l'actif							
Dérivés	59 119	-11 752	47 367	36 176	112	7 726	3 353
Opérations de pension, prêts de titres et accords similaires	34 128	-22 165	11 963	2 341	9 461	161	-
Classés comme							
Actifs liés aux activités de marché	101	-	101	-	101	-	-
Actifs non liés aux activités de marché	34 027	-22 165	11 862	2 341	9 360	161	-
Prêts et créances hors opérations de prise en pension	744	-109	635	-	-	-	635
Total	93 991	-34 026	59 965	38 517	9 573	7 887	3 988

Au 31 décembre 2016							
Instruments financiers au passif							
Dérivés	55 765	-11 752	44 013	36 179	1 204	6 198	432
Opérations de pension, prêts de titres et accords similaires	29 757	-22 165	7 592	2 341	5 097	154	-
Classés comme							
Actifs liés aux activités de marché	-	-	-	-	-	-	-
Actifs non liés aux activités de marché	29 757	-22 165	7 592	2 341	5 097	154	-
Comptes de la clientèle hors opérations de mise en pension	109	-109	-	-	-	-	-
Total	85 631	-34 026	51 605	38 520	6 301	6 352	432

(En millions d'euros.)	Montant brut des instruments financiers	Netting brut au bilan	Montant net au bilan	Valeur non compensée au bilan			Valeur nette
				Instruments financiers	Autres dépôts de garanties	Dépôts garantie espèces (1)	
Au 31 décembre 2015							
Instruments financiers à l'actif							
Dérivés	58 520	-9 036	49 484	38 842	113	8 437	2 092
Opérations de pension, prêts de titres et accords similaires	36 057	-25 791	10 266	119	9 905	242	-
Classés comme							
Actifs liés aux activités de marché	103	-	103	-	103	-	-
Actifs non liés aux activités de marché	35 954	-25 791	10 163	119	9 802	242	-
Prêts et créances hors opérations de prise en pension	776	-110	666	-	-	-	666
Total	95 353	-34 397	60 416	38 961	10 018	8 679	2 758
Au 31 décembre 2015							
Instruments financiers au passif							
Dérivés	55 939	-9 036	46 903	38 847	637	6 860	559
Opérations de pension, prêts de titres et accords similaires	36 409	-25 791	10 618	119	10 416	83	-
Classés comme							
Actifs liés aux activités de marché	335	-	335	-	335	-	-
Actifs non liés aux activités de marché	36 074	-25 791	10 283	119	10 081	83	-
Dépôts des banques hors opérations de mise en pension	-	-	-	-	-	-	-
Comptes de la clientèle hors opérations de mise en pension	110	-110	-	-	-	-	-
Total	92 458	-34 937	57 521	38 966	11 053	6 943	559

(1) En application de la norme IAS 32 §42, HSBC a appliqué la compensation sur les dépôts de garantie espèces à compter du mois de décembre 2015. L'encours de dérivés est présenté net de garantie espèces.

Les dérivés et les opérations de pension inclus dans les montants non compensatoires au bilan concernent les opérations où :

- la contrepartie a une exposition compensable avec HSBC et une convention cadre où un accord similaire est en vigueur donnant le droit de compenser seulement en cas de défaut de paiement, d'insolvabilité ou de banqueroute où les critères de compensation ne sont par ailleurs pas satisfaits ; et ;
- les garanties reçues ou données remplissent les critères des opérations décrites ci-dessus.

HSBC France compense certains prêts et créances à la clientèle et comptes de la clientèle quand les critères de compensation sont satisfaits et quand les montants présentés ci-dessus représentent le sous-ensemble du montant total comptabilisé au bilan. Dans ce sous-ensemble, les prêts et créances à la clientèle et les comptes de la clientèle inclus dans le montant non compensé au bilan concerne principalement les opérations où la contrepartie a une exposition compensable avec HSBC et une convention cadre où un accord similaire est en vigueur donnant le droit de compenser seulement en cas de défaut de paiement, d'insolvabilité ou de banqueroute où les critères de compensation ne sont par ailleurs pas satisfaits.

26. – Capital social appelé

Le capital de HSBC France s'élevait au 31 décembre 2016 à 337 millions d'euros divisé en 67 437 827 actions ordinaires de 5 € de nominal, entièrement libérées.

	Nombre d'actions de HSBC France	Montant (En millions d'euros.)
Au 1 ^{er} janvier 2016	67 437 827	337
Actions émises	-	-
Au 31 décembre 2016	67 437 827	337
Au 1 ^{er} janvier 2015	67 437 827	337
Actions émises	-	-
Au 31 décembre 2015	67 437 827	337

27. – Engagements de financement et de garantie

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, qui comprennent certaines garanties et lettres de crédit engagées en tant que garanties ainsi que les passifs éventuels liés aux procédures judiciaires ou aux questions règlementaires sont des obligations possibles qui peuvent provenir d'événements antérieurs dont la survenance sera confirmée uniquement par la réalisation (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs sur lesquels le groupe HSBC France n'a pas un plein contrôle ; ou bien des obligations présentes qui proviennent d'événements antérieurs mais qui ne sont pas comptabilisées car il est probable que leur règlement nécessite la cession d'avantages économiques, ou bien car le montant de ces obligations ne peut pas être mesuré de manière fiable. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

a. – Engagements de financement et de garantie

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Montants contractuels		
Engagements de garantie donnés		
Garanties et actifs donnés en garantie	4 373	4 600
Autres	-	-
	4 373	4 600
Engagements de financement donnés (1)		
Crédits documentaires et financement d'échanges commerciaux	752	689
Autres engagements de financement lignes de crédit et autres engagements (2)		
À un an ou moins	4 785	6 887
À plus d'un an	19 879	19 410
	25 416	26 986

(1) Hors garanties financières qui sont présentées séparément dans le tableau suivant.
(2) Sur la base de la maturité contractuelle prévue à l'origine.

Le tableau ci-dessus fait apparaître les principaux montants nominaux des opérations hors-bilan pour les comptes de tiers. Les montants notionnels des passifs éventuels et engagements représentent les montants exposés aux risques en cas de tirage complet des contrats et dans l'hypothèse d'une défaillance du client.

Les sommes figurant dans le tableau ci-dessus représentent l'exposition maximale du groupe en vertu d'un grand nombre de garanties accordées individuellement. Les risques et expositions liés aux garanties sont appréhendés et gérés conformément aux politiques et procédures de gestion du risque de crédit globales du groupe. Les garanties arrivant à échéance à plus d'un an sont soumises à l'examen annuel de crédit du groupe.

Le total des montants notionnels n'est pas représentatif des besoins de liquidités futurs.

Contrats de garantie financière

Les passifs sous contrats de garantie financière qui ne sont pas classés comme contrats d'assurance sont comptabilisés initialement à la juste valeur, qui correspond généralement aux honoraires perçus ou à la valeur actualisée des honoraires à percevoir. En conséquence les passifs sous garantie financière sont valorisés à hauteur du montant le plus élevé entre la juste valeur initiale moins les amortissements cumulés et la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour éteindre les obligations.

b. – Garanties

Le groupe consent des garanties et engagements similaires au profit de tiers clients et d'autres entités du groupe. Ces garanties sont généralement consenties dans le cadre normal des activités bancaires du groupe. Les principaux types de garanties consenties et le montant potentiel maximal des décaissements futurs qui pourraient être exigés du groupe se répartissent comme suit au 31 décembre :

	31/12/2016		31/12/2015	
	Garanties au profit de tiers clients	Garanties du groupe au profit des filiales HSBC	Garanties au profit de tiers clients	Garanties du groupe au profit des filiales HSBC
Type de garantie				
Garanties financières (1)	590	9	452	6
Substituts de crédit (2)	2 451	80	2 279	106
Autres garanties (3)	1 163	80	1 652	105
Total	4 204	169	4 383	217

(1) Les garanties financières comprennent, notamment, les engagements de remplir les obligations de clients ou d'entités du groupe au cas où ces clients ou entités ne les honorerait pas. Les garanties financières intra-groupe incluent une garantie à caractère de fonds propres émise par le groupe au profit d'une entité du groupe pour valoir soutien en fonds propres aux yeux du régulateur de l'entité. Les garanties financières comprennent également les lettres de crédit stand-by qui engagent irrévocablement HSBC France à effectuer des règlements au profit de tiers au cas où un client n'honorerait pas un engagement.

(2) Les substituts de crédit comprennent les garanties de livraison et de bonne exécution, et les lettres de crédit stand-by afférentes à des opérations spécifiques qui sont des engagements par lesquels le garant s'oblige à effectuer un règlement en cas de survenue d'un événement dissocié du profil de crédit du client.

(3) Les autres garanties comprennent les garanties de soumissions et autres garanties liées à des transactions qui sont des engagements par lesquels le garant s'oblige à effectuer un règlement en cas de survenue d'un événement dissocié du profil de crédit du client.

Les montants inscrits dans le tableau ci-dessus correspondent à l'exposition maximale du groupe sur un grand nombre d'engagements de garantie individuels. Les risques et expositions issus des garanties sont recensés et gérés conformément aux politiques et procédures générales de gestion des risques de crédit mises en place par le groupe. Les garanties accordées pour une durée supérieure à un an font l'objet à une revue annuelle de la Direction du Crédit.

Le groupe HSBC France n'a aucun passif ou engagement éventuel lié à des entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

La majorité des garanties ci-dessus ont une échéance supérieure à un an et sont soumises aux procédures de révision annuelle des crédits mises en œuvre par le groupe.

Lorsque le groupe octroie une garantie au profit d'un client, il conserve le droit de recouvrer auprès de ce client tout montant versé au titre de cette garantie.

28. – Opérations de location-financement

a. – Principes comptables

Les actifs loués à des clients dans le cadre de contrats qui transfèrent la totalité des risques et avantages découlant de la propriété de ces actifs, autres qu'un titre de propriété, sont classés en contrats de location-financement. Lorsque HSBC France est bailleur au titre de contrats de location-financement, le montant des paiements dus au titre des contrats, après déduction des charges non acquises, est enregistré sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Prêts et créances sur la clientèle » selon le cas. Les produits financiers à recevoir sont constatés sur la durée des contrats afin de produire un taux de rendement constant sur l'investissement net.

Lorsque HSBC France est le preneur au titre de contrats de location-financement, les actifs corporels loués sont capitalisés et enregistrés sur la ligne « Immobilisations corporelles » et les passifs correspondants sont inscrits en « Autres passifs ».

Le contrat de location-financement et le passif correspondant sont initialement comptabilisés à la juste valeur de l'actif ou, si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux. Les frais financiers à payer sont constatés sur la durée des contrats sur la base du taux d'intérêt implicite du contrat afin de produire un taux d'intérêt constant sur la dette restante.

Tous les autres contrats de location sont classés en contrats de location simple. Lorsque HSBC France est le bailleur, les actifs loués sont inscrits sur la ligne « Immobilisations corporelles » et comptabilisés en conséquence. Les pertes pour dépréciation sont constatées à hauteur de la dépréciation de la valeur comptable due à l'impossibilité de recouvrer l'intégralité de la valeur résiduelle. Lorsque HSBC France est le locataire, les actifs loués ne sont pas enregistrés au bilan. Les loyers à payer et à recevoir au titre des contrats de location simple sont comptabilisés linéairement sur la durée des contrats et respectivement inscrits en « Frais généraux et administratifs » et « Autres produits d'exploitation ».

b. – Engagements et opérations de location-financement

Au 31 décembre 2016, les opérations de location-financement s'élèvent à 39 millions d'euros pour HSBC France (au 31 décembre 2015 : 10 millions d'euros).

Il n'y a pas de paiement futur minimum de sous-location au titre de contrats de sous-location non résiliables.

c. – Crédit à recevoir au titre des crédits-bails financiers et opérationnels

HSBC France loue un large éventail d'actifs à des tierces personnes, notamment des moyens de transport (tels que des avions), des biens fonciers ou des immobilisations de production générales, dans le cadre de crédits-bails financiers. A la fin du bail, les actifs peuvent être vendus à ces tierces parties, ou loués pour une durée supplémentaire. Les preneurs à bail peuvent toucher une participation à tout produit éventuellement réalisé sur la vente. Les redevances touchées pendant la durée du crédit-bail seront soit d'un montant fixe, soit variables pour rendre compte de l'évolution, entre autres, de la fiscalité ou des taux d'intérêt. Les redevances sont calculées de manière à couvrir le coût des actifs retraité de leur valeur résiduelle, tout en dégageant un revenu financier.

Contrats de crédit-bail financier

(En millions d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	Total paiements futurs minimum	Produits financiers non acquis	Valeur actuelle	Total paiements futurs minimum	Produits financiers non acquis	Valeur actuelle
Paiements financiers à recevoir						
À moins de 1 an	471	-78	393	548	-75	473
À plus de 1 an et à moins de 5 ans	1 566	-185	1 381	1 651	-197	1 454
À plus de 5 ans	932	-87	845	1 041	-114	927
Total	2 969	-350	2 619	3 240	-386	2 854

Au 31 décembre 2016, le montant des valeurs résiduelles non garanties est de 138 millions d'euros (2015 : 124 millions d'euros) ; il n'y a pas de correction de valeur des paiements minimaux au titre de la location non recouvrable.

29. – Entités structurées

a. – Entités structurées consolidées par HSBC France

Total des actifs des entités structurées consolidées par le groupe HSBC France, répartis par type d'entité

(En millions d'euros.)	Titrisation	Fonds gérés par le groupe HSBC France	Autres	Total
Au 31 décembre 2016	-	3	3	6
Au 31 décembre 2015	-	2	4	6

b. – Principes généraux

Une entité structurée est une entité créée dans le cadre de montages particuliers et conçue de telle manière que les droits de vote ou équivalents ne soient pas le facteur principal qui décide du contrôle sur l'entité, par exemple quand les droits de vote ne sont liés qu'aux activités administratives et que les activités clés ne sont dirigées que par des accords contractuels. Ces entités ont ainsi un champ d'activité réduit et un objet bien défini.

La consolidation de ces entités structurées par HSBC France est déterminée selon les critères définis dans la Note 1.

HSBC France détient directement ou indirectement des participations dans des entités structurées principalement par le biais de la titrisation d'actifs financiers, de véhicules financiers et de fonds d'investissement.

Les accords conclus par le groupe qui impliquent le recours à des entités structurées font l'objet d'une autorisation centrale afin de garantir le respect de leur objet et une gouvernance appropriée. Les activités des entités structurées administrées par le groupe HSBC France font l'objet d'une surveillance étroite de la part de la Direction Générale. Le groupe travaille avec des entités structurées consolidées ou non consolidées, pouvant être créées par le groupe ou par un tiers, comme indiqué en détail ci-dessous.

Titrisation

HSBC France fait appel à des entités structurées pour titriser des prêts et avances à la clientèle dans l'objectif de diversifier ses sources de financement. Les prêts et avances sont transférés par HSBC France aux entités structurées en échange d'espèces, et les entités structurées émettent en contrepartie des titres souscrits par des investisseurs.

Fonds gérés par le groupe HSBC France

Le groupe HSBC France met en place et gère des OPCVM monétaires et non monétaires, afin d'offrir à ses clients des opportunités d'investissement. Lorsque HSBC France intervient en tant que principal et non en tant qu'agent, HSBC France contrôle et consolide lesdits fonds.

Fonds non gérés par le groupe HSBC France

Le groupe achète et détient des parts de fonds gérés par des tiers pour répondre aux besoins de l'activité et à ceux des clients.

Entités structurées sponsorisées par HSBC France

On considère que HSBC France est le sponsor d'une autre entité si, outre le maintien d'une participation dans ladite entité, il joue un rôle clé dans la création de cette entité ou dans la réunion des contreparties concernées lors d'une transaction structurée. HSBC France n'est pas considéré comme un sponsor si son unique participation consiste à fournir des services et il cesse d'être un sponsor dès lors qu'il n'a plus de participation dans ladite entité structurée.

Les actifs transférés à ces entités de même que les revenus perçus de ces entités en 2015 et 2014 ne sont pas significatifs.

Autres

HSBC France conclut un certain nombre de transactions dans le cadre de ses activités courantes, lors de financements d'actifs et financements structurés, étant ainsi amené à contrôler des entités structurées.

c. – Entités structurées non consolidées par HSBC France

La notion d'« entités structurées non consolidées » se réfère à l'ensemble des entités structurées non contrôlées par HSBC France. Elle inclut les intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées. Le groupe HSBC France entre en relation avec des entités structurées non consolidées dans le cadre de ses activités courantes, dans le but de faciliter les transactions de ses clients et de saisir des opportunités spécifiques d'investissement.

Le tableau ci-dessous présente le total actif des entités structurées non consolidées dans lesquelles HSBC France détient un intérêt à la date du reporting, ainsi que l'exposition maximale du groupe HSBC France au risque de perte attribuable à cet intérêt.

(En millions d'euros.)	Fonds gérés par HSBC France	Fonds non gérés par HSBC France	Autres	Total
Au 31 décembre 2016				
Total des actifs des entités structurées non consolidées	52	160	2	214
Trésorerie	-	-	-	-
Actifs de transaction	-	-	-	-
Actifs financiers sous option de juste valeur	3	1	-	4
Dérivés	-	-	-	-
Prêts et créances à la clientèle	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Investissements financiers	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-
Total des actifs par rapport à la participation du groupe dans les entités structurées non consolidées	3	1	-	4
Total des passifs par rapport à la participation du groupe dans les entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Exposition maximale du groupe	3	1	-	4

(En millions d'euros.)	Fonds gérés par HSBC France	Fonds non gérés par HSBC France	Autres	Total
Au 31/12/2015				
Total des actifs des entités structurées non consolidées	44	134	2	180
Trésorerie	-	-	-	-
Actifs de transaction	-	-	-	-
Actifs financiers sous option de juste valeur	2	1	-	3
Dérivés	-	-	-	-
Prêts et créances à la clientèle	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Investissements financiers	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-
Total des actifs par rapport à la participation du groupe dans les entités structurées non consolidées	2	1	-	3

Total des passifs par rapport à la participation du groupe dans les entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Exposition maximale du groupe	2	1	-	3

L'exposition maximale de HSBC France au risque de perte attribuable à ses intérêts dans des entités structurées non consolidées se réfère au montant maximum de la perte que HSBC France pourrait être amené à absorber, indépendamment de sa probabilité d'occurrence. Ces intérêts dans des entités structurées non consolidées sont liés aux transactions et peuvent résulter de l'octroi de liquidités ou d'un financement apporté par HSBC France aux entités structurées non consolidées.

- pour les engagements, garanties et contrats de Credit Default Swap, l'exposition maximale du groupe HSBC France au risque de perte correspond au notionnel de l'instrument ;
- pour les titres détenus dans les entités structurées non consolidées et les prêts qui leur sont accordés, l'exposition maximale du groupe HSBC France au risque de perte correspond au montant de l'investissement tel qu'affiché au bilan à la date de reporting.

Le montant maximum de perte potentielle de HSBC France n'intègre pas les contrats de couverture et de garantie contractés en vue d'atténuer l'exposition de HSBC France au risque de perte.

30. – Procédures judiciaires et affaires réglementaires relatives aux entités de l'ensemble du Groupe HSBC

Des entités du Groupe HSBC, dont HSBC France, font l'objet d'actions en justice et autres procédures significatives menées par les autorités de régulation, découlant de l'exercice de leurs activités ordinaires. En dehors des dossiers décrits ci-dessous et de ceux décrits en pages 166 et suivantes du Document de référence 2016, HSBC France considère qu'aucune de ces questions ne revêt d'importance majeure. HSBC France a procédé, en lien avec ces affaires, à des provisions dans tous les cas où, une fois sa responsabilité établie, un paiement sera probablement demandé en règlement des obligations découlant d'événements antérieurs et où une estimation fiable du montant desdites obligations peut être faite. Aucune provision comptabilisée ne constitue une reconnaissance de la part de HSBC France d'un manquement ou d'une responsabilité juridique. Bien que l'issue de ces affaires et actions en justice soit par définition incertaine, la direction estime que, sur la base des informations disponibles, HSBC France a passé des dotations aux provisions appropriées, lorsque nécessaire, au titre des actions en justice à la date du 31 décembre 2016.

Enquêtes dans le cadre de la législation relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et de la législation relative aux sanctions financières internationales

En décembre 2012, HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings » ou « HSBC »), la société tête du Groupe auquel appartient la banque, HSBC North America Holdings (« HNAH ») et HSBC Bank USA, NA (« HBUS ») ont conclu des accords avec les autorités américaines et britanniques concernant les violations passées du BSA (US Bank Secrecy Act) et des législations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales. Parmi ces accords, HSBC Holdings et HSBC Bank USA ont conclu un Deferred Prosecution Agreement de cinq ans avec entre autres le Département américain de la Justice (« DoJ » - US Department of Justice), (le « US DPA »). HSBC Holdings a conclu un accord homologué par une ordonnance de désistement et HSBC Holdings et HNAH ont conclu un accord de sanction pécuniaire homologué par une ordonnance avec la Réserve fédérale américaine (FRB – Federal Reserve Board).

HSBC Holdings a également conclu un accord avec le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (« OFAC » – Office of Foreign Assets Control) du Ministère du Trésor américain, concernant des transactions passées, impliquant des parties soumises à des sanctions de l'OFAC, ainsi qu'un engagement avec l'Autorité des services financiers britannique, la Financial Conduct Authority (« FCA »), de se conformer à certaines obligations pour l'avenir liées à la lutte contre le blanchiment de capitaux et aux sanctions financières internationales. En outre, HSBC Bank USA a conclu un accord sur le versement d'une amende avec un bureau du Département américain du Trésor, le Financial Crimes Enforcement Network (« FinCEN »), et un accord séparé de pénalité financière avec l'Office of the Comptroller of the Currency (« OCC »).

En vertu de ces accords, HSBC Holdings et HSBC Bank USA ont versé un total de 1,9 milliard USD aux autorités américaines, et se sont engagées, entre autres, à continuer de coopérer pleinement avec le DoJ dans toute enquête, à ne pas commettre un crime en vertu du droit fédéral américain après la signature de ces accords, et à désigner un contrôleur indépendant (le « Monitor »). Aux termes desdits accords, HSBC Holdings doit également s'assurer que les entités du Groupe HSBC, dont HSBC Bank plc et ses filiales (y compris HSBC France), se conforment à certaines exigences. En février 2017, le Monitor a remis son troisième rapport annuel de suivi. Au travers de son suivi au niveau des pays, le Monitor a pu identifier des problématiques potentielles en matière de lutte contre le blanchiment et de sanctions financières internationales, qui font l'objet de revue entre le DoJ et HSBC.

HSBC Bank USA a également conclu avec l'OCC un accord homologué par une ordonnance, qui lui impose des mesures correctrices telles que relevées dans le dernier rapport d'analyse de l'OCC précédant l'accord, et restreignant dans une certaine mesure la possibilité pour HSBC Bank USA d'acquiescer directement ou indirectement le contrôle ou de détenir une participation dans toute nouvelle filiale financière, ou de commencer toute nouvelle activité dans sa filiale financière existante, sauf accord préalable de l'OCC. HSBC Bank USA a également conclu un accord séparé avec l'OCC, par lequel HSBC Bank USA s'oblige à adopter un programme de conformité à l'échelle de l'entreprise.

Les accords conclus avec les autorités américaines et britanniques ont donné lieu à une procédure contentieuse de droit privé et n'empêchent pas que d'autres procédures contentieuses de droit privé puissent être initiées au titre de la conformité de HSBC avec la législation relative au BSA, à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et à la législation relative aux sanctions financières internationales ou d'autres mesures d'application réglementaire ou légales en matière de BSA, de lutte contre le blanchiment de capitaux, de sanctions financières internationales ou tout autre sujet non couvert par les différents accords.

Enquêtes et procédures concernant la fixation de l'Euribor

Plusieurs autorités du monde entier, en charge de la régulation, de la concurrence et du contrôle, dont celles du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union européenne, d'Italie, de Suisse et d'ailleurs, mènent des enquêtes et procédures d'examen sur la fourniture de taux par le panel de banques en vue de la fixation de l'Euribor (« European Interbank Offered Rate » ou Taux offert sur le marché interbancaire européen), ainsi que sur les modalités de communication desdits taux.

HSBC et/ou ses filiales (y compris HSBC France en sa qualité de membre du panel Euribor) ont fait l'objet, de la part des autorités de régulation, de demandes d'information et coopèrent à ces enquêtes et procédures d'examen.

En décembre 2016, la Commission européenne (la « Commission ») a rendu une décision concluant que HSBC et d'autres banques ont eu, début 2007, des pratiques anticoncurrentielles relatives au prix des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. La Commission a déterminé que la durée de participation de HSBC à ses pratiques était de 1 mois et a prononcé contre HSBC une amende de 33,6 millions d'euros dont le montant a été payé par HSBC France. HSBC a introduit un recours contre cette décision.

En novembre 2013, HSBC (HSBC Holdings plc et HSBC Bank plc mais non pas HSBC France), ainsi que d'autres groupes bancaires contribuant à la fixation du taux Euribor, ont été nommées, à titre de défendeur, dans le cadre d'une action collective, engagée devant la District Court for the Southern District of New York aux Etats-Unis, pour le compte de personnes ayant réalisé des opérations sur des contrats de futurs et d'autres instruments financiers prétendument liés à l'Euribor. Entre autres, la plainte allègue une mauvaise conduite liée à la contribution à la fixation du taux Euribor, en infraction des lois antitrust américaines, de la loi américaine sur les échanges de matières premières (Commodity Exchange Act – CEA) et de la loi de l'Etat de New York. En mai 2016, HSBC a conclu un accord de principe avec les plaignants pour mettre un terme à cette action.

collective sous réserve de la validation par la District Court for the Southern District of New York aux Etats-Unis. La charge correspondant au montant de cette transaction a été répartie entre les filiales HSBC concernées par les faits de ce litige, parmi lesquelles HSBC France.

31. – Transactions avec des parties liées

L'actionnaire final de HSBC France est HSBC Holdings plc, immatriculé au Royaume-Uni.

Un exemplaire du rapport annuel du Groupe HSBC peut être obtenu à l'adresse suivante :

HSBC Holdings plc,
8 Canada Square,
London,
E14 5HQ.

Toutes les transactions ont été effectuées dans le cadre ordinaire des activités et à des conditions comparables à celles appliquées aux transactions avec des personnes de situation similaire ou, le cas échéant, aux transactions avec d'autres salariés, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt et les sûretés. Ces transactions n'encourent aucun autre risque que celui, habituel, lié au remboursement et ne présentent aucune autre caractéristique défavorable.

a. – Transactions, arrangements et accords conclus avec les principaux dirigeants

Le tableau ci-après présente les transactions qui sont concernées par l'application de la règle IAS 24 « Renseignements sur les parties liées » entre HSBC France et les principaux dirigeants de HSBC France ainsi que les conjoints et enfants vivant sous leur toit d'une part et, d'autre part, les entreprises liées sous contrôle.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	Nombre de personnes	Solde le plus élevé pendant l'année (1)	Solde au 31 décembre (1)	Nombre de personnes	Solde le plus élevé pendant l'année (1)	Solde au 31 décembre (1)
Prêts	19	22 919	7 308	19	78 861	19 502
Cartes de crédit	19	46	26	19	107	26
Garanties	19	10 112	4 961	19	10 112	10 112

(1) Le solde au 31 décembre et le solde le plus élevé pendant l'année sont considérés comme étant les informations les plus significatives pour représenter les transactions pendant l'année.

Avantages aux principaux dirigeants conformément à la norme IAS 24 :

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Avantages à court terme	174	165
Avantages postérieurs à l'emploi	71	160
Avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	45	178
Paiements en actions	697	1 659
	987	2 162

Actions et options détenues par les dirigeants :

	31/12/2016 (1)	31/12/2015 (1)
Nombre d'options issues des plans d'attribution détenues par les dirigeants (et personnes liées) (2)	-	-
Nombre d'actions détenues par les dirigeants (et personnes liées) (2)	997 315	1 802 227

(1) Le nombre de dirigeants principaux (incluant les mandataires sociaux et les administrateurs salariés) était de six personnes au 31/12/2016 et de sept personnes au 31/12/2015.

(2) Ces chiffres n'incluent pas les parts du fonds dédié aux actions HSBC dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise.

Le Rapport du Président contient par ailleurs une description détaillée des rémunérations des dirigeants (cf. pages 57 et suivantes).

b. – Transactions avec les autres parties liées

Transactions avec les autres parties liées du Groupe

Les transactions liées avec les entités consolidées par mise en équivalence présentent des montants non significatifs.

Les transactions détaillées ci-après incluent les montants dus ou à recevoir du groupe HSBC France et d'autres entités du Groupe HSBC.

(En millions d'euros.)	2016		2015	
	Montant le plus élevé au cours de l'année	Solde au 31 décembre	Montant le plus élevé au cours de l'année	Solde au 31 décembre
Actif				
Portefeuille de transaction	9 293	531	4 753	888
Instruments dérivés	24 949	18 759	24 867	17 906

Prêts et créances sur les établissements de crédit	772	269	1 162	809
Prêts et créances sur la clientèle	953	21	222	186
Opérations de prises et mises en pension de titres	1 984	640	3 758	1 105
Investissements financiers	549	550	348	313
Autres actifs	322	215	340	280
Comptes de régularisation	65	45	91	47
Actifs financiers sous option juste valeur	398	280	462	395
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	4 521	4 521	1 956	566
Comptes créditeurs de la clientèle	1 055	63	87	67
Opérations de pension	6 627	3 659	9 962	5 360
Portefeuille de transaction	8 450	3 151	7 960	3 897
Instruments dérivés	21 808	16 146	24 164	14 290
Autres passifs	193	97	216	170
Comptes de régularisation	143	104	136	124
Passifs financiers sous option juste valeur	-	-	-	-
Dettes subordonnées	260	260	260	260
Garanties	248	170	290	217
Compte de résultat				
Intérêts et produits assimilés (1)		43		43
Intérêts et charges assimilées (1)		31		14
Commissions (produits)		89		87
Commissions (charges)		115		99
Résultat net de cession des investissements financiers		-		-
Autres produits d'exploitation		-		-
Dividendes reçus		-		-
Frais généraux et administratifs		106		88
(1) Y compris intérêts sur portefeuille de transaction (actif et passif) pour 6,4 millions d'euros en 2016 (2,5 millions d'euros en 2015).				

32. – Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événement matériel postérieur à la date de clôture qui nécessiterait une correction ou un ajustement des états financiers au 31 décembre 2016.

33. – Liste des sociétés consolidées

Le groupe HSBC France classe les investissements dans les entités qu'il contrôle comme des filiales. La politique de consolidation du groupe HSBC France est décrite dans la Note 1.2.a.

a. – Filiales de HSBC France

Sociétés consolidées	Pays de constitution ou d'enregistrement	Méthode de consolidation (*)	Activité principale	Part du capital détenu par le groupe HSBC France	
				% 2016	% 2015
Réseaux bancaires					
HSBC Factoring (France)	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAPC Ufipro Recouvrement	France	IG	Sté de services	99,9	99,9
SARL Neuilly Valeurs (1)	France	IG	Sté de portefeuille	-	100,0
SCI Hervet Mathurins	France	IG	Sté immobilière	100,0	100,0
Union pour la Gestion et les Transactions (UGT) (1)	France	IG	Sté de services	-	100,0
Banque de financement, d'investissement et de marchés					
Beau Soleil Limited Partnership	Hong Kong	IG	Sté financière	85,0	85,0
CCF Charterhouse GmbH	Allemagne	IG	Sté de services	100,0	100,0

CCF Charterhouse GmbH & Co Asset Leasing KG	Allemagne	IG	Sté financière	100,0	100,0
DEM 5	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
DEM 9	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
DEM 25	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
DEMPAR 1	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
DEMPAR 4	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
Elysées Immo Invest	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
FDM 5	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
FDM 6 (1)	France	IG	Sté financière	-	100,0
Finanpar 2	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
Finanpar 7	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
Foncière Elysées	France	IG	Sté immobilière	100,0	100,0
HSBC Leasing (France)	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
HSBC Middle East Leasing Partnership (3)	Dubai	IG	Sté financière	-	85,0
HSBC Real Estate Leasing (France)	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
HSBC Services (France)	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
HSBC SFH (France)	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
HSBC Trinkaus Gesellschaft für Kfz oHG (1)	Allemagne	IG	Sté financière	-	90,0
Euro Secured Notes Issuer (ESNI)/compartiment (6)	France	IG	Sté financière	16,7	16,7
SAF Baiyun	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Chang jiang	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Chang jiang ba (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Chang jiang er (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Chang jiang jiu (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Chang jiang liu (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Chang jiang qi (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Chang jiang san (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Chang jiang shi (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Chang jiang shi'er	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Chang jiang shiyi	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Chang jiang shi liu	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Chang jiang shi wu	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Chang jiang wu (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Chang jiang yi (2)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Guangzhou	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Palissandre (1)	France	IG	Sté financière	-	100,0
SAF Zhu jiang	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang ba	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang er	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang jiu	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang liu	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang qi	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang san	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang shi	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang shi ba	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang shi er	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang shi jiu	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang shi liu	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang shi qi	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang shi wu	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang shiyi	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SAF Zhu jiang wu	France	IG	Sté financière	100,0	100,0

SAF Zhu jiang yi	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
Société Financière et Mobilière (SFM)	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
Société Immobilière Malesherbes-Anjou (2)	France	IG	Sté immobilière	-	100,0
Sopingest	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
SNC les Oliviers d'Antibes	France	IG	Sté financière	60,0	60,0
Thasosfin	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
Gestion d'actifs					
CCF & Partners Asset Management Ltd	Royaume-Uni	IG	Sté financière	100,0	100,0
HCM Holdings Ltd	Royaume-Uni	MEE	Sté financière	51,0	51,0
HSBC Epargne Entreprise (France)	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
Service Epargne Entreprise	France	MEE	Sté de services	14,4	15,7
HSBC Global Asset Management (France)	France	IG	Sté de gestion	100,0	100,0
HSBC Global Asset Management (Switzerland) AG	Suisse	MEE	Sté financière	50,0	50,0
HSBC REIM (France)	France	IG	Sté de services	100,0	100,0
Sinopia TRS1 (1)	France	IG	Sté financière	-	100,0
Assurance					
HSBC Assurances Vie (France)	France	IG	Sté d'assurance	100,0	100,0
SCI HSBC Assurances Immo	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
ERISA Actions Grandes Valeurs	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
OPCVM6 - Elysées Ecrins FCP	France	IG	Sté financière	99,8	100,0
OPCVM8 - Erisa Diversifié N2 FCP	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
OPCVM9 - Erisa Opportunités FCP	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
HSBC Destination 3-6-8 FCP3DEC (3)	France	IG	Sté financière	-	86,0
HSBC Horizon 2013-2015 FCP (3)	France	IG	Sté financière	-	71,1
HSBC Horizon 2016-2018 FCP	France	IG	Sté financière	100,0	67,8
HSBC Horizon 2034-2036 A FCP3DEC	France	IG	Sté financière	90,2	90,5
HSBC Japane.eq. CL.H EUR C.3DEC (1)	France	IG	Sté financière	-	65,1
HSBC MIX DYNAMIQUE FCP3DEC	France	IG	Sté financière	50,2	50,1
HSBC MUL.AS.DYN.EUR.AD FCP4DEC (4)	France	IG	Sté financière	63,0	-
HSBC MUL.ASS.ST.FACT.S FCP3DEC	France	IG	Sté financière	100,0	100,0
HSBC PTF WLD Select.4 A C.3DEC	France	IG	Sté financière	51,9	54,6
HSBC SELECT DYNAMIC A FCP 2DEC	France	IG	Sté financière	65,8	59,4
HHSBC WORLD EQUITY FCP 3DEC (4) (5)	France	IG	Sté financière	51,8	-
Autres					
Charterhouse Management Services Limited (CMSL)	Royaume-Uni	IG	Sté de portefeuille	100,0	100,0
Charterhouse Administrators Ltd	Royaume-Uni	IG	Sté de portefeuille	100,0	100,0
Keyser Ullman Ltd	Royaume-Uni	IG	Sté de portefeuille	100,0	100,0
Société Française et Suisse (SFS)	France	IG	Sté de portefeuille	100,0	100,0
Valeurs Mobilières Elysées	France	IG	Sté de portefeuille	100,0	100,0

(*) IG : intégration globale – MEE : mise en équivalence.

(1) Liquidation.

(2) Fusion.

(3) Déconsolidation.

(4) Entrée dans le périmètre.

(5) Changement de nom en 2015.

(6) Compartiment HSBC France détenu à 100 % par HSBC France et consolidé par intégration globale.

b. – Principales évolutions du périmètre de consolidation

Cessions ou Liquidations

FDM 6

HSBC Japane.eq.CL.H EUR C.3DEC

HSBC Trinkaus Gesellschaft für KMI oHG

SAF Palissandre

SARL Neuilly Valeurs

Sinopia TRS (1)

Union pour la Gestion et les Transactions (UGT)

Fusions

(Les filiales SAF Chang jiang ba, SAF Chang jiang er, SAF Chang jiang jiu, SAF Chang jiang liu, SAF Chang jiang qi, SAF Chang jiang san, SAF Chang jiang shi, SAF Chang jiang wu, SAF Chang jiang yi ont été fusionnées au sein de l'entité HSBC Leasing (France).)

SAF Chang jiang ba

SAF Chang jiang er

SAF Chang jiang jiu

SAF Chang jiang liu

SAF Chang jiang qi

SAF Chang jiang san

SAF Chang jiang shi

SAF Chang jiang wu

SAF Chang jiang yi

Société Immobilière Malesherbes-Anjou

Déconsolidations

HSBC Destination 3-6-8 FCP3DEC

HSBC Horizon 2013-2015 FCP

HSBC Middle East Leasing Partnership (Le changement de gouvernance de HSBC Leasing Middle East Partnership a entraîné sa déconsolidation. Les actifs, passifs et résultats de ce partenariat sont dorénavant portés directement par HSBC Leasing (France) à hauteur de 85 %.)

Entrées dans le périmètre

HSBC MUL.AS.DYN.EUR.AD FCP4DEC

HSBC WORLD EQUITY FCP 3DEC

VII. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société HSBC France, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 1.2.c et 1.2.d de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes sur base individuelle et de portefeuille ;
- votre société a constaté des écarts d'acquisition qui résultent de regroupements d'entreprises passés. Ces écarts sont affectés aux unités génératrices de trésorerie pour procéder à un test de dépréciation à chaque arrêté annuel ainsi qu'à chaque indice de perte de valeur selon les modalités décrites dans la note 16.a aux états financiers. Nous avons examiné les conditions dans lesquelles cet exercice a été effectué, contrôlé sa correcte réalisation et apprécié la pertinence, la cohérence des paramètres utilisés et des dépréciations comptabilisées ;
- votre société a reconnu des relations de couverture de flux de trésorerie selon les modalités décrites dans la note 12.a aux états financiers. Nos travaux ont notamment consisté à examiner les conditions dans lesquelles ce traitement a été effectué et le dispositif de contrôle mis en place, et à vérifier le caractère approprié des tests d'efficacité réalisés et des méthodes comptables retenues par votre société ;
- votre société détient des positions sur titres et instruments financiers (notes 1.2.c, 1.2.d, 10, 8, 11, 12, 13, 20, 23, et 19 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et nous nous sommes assurés de leur correcte application ;
- votre société procède à des estimations pour intégrer la variation de son propre risque de crédit dans la valorisation des émissions comptabilisées à la juste valeur par résultat (note 10 de l'annexe). Nous avons vérifié le caractère approprié des paramètres retenus à cet effet ;
- votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et les litiges générés par son activité. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre groupe permettant leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable. Nous nous sommes assurés que les incertitudes éventuelles identifiées à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures étaient décrites de façon appropriée dans la note 30 aux états financiers ;
- votre société comptabilise un actif incorporel qui représente la valeur actualisée des marges futures liées aux contrats d'assurance en portefeuille (PVIF ou Present Value of In-Force) (note 16.c de l'annexe). Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de

ces estimations par la direction. Comme indiqué dans la note 16.c de l'annexe, ces estimations reposent sur des hypothèses économiques et non économiques qui ont, par nature, un caractère volatile et incertain sur la durée de projection du portefeuille de contrats. En conséquence, l'évolution dans le temps de ces paramètres peut conduire à des variations à la hausse ou à la baisse de la valeur du portefeuille. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 février 2017

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit

Nicolas Montillot

Associé

BDO France – Léger & Associés

Fabrice Chaffois

Associé

C. — Rapport de gestion.

Les rapports de gestion consolidé et social peuvent être obtenu sur simple demande à l'adresse du siège social de la société : HSBC France : 103, Avenue des Champs Elysées – 75008 Paris.

1703501